

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

Faculté de Droit

Diverses Règlementations Urbaines en Avignon au Moyen Âge

.....

THÈSE pour le Doctorat

soutenue le 14 Novembre 1938

devant la Faculté de Droit de Montpellier

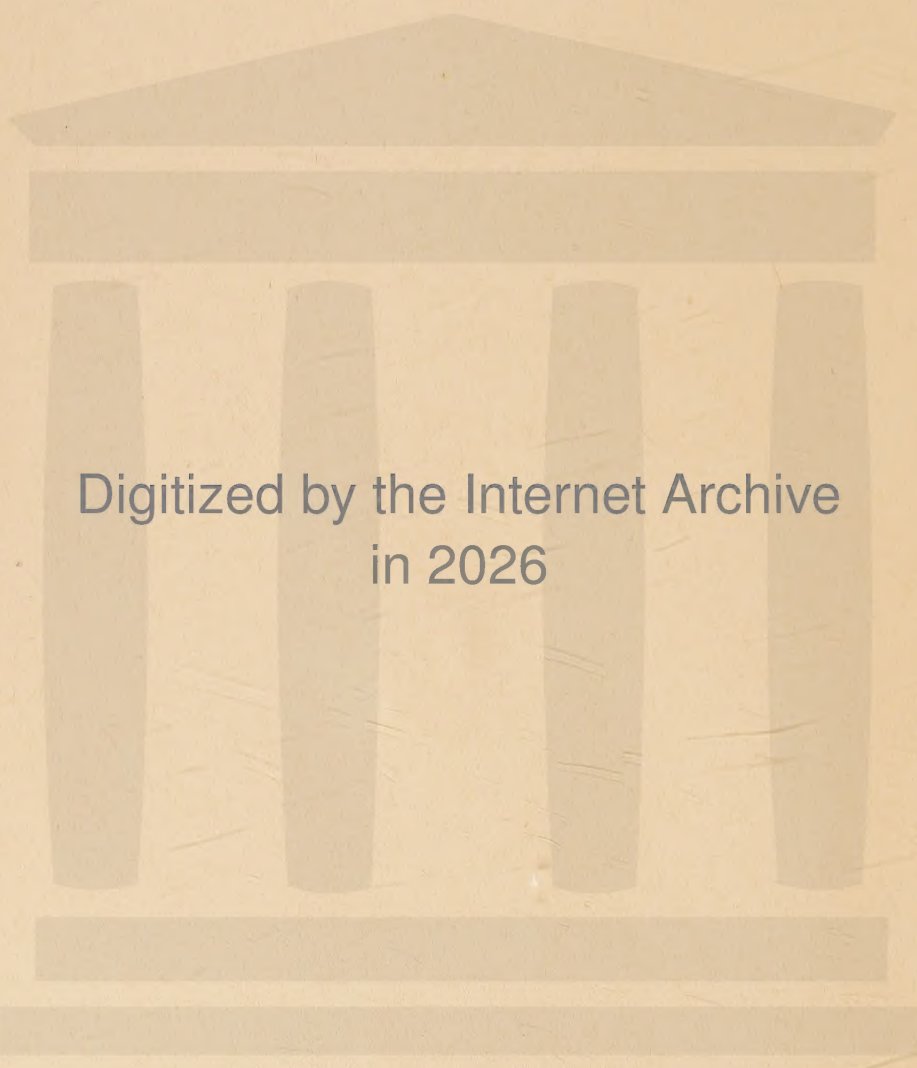
par André SADRIN



Ateliers Typographiques P. JACOMET

VILLEDIEU (Vaucluse)

*Thèse Montpellier
1938.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555412_0097

**Diverses Règlementations Urbaines
en Avignon au Moyen Age**

André SADRIN

Diverses Règlementations Urbaines en Avignon au Moyen Âge

XX

(Thèse d'Histoire du Droit)



1938

**Ateliers Typographiques P. JACOMET
VILLEDIEU (Vaucluse)**

*44529.



Faculté de Droit de Montpellier

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BECQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie Politique.

LÉGAL, professeur de Droit Criminel.

DEMONTÈS, professeur de Droit Commercial.

ANTONELLI, professeur d'Economie Politique.

DELBEZ, professeur de Droit Constitutionnel.

TISSET, professeur d'Histoire du Droit.

ELLUL, Chargé de Cours de Droit Romain.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

MORINI-COMBY, Chargé d'un Cours d'Economie Politique.

BABY, Secrétaire.

DUBOIS, Secrétaire Honoraire.

JURY

MM. TISSET, Président.

DE NESMES-DESMARETS, Assesseur.

GUENOUN, Assesseur.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Avant-Propos

Au début de cet ouvrage, nous tenons à remercier bien vivement tous ceux qui nous permirent de mener à bien et de parfaire cette thèse.

Outre nos Maîtres de la Faculté, que M. Pierre Tisset, professeur à la Faculté de Droit de Montpellier, M. Joseph Girard, directeur du Musée Calvet d'Avignon, et M. Chobaut, archiviste-paléographe, trouvent particulièrement ici l'expression de notre reconnaissance.

Introduction

Administration d'Avignon avant et sous les Papes

I. Avant les Papes

A) — Constitution politique d'Avignon

Au début du XII^e siècle se dessine à Avignon un mouvement d'indépendance communale appelé « République ». En 1129 l'évolution est terminée. Avignon est alors gouvernée par des magistrats élus, consuls, sous l'autorité de l'Evêque.

La commune est devenue un véritable seigneur féodal, une « seigneurie superposée ». Elle possède des biens et des fiefs : une partie du pont de Sorgues, Vedènes, et le Monastère de Saint-André au-delà du Rhône. La délimitation des pouvoirs entre l'Evêque et la Municipalité est indécise, mais cette indécision sera tranchée par les statuts de 1154 qui, tout en reconnaissant légalement les franchises municipales, donneront à l'Evêque un pouvoir des plus étendus.

Au commencement du XIII^e siècle et jusqu'en 1226 la Municipalité se compose de chevaliers et de bourgeois. Huit consuls, quatre nobles et quatre bourgeois sont nommés pour un an par un petit collège électoral. Un juge spécial exerce la juridiction civile et criminelle. Lorsqu'il s'agit d'affaires graves l'avis du peuple est requis au moyen d'assemblées générales appelées « parlements ».

En 1226 la République d'Avignon est appelée République à

l'impériale ou à l'italienne. Elle est alors gouvernée par un podestat qui prend le titre de « magister civium » et de « dominus dei gratia ». Il est assisté dans ses fonctions par l'Evêque, un conseil général ou conseil de ville, 2 syndics, un viguier et des clavares.

Barral des Baux élu podestat en 1243 fait rédiger et promulguer les statuts de la République ; désormais l'on pourra modifier ces statuts ainsi que la législation de la cité.

Le plus souvent, le podestat était un personnage noble et riche ; il apportait à la ville l'appoint de sa fortune et de son influence. A Marseille et à Arles on le choisissait parmi les étrangers, ce qui paraissait être une condition d'impartialité en cas de discorde locale.

En Avignon cependant les statuts permettaient de le choisir aussi parmi les citoyens.

Un podestat identique pouvait gouverner deux Républiques différentes. Ainsi, Spinus de Surrexina fut en même temps podestat de Marseille et d'Avignon. Perceval Dorria et Barral des Baux le furent d'Avignon et d'Arles.

Le podestat jurait d'observer les statuts de la ville ; de n'attenter en rien aux libertés publiques ; de n'accepter aucun présent à l'occasion de ses fonctions ; d'assurer la sécurité des routes et des carrefours dans toute l'étendue du territoire ; de juger selon les lois ; de ne pas entraver le cours de la justice ; de respecter les amnisties et de poursuivre les conspirateurs.

En outre, une de ses principales fonctions résidait en la nomination des conseillers composant le Conseil de ville. Le nombre de ces Conseillers, arrêté au début de l'année politique, demeurait invariable. On remplaçait seulement ceux qui venaient à mourir. Le Conseil exerçait dans la cité un pouvoir considérable. Le podestat n'agissait jamais sans son concours.

Quelquefois, pour des questions importantes, les délibérations du Conseil de ville devaient être sanctionnées par l'assemblée générale de tous les citoyens. Les convocations du « parlement » avaient lieu au moyen de la cloche. Les citoyens faisant défaut étaient passibles d'une amende de 12 deniers.

Pour le droit de paix ou de guerre aucune décision ne pouvait être prise sans l'accord unanime du podestat, du conseil général et du parlement.

Au-dessous du podestat et indépendants de lui, se trouvaient

deux syndics. Ils veillaient à la conservation des biens de la Communauté, s'opposaient à tout ce qui pouvait nuire aux intérêts financiers de la Ville.

Ils contrôlaient aussi par leur propre comptabilité les recettes et les dépenses des clavares. Leurs honoraires d'abord puis leurs biens répondaient de l'intégrité de leur gestion.

La garde du sceau incombait aux clavares. Ils tenaient registre des recettes et des dépenses, juraient de percevoir l'impôt équitablement sans favoriser les uns ou surcharger les autres, sans se laisser corrompre ou intimider par les sollicitations, l'argent et les menaces.

Syndics et clavares rendaient contradictoirement leurs comptes, tous les trois mois, par la confrontation de leurs écritures devant un conseil d'auditeurs choisis par le podestat avec l'assentiment du Conseil général.

B) — La Justice

Elle était rendue par la Cour Temporelle de St-Pierre. On désignait à Avignon sous le nom de Cour Temporelle ou Cour de St-Pierre (1) un tribunal qui jugeait les causes civiles des habitants et les crimes ou délits commis sur le territoire de la ville.

La Cour Temporelle dut sa constitution aux conventions conclues à Beaucaire en 1251 entre les comtes de Toulouse et de Provence et les habitants d'Avignon. D'après ces conventions les comtes devaient nommer annuellement un viguier et 2 juges pour rendre la justice dans la ville (2)

Ces 3 magistrats formaient la Cour Temporelle de St-Pierre. Les juges connaissaient des causes en première instance ; le viguier jugeait en appel.

Avant d'entrer en fonction le viguier devait prêter serment devant le Conseil puis devant l'évêque ou l'archevêque de la ville.

(1) Le local réservé aux audiences se trouvait à côté de l'église de St-Pierre.

(2) De Maulde. — Coutumes et règlements de la République d'Avignon au XIII^e siècle, p. 266.

Labande. — Avignon au XIII^e siècle. L'Evêque Zoen Tencarari et les Avignonnais, p. 197.

Au dessous de la Cour siégeait une juridiction officieuse composée de bourgeois ; elle tranchait les différends survenus entre membres d'une même corporation. Il y avait deux bourgeois pour les drapiers ; deux pour les changeurs, autant pour les bouchers, les cordonniers, les mariniers, les charpentiers, les sabotiers, les pelletiers.

Cependant l'on pouvait porter directement les causes devant le tribunal du viguier.

II. — Sous les Papes

A) L'administration de la Cour Temporelle

Au XIV^e siècle la charge de viguier est devenue permanente. Il concentre dans ses mains la plénitude des pouvoirs politiques, administratifs et judiciaires.

Il désignait alors les membres du Conseil de ville, recevait leur serment, les réunissait et les présidait. Nommé pour une année seulement, il jurait en entrant en charge devant le Parlement public de la ville, d'extirper l'hérésie, de défendre les droits de l'Eglise, de conserver les libertés et privilèges de la cité, de rendre bonne et saine justice à tous, citoyens ou étrangers. (1)

Le viguier resta toujours le premier magistrat de la ville. L'institution du légat lui enleva le titre et les prérogatives de délégué direct du souverain (2) ; néanmoins il garda jusqu'à la fin de l'Ancien Régime la présidence de l'Assemblée municipale ainsi que la plupart de ses attributions judiciaires, administratives et de police.

A l'origine nous le savons, le viguier était nommé par les Comtes de Provence et de Toulouse. A partir de 1290 lorsque le roi Philippe le Bel héritier de la dynastie toulousaine eut cédé tous ses droits sur Avignon à Charles II de Provence, la nomination du viguier dépendit alors du seul Comte de Provence.

(1) Labande p. 197 et suiv.

(2) A partir de la fin du XIV^e siècle et du commencement du XV^e (Girard : Les Etats Provinciaux du Comtat Venaissin depuis leurs origines jusqu'à la fin du XVI^e siècle p. 16-17).

Après 1348 le viguier fut institué par le Pape et, lorsque la papauté retourna à Rome elle délégua expressément au légat la nomination du viguier. (1)

On devait choisir le viguier parmi les étrangers ayant rang de chevaliers, de fils de chevalier ou de baron. Un prêtre ou un religieux ne pouvait exercer cette magistrature.

La fonction était annuelle et le même personnage ne pouvait être renommé qu'après un délai de 5 ans. (2)

Avant d'exercer, il devait au préalable prêter serment devant le conseil de ville....

L'institution de 2 juges destinés à trancher les procès civils et criminels des habitants d'Avignon remonte également aux conventions de 1251.

Sous les Papes, le légat nommait les juges pour un an. Il devait les choisir parmi les étrangers à la ville (3). On leur interdisait de vendre ou de donner à ferme leur office sous peine de révocation et d'exclusion perpétuelle. (4).

Au moment d'entrer en charge ils présentaient leurs lettres de provision au conseil de ville qui les vérifiait et les enregistrait.

Ils ne pouvaient exercer une autre charge pendant l'année de leur judicature. Ils ne devaient accepter ni dépôt, ni tutelle, ni curatelle de biens et refuser tout cadeau. On exceptait cependant les menus présents de bouche autorisés par les lois (5).

Telle était la Cour Temporelle de St-Pierre. Du point de vue administratif, elle recevait, enregistrait, publiait les bulles des Papes, les ordonnances des légats concernant les libertés et les privilèges de la ville, la police intérieure, le droit privé, le régime des métiers, le cours des monnaies.

(1) Bulles du 13 Février 1425 et du 23 Juillet 1443 publiées par Duhamel : Les Etats Provinciaux du Comtat Venaissin au XV^e siècle p. 70.

(2) Ordonnances des 3 Avril 1298 et du 30 Novembre 1319 publiées par De Maulde p. 300 et 312.

(3) De Maulde p. 266.

(4) Bibli. Avig. m.s. 2.834 fol. 89-94, no 5.

(5) De Maulde p. 267.

Elle devait aussi, à périodes fixes, faire crier à travers les rues et carrefours de la ville par le héraut public, le texte des anciens statuts municipaux de 1246 toujours en vigueur.

La Cour avait de même un pouvoir de réglementation propre soit pour éclairer le sens obscur de quelque texte, soit pour régler certaines questions que les statuts avaient omis de trancher. Elle procédait alors par voie d'ordonnances générales publiées à son de trompe.

Les autorités municipales veillaient avec un soin jaloux à ce que rien dans ces édictions du viguier et des juges n'empiétât sur les privilèges de la ville.

B) Administration municipale (1)

Y participaient :

1^o L'ensemble des citoyens constituant la communauté ou commune.

2^o Des conseillers nommés par le viguier.

3^o Deux syndics et leur assesseur.

4^o Le trésorier de la ville.

Examinons-les successivement :

1^o *L'ensemble des citoyens.* — De même qu'au XIII^e siècle les citoyens pouvaient être convoqués en assemblées générales ou parlements pour discuter d'affaires graves. Le plus souvent elles avaient lieu pour engager les finances publiques ou pour faire respecter les privilèges de la ville en matière d'impôt.

2^o *Les membres du Conseil.* — En dehors de ces cas exceptionnels, les intérêts de la ville étaient gérés par un Conseil de 48 membres.

Les conseillers ne pouvaient siéger avant d'avoir prêté entre les mains du viguier, représentant du Pape auprès de l'assemblée communale, le serment d'exercer leur office avec zèle et fidélité et de garder le secret sur les délibérations.

(1) Labande : Avignon au XVe siècle p. 25.

Ils devaient, sous peine d'amende, se rendre aux convocations du Conseil annoncées par la cloche de Notre-Dame des Doms et ils étaient tenus de donner leur avis sur les affaires qu'on leur soumettait.

3^o *Les syndics.* — La nomination de 2 syndics, un noble et un bourgeois, avait toujours été le fait des conseillers ; un syndic ne pouvait être élu s'il n'avait au moins 4 ans de présence au Conseil.

On exigeait encore qu'il fût bon catholique, non suspect d'hérésie ni frappé d'excommunication, qu'il ne fût pas débiteur de la ville de plus de 10 florins, ni déjà fonctionnaire du Pape, à moins qu'il ne démissionnât immédiatement. (1)

Il devait prêter entre les mains du viguier, le serment qu'il administrerait fidèlement et avec attention les biens de la ville, sauvegarderait et défendrait en justice les droits de ses concitoyens, éviterait les dépenses inutiles, écarterait ce qui pourrait nuire à l'intérêt général.

Un assesseur était nommé en même temps que les syndics. Comme eux, il était choisi pour un an, comme eux il prêtait serment. Il devait représenter la ville en justice ; c'était lui qui, dans les conseils et les assemblées générales prenait la parole au nom de la municipalité.

4^o *Le trésorier de la ville* était encore un personnage important de l'administration municipale. Il tenait registre des dépenses et des recettes de la Cité.

Ceux qu'on appelait les officiers de la Cité, recteurs du pont, maîtres des rues et visiteurs des vivres, collaboraient également à l'administration de la ville.

Telle était en résumé l'administration d'Avignon avant et sous les Papes. Cet aperçu nous permettra de mieux comprendre l'étude des diverses réglementations urbaines qui furent rendues à Avignon dans le Haut Moyen Age et qui sont l'objet de cette thèse.

(1) Labande p. 31.

Aperçu d'Avignon
avant les Papes

Chapitre I

La Ville aux XII^e et XIII^e siècles

Avant les Papes, Avignon était une ville de moyenne importance. Le tracé circulaire de la cité passait par la rue des Grottes et de la Grande Fusterie, suivait la rue Joseph-Vernet et la rue des Lices, continuait par la rue Philonarde, la rue Tête Noire et aboutissait au Rocher par la rue des Trois Colombes.

Dans cette enceinte vivait une population fort dense que M. Girard estime à 20.000 âmes.

D'après les statuts de 1246, le Rocher était surmonté d'une citadelle appelée la Roche du Château. Au-dessous s'étendaient la chapelle Notre-Dame du Château, la Cathédrale, l'église St-Jean, le cimetière de Courtine où était enterré Guillaume III de Forcalquier fondateur de la commune d'Avignon et, en dernier lieu, la petite église St-Etienne. L'ensemble formait des bâtiments épiscopaux. Le cloître, les bâtiments des chanoines et des dignitaires du chapitre se trouvaient derrière la chapelle Notre-Dame et l'église St-Etienne.

Autour du Rocher, groupées en demi-cercle s'élevaient six paroisses : St-Symphorien, St-Pierre, St-Geniès, Notre-Dame la Principale, aujourd'hui chapelle des Pénitents Blancs, St-Didier et St-Agricol.

De plus les religieuses de St-André de Villeneuve avaient fondé l'église Ste-Madeleine et sur l'emplacement actuel du Théâtre, s'élevait le monastère des religieuses de St-Laurent.

Le Palais de l'Evêque fut bâti, au-dessous du Rocher, entre 1140 et 1160. Là avaient lieu les assemblées ordinaires ; les assemblées générales ou « parlements » avaient lieu au pied de l'escalier de Notre-Dame du Château.

Vu du dehors, le palais épiscopal ressemblait plutôt à une forteresse avec ses créneaux et ses tours diverses. Parmi elles se trouvait la tour de la Campanie ; c'est du haut de sa terrasse

que chaque nuit un guetteur surveillait la ville et scrutait l'horizon ; il sonnait de la corne en prenant sa faction et en la quittant. (1)

Le Palais de la Commune que nous appellerions aujourd'hui « l'Hôtel de Ville » s'élevait sur un monticule nommé « La Vice-Gérance ». (2) Là siégeaient les consuls et là se tenaient également les audiences de justice. De cette ancienne Vice-Gérance nous est parvenu un Seigneur à cheval tout équipé pour la guerre. On présume que cette statue surmontait l'entrée de l'édifice communal et figurait la classe des chevaliers. Ces chevaliers habitaient des maisons fortes (domus turrates) garnies de créneaux et de tours.

Six hôpitaux desservaient la ville. Parmi eux les Hospitaliers de l'Ordre de St-Antoine soignaient les malades atteints du feu ardent ; à cet effet ils avaient fondé un établissement près de l'église St-Didier.

Les statuts de 1246 nous parlent fort peu des maisons particulières. D'après eux, on peut en conclure que ces maisons étaient petites, la plupart à un seul étage. Elles étaient pour le plus grand nombre, construites en pierres ; quelques-unes étaient en pisé (de terra) et dans la périphérie on trouvait quelques masures couvertes de chaume.

Nous allons étudier successivement les réglementations ayant trait au Pont, aux anciens remparts de la commune, aux rues et aux places, aux marchés et à l'estel.

I. — Le Pont

La ville était prospère ; le commerce du drap l'avait enrichie. Les draps d'Avignon faisaient concurrence à ceux du Nord, même sur les marchés étrangers : pendant longtemps ils donnèrent lieu à un trafic régulier entre Marseille et Naples.

Cette prospérité amena la commune à envisager la construction d'un pont sur le Rhône. Jusqu'à ce jour lorsqu'on désirait

(1) Art. 76 des statuts. De pulsatione campane nocturna et de accensu excubie.

(2) Expression d'origine. Là demeurait le vice-gérant de la Chambre apostolique d'Avignon.

traverser le fleuve, il fallait acquitter un droit aux seigneurs (1) du port d'Avignon qui effectuaient un trafic régulier entre les deux rives. Le pont fut commencé en 1177 par le pâtre Bénézet (2). D'après la légende ce seraient des voix qui auraient ordonné à Bénézet de commencer les travaux. En réalité, au Moyen Age, la construction des églises et des ponts était assimilée aux pèlerinages et aux Croisades. Tous ceux qui ne pouvaient prendre part à ces expéditions lointaines et désiraient racheter leurs fautes, participaient plus ou moins à l'élévation de ces édifices. L'argent afflua.

« Onze ans suffirent, nous dit M. Bruguier-Roure, pour tirer de leur lit de carrière, apporter sur les bords du Rhône et mettre en œuvre sur un fleuve large et impétueux une si grande quantité de pierres qu'en voyant le pont, le palais apostolique et les remparts, on ne savait lequel de ces trois monuments avait exigé le plus de matériaux ».

Il reliait l'île de la Barthelasse à la terre ferme de chaque côté des deux bras du Rhône. Il avait une longueur de 900 mètres environ, à partir du Chatelet bâti par le Pape.

Son tablier portait 4 m. 90 de large et il était supporté par 19 piles percées d'une petite arcade pour les jours de grande crue. Au-dessus du tablier, son étroitesse était telle que seuls les gens de pied ou les hommes à cheval pouvaient s'en servir.

La mise en service du pont créa des difficultés avec les seigneurs propriétaires du port dont les transits s'avéraient maintenant déficitaires. Une transaction intervint alors en 1186 entre l'évêque Pons et les bateliers, aux termes de laquelle les constructeurs du pont s'engagèrent à verser aux seigneurs riverains une part sur les bénéfices résultant du droit de passage ; c'est le droit dit de « pontenage ».

Le droit de passage fut réglementé ; voici une des prescriptions y afférant ; (3)

...C'est pourquoi, nous qui à cette époque sommes investis

(1) Les seigneurs du Port d'Avignon étaient pour un tiers l'évêque d'Avignon, pour les trois cinquièmes les Amics branche cadette de la maison vicomtale et pour un quinzième la famille plus modeste des châtelains.

(Girard, Annuaire de la Société des Amis du Palais des Papes 1935, p. 64).

(2) Personnage historique.

(3) Arch. de Vaucluse : Hôpitaux H-II, cartulaire du pont, folio 13-14.

dans Avignon des fonctions consulaires, ayant au préalable pris l'avis du seigneur Rostaing, évêque d'Avignon et de Rostaing Bermundi alors juge juré du consulat, avons accordé et concédé qu'il soit exigé de chaque cavalier 2 deniers ; pour 1 bœuf, 1 denier ; pour 1 bacon, 1 denier ; pour 1 ballot de drap, 3 deniers ; de chaque piéton, 1 obole ; de chaque brebis, 1 maille ; de chaque porc, 1 obole.

Les fabricants de chandelle présents et à venir citoyens d'Avignon ou étrangers payeront l'ancien et accoutumé tribut. Pour les fruits, bois et poissons traversant le pont quant à leur redevance, on conservera l'ancienne coutume qui avait été établie pour ce tribut : toutes choses qui, ainsi qu'il est dit plus haut avaient été décrétées et approuvées sur l'avis de plusieurs par feu Pons, évêque d'Avignon au temps où frère Bénézet de pieuse mémoire commença le pont... » (1)

Les paiements du droit de pontenage ont permis à De Monteyer d'établir que le port d'Avignon avait été estimé 40.000 sous melgoriens, soit le trentième du port de Marseille à la même époque. Le nombre des passages du fleuve qui se montait à 15.000 par an avant l'établissement du pont avait doublé par la suite.

II. — Les anciens remparts de la commune

« Une masse élevée de remparts surmontés d'une citadelle entoure la ville entière. Comme l'abord est en plaine ces murs sont doubles et doubles aussi les fossés alimentés d'une eau constante. Infinie est cette enceinte dont le rempart principal s'entoure d'un long cercle de retranchements... »

(NICOLAS DE BRAI... Gesta Ludovici VIII).

L'enceinte d'alors comprenait un avant-fossé avec un avant-rempart ; venait ensuite un large chemin appelé « Les Lices » suivi d'un grand fossé baignant le grand rempart.

(1) Ideoque nos, qui es tempore in civitate Avinion officio consulatus fungebamur domini Rostagni, Avinion episcopi, consilio requisito, et Rostagni Bermundi, qui eo tempore fuerat consulatus iudex juratus, laudavimus et concessimus ut de singulis equitaturis ii denarios, de asinum i denarium, de bove i denarium, de va-

Les fossés étaient alimentés par le cours actuel des sorgues et des sorguettes et par le débit des fontaines. Les eaux de la Sorgue avaient été concédées en 1101 aux chanoines de l'Eglise d'Avignon ; la concession s'étendait depuis Vedènes jusqu'au Rhône. (1)

La terre récupérée en creusant le fossé avait doublé l'avant-rempart d'un large terrassement destiné à amortir les coups de bélier et à prévenir l'ébranlement des murs.

Les Lices (Liciæ) servaient au mouvement des troupes et aux déplacements des machines de guerre ; c'étaient également un chemin de ronde et qui a donné sa dénomination à la rue des Lices actuelle.

Derrière les Lices coulait le grand fossé (majus fossatum) qui protégeait le grand rempart (majus barrium) ; en l'occurrence une bâtisse haute et résistante défendue par des tours rondes ou polygonales.

D'après M. Digonnet ce système de double enceinte fut importé d'Orient par les Croisés.

A Avignon les deux enceintes comptaient en profondeur 19 cannes et 1 palme soit un peu plus de 40 mètres. (2)

A travers les fortifications dix portes desservaient la ville ; elles avaient nom, en partant du pont St-Bénézet, par le sud :

La Porte Ferruce,

La Porte Eyguière,

Le Portail du Pertuis,

Le Portail de Brienson,

Le Portail St-Agricol,

cone i denarium, de trocello iiii denarios, de singulis peditibus singulas obolos, de singulis ovibus singulas pegasias, de singulis parcis, singulos obolos, et de omnibus pariter candelariis, presentibus et futuris, qui in civitate Avinionensi morantur ultra Rodanum aut a libi ubicum que degant, antiquum et consuetum candalum sine contr adicione habeant et recipiant ; de fructi bus vero, et lignis et piscibus qui per pontem transeunt, similiter antiqua servetur in candalo consuetudo ; quod totum, ut supra dictum est a domino Poncio bone memorie, Avinionen, episcopo, et consulibus qui eo tempore consulatum regebant in civitate quando frater Benedictus, pie recardacionis, pontem incepit.

(1) Acte de 1101. Archives de Vaucluse série G., fonds du chapitre d'Avignon.

(2) Acte de 1223. Archives d'Avignon.

La Porte Evêque,
Le Portail Manganem,
Le Portail d'Ymbert,
Le Portail Mataron,
La Porte Aurose ou d'Orange.

En arrivant du pont St-Bénézet on entrait dans Avignon par la Porte Ferruce. L'encombrement y était grand car elle conduisait au marché et à la grande boucherie sise Place de l'Horloge actuelle. La Porte Eyguière desservait le port. Il avait alors un assez gros trafic qui s'explique aussi bien par le mauvais état des routes que par les perpétuels actes de brigandage auxquels se livraient les ancêtres des Grandes Compagnies. A la Porte Eyguière s'acquittaient les droits de péage ou d'octroi sur le sel venu par eau : (1) ils se montaient à 4 sous et 5 poudgeoises ou quarts de deniers.

Aux environs de la Porte Eyguière également on avait réglementé le charroi. L'article 147 des statuts de 1243 ordonne qu'une bête puisse passer avec ses treillis de bat : les dégâts occasionnés par les charettes transitant sur les ponts donneront lieu à des dommages-intérêts.

Aux Portes Brienson et Aurose 2 prud'hommes assermentés surveillaient le commerce des bois. Pour décourager les voleurs et les fraudeurs, ils exigeaient des personnes inconnues ou suspectes une déclaration d'origine.

Les fossés des remparts répondaient à un double but : non seulement ils protégeaient la ville, mais encore ils étaient un instrument de pénalité. (2)

(1) Inventaire des comtes de Toulouse et de Provence. Arch. d'Avignon, lieu annexe n° 16.

(2) Les statuts de 1243 nous apprennent que : ...celui qui âgé de plus de 14 ans aura blasphémé au jeu contre Dieu ou la Ste Vierge sera puni de 5 sous d'amende et de 3 sous s'il a blasphémé contre les saints. Mais s'il ne peut ou ne veut pas payer, il sera plongé dans les fossés des remparts vêtu et chaussé à un endroit où l'eau sera profonde, en prenant soin cependant de ne pas le submerger tout-à-fait. Il sera replongé autant de fois qu'il aura blasphémé. Le même bain forcé est prescrit contre ceux qui, la nuit, après le signal donné par la cloche communale, seront trouvés jouant dans les auberges, les tavernes, ou chez les femmes de mauvaise vie.

Il en coûtait 5 sous pour éviter la baignade. Quant au tenancier du logis, il était trempé lui aussi, à moins qu'il ne payât double c'est-à-dire 10 sous.

Quelques prescriptions concernaient également les tenanciers de moulins près les fossés des remparts et aux abords du Rhône. (1)

Des mesures d'hygiène et la salubrité publique concernaient aussi les remparts : il était interdit de souiller les Lices ou les murs d'enceinte avec du fumier, de troubler les eaux des fossés, de laver dans la Sorgue avant le pont, au couchant des Dominicains ; on ne pouvait jeter les cadavres d'animaux ailleurs que dans le Rhône ou dans la Durance... (2)

En 1226, les remparts d'Avignon permirent aux habitants de soutenir un siège contre Louis VIII. Lorsqu'à la tête de ses Croisés le Roi de France pénétra dans la vallée du Rhône, il exigea pour ses troupes le passage du pont d'Avignon et la traversée de la ville. Mais Avignon entendait avant tout se préserver du pillage, elle ferma ses portes. Ce refus d'obéissance amena l'excommunication des Avignonnais par le légat ; désormais Louis VIII pouvait assiéger la ville sans violer le territoire d'Empire.

Le siège dura trois mois.

Louis VIII ne put franchir des remparts aussi fortifiés mais, vaincue par la famine, Avignon capitula. Le Roi de France imposa aux Avignonnais la destruction complète de leurs fortifications avec interdiction de les rétablir avant cinq ans.

Il exigea dans la ville la démolition de 300 maisons et de toutes les tours intérieures.

Les remparts furent rasés : de tous côtés on accourut pour jeter à bas murailles et maisons fortes car, nous apprend le chroniqueur contemporain Mousk : (3)

(1) L'article 133 des statuts de 1243 nous dit en effet : Les maîtres des moulins près des remparts seront tenus d'avoir un bateau muni de ses rames et d'un égouttoir afin que si un homme tombait par accident dans le Rhône on put lui porter secours. Et que les meuniers n'osent pas se servir de ce bateau pour porter du bois ou aller faire de la ramée dans les taillis d'Augier ni pour aucun autre usage que le sauvetage sous peine de 5 sous d'amende pour chaque infraction.

(2) Art. 80 des statuts : de fimostris non faciendis et de cadaveribus.

(3) Digonnet Les remparts d'Avignon p. 72. Ph. Mousket. Chronique rimée.

« On haïssait ceux d'Avignon

Partout le pais environ »

La République d'Avignon édicta des réglementations sévères au sujet de la quasi destruction de la ville.

L'art. 81 des statuts de 1246 ordonne que... quiconque aura pris des pierres de la démolition des remparts sera tenu de les restituer sous peine du double de leur valeur. Sont exceptés ceux dont les maisons contigües aux remparts ont été éventrées par leur renversement. Ceux-là pourront garder sans indemnité les pierres employées à réparer le dégât. Si cependant leurs anciens murs n'étaient qu'en pisé et qu'ils les aient refaits avec des pierres prises aux débris de l'enceinte, ils pourront les garder mais en payant leur valeur. Pour l'avenir, défense expresse est faite de ne plus prendre aucune pierre des remparts ou des fossés.

Pour réprimer l'empiètement sur l'emplacement des défenses, la commune fit mesurer la largeur des fortifications et elle édicta des pénalités rigoureuses contre ceux qui contreviendraient à ces mesures.

Quoique ruinés par la lourde contribution de guerre que leur avait imposée Louis VIII, les Avignonnais essayèrent petit à petit de clore leur ville. Ils reconstruisirent portes et portails, creusèrent des fossés afin d'assurer le recouvrement des péages et décourager les exportateurs de blé en cas de disette. Le quart des péages de la porte Aurose et du portail des Matarons, fut employé à la nouvelle édification des remparts.

La reddition de la ville aux comtes de Toulouse et de Provence vint contrecarrer le projet de relèvement. Les nouveaux seigneurs d'Avignon, au lieu de refaire une enceinte, baillèrent à cens l'emplacement des remparts et des fossés ; il en fut de même pour les autres terrains et immeubles de l'ancien tènement de la commune. Là fut l'origine des nouveaux faubourgs de la ville ; sur ce nouvel emplacement s'édifièrent des jardins, des maisons d'agrément ou de rapport qui finirent par constituer un nouveau tour de ville.

Ainsi les Avignonnais ne purent relever complètement leurs murs. A l'arrivée des Papes en 1308, Avignon présentera un aspect curieux de ville fortifiée et de ville ouverte. Ce sera désormais l'œuvre des Papes de clôturer la ville et de lui donner ce cachet si original qu'elle possède encore aujourd'hui.

III. — Les rues et les places

Au milieu du XIII^e siècle, nous trouvons les rues d'Avignon établies sans aucun plan bien déterminé, au hasard des constructions. Souvent le nom du propriétaire de la maison commençant par une « carrière » est écrit au fronton et donne sa dénomination à la rue. Parfois aussi les marchands vendant les mêmes produits ou fabriquant les mêmes articles se groupaient dans un même quartier ; on appellera la rue du nom du métier principal qu'on y trouve. Il y avait ainsi la rue de la Mercerie en tête de la rue des Marchands actuelle ; la rue de l'Épicerie faisait suite ; la Draperie allait du Change à St-Pierre ; la Pelliparia ou rue des peaussiers était la rue des Fourbisseurs actuelle ; on voyait aussi la rue Saunerie ou rue des Saulniers. Les marchands de bois ou fustiers occupaient les Fusteries. Quelquefois, un notable donnait également son nom ou bien ce sera un monument qui servira à désigner le passage.

Les rues, en général, étaient appelées « carrières », quant aux ruelles on les dénommait « traverses ». Leur parcours était sinueux ; les maisons trop rapprochées ne laissaient qu'un espace fort réduit pour le passage. Pétrarque haïssait Avignon pour cela et il s'en est plaint souvent. Ce qui l'irritait aussi c'était le tumulte intense de ces rues trop étroites, le va-et-vient ininterrompu des véhicules, des chevaux, des soldats, des foules. C'est en parlant d'Avignon qu'il a pu écrire « in urbe omnium pessima ». (1)

Et pourtant ces tracés étroits et tortueux n'étaient pas le fait du hasard mais plutôt celui d'une conception particulière de la voirie où l'on visait avant tout à se protéger du soleil et du mistral.

Cependant on ne tarde pas à apercevoir que les rues convergent à un même point. Les portes et portails de l'ancienne enceinte sont toutes reliées à la place de l'Horloge, l'ancien forum romain. Cette direction des lignes vers un point commun qui est à Avignon, une place restée à toutes les époques le centre historique de la cité a reçu des urbanistes modernes le nom de plan radioconcentrique.

(1) G. E. Broche. Sur Pétrarque, ses imprécations contre Avignon. Pages 4 et 23.

Les rues devaient être dans un état de grande malpropreté puisque Pétrarque n'hésite pas à appeler les Avignonnais « *hujus paludis habitatores* ». Parmi les prescriptions de 1246 concernant le bon état de la voirie, nous trouvons une expression typique « *ne purgentur ventres in carreriis* » qui donne long à penser sur l'hygiène et la propreté de la ville. De fait, il était interdit de vider les seaux dans la rue, d'y laisser écouler les eaux ménagères ou d'y jeter des cadavres d'animaux.

La surveillance de la voie publique était dévolue à trois officiers nommés par la Cour temporelle : l'un était chevalier, le second jurisconsulte, le troisième prud'homme ; à la fin de la commune et sous les Papes, on les appellera les maîtres des rues.

Ils s'occupaient surtout du pavage et du nettoyage de la cité. Les statuts de 1246 prescrivaient l'usage de petites pierres « *de minutis lapidibus* » pour remplacer les larges dalles romaines creusées d'ornières, remplies de boue et qui étaient l'occasion de fréquents accidents. Ce pavage appelé plus tard « calade » consistait en galets posés à même le sol. La rue Petite-Fusterie fut la première pavée avec des calades.

Les officiers assuraient aussi une bonne circulation intérieure. Nous savons que l'étroitesse des rues était extrême ; de plus les façades des maisons étaient sculptées de reliefs empiétant sur la voie publique. Tout ce qui pouvait nuire à la circulation était prohibé : porches, auvents, enseignes, étalages divers ; les treilles et les ramées devaient être relevées pour ne pas gêner le passage des cavaliers.

Avignon, la nuit, était sévèrement réglementé. On visait avant tout à assurer la tranquillité et le repos des habitants. Le couvre-feu marquait la fin de l'activité citadine. Interdiction de jouer était notifiée dans les tavernes, les auberges, les tripots et les lupanars ; nous avons vu qu'il pouvait en coûter un bain forcé aux délinquants. Tout cavalier devait circuler en tenant sa monture par la bride et avoir une lumière à la main. Les étrangers devaient se faire accompagner par leurs hôtes. Quelques classes étaient cependant privilégiées : les chevaliers, les prud'hommes pouvaient aller et venir sans feu et des établissements de jeu leur étaient réservés.

L'éclairage public était inconnu ; ça et là une veilleuse au pied d'une Vierge contribuait à donner à la ville endormie une physionomie saisissante.

Les places étaient peu nombreuses et restreintes : on les ap-

pelait plans ou planets. C'étaient en général de simples carrefours.

La place du Palais actuelle, niveau intermédiaire entre le Rhône et le Rocher des Doms, était couverte de vergers et de petits champs ; on y accédait par des rues bordées par les demeures des propriétaires de ces clos : citons la rue Notre-Dame, la rue des Champeaux. La place prit ses dimensions naturelles plus restreintes lorsque les Papes y construisirent leur Palais.

La difficulté de trouver des espaces dégagés suffisant pour y tenir des réunions amena les habitants à se servir des cimetières.

En général, les morts étaient enterrés au voisinage des églises. Ils ne s'entouraient pas à cette époque de cette sorte de crainte à base de mystère et de superstition, apanage des temps modernes. Parfois dans les rues avoisinantes on trouvait des sépultures isolées.

On vit aussi des artisans élever leurs échoppes dans les cimetières ou des notaires y instrumenter. Au XIII^e siècle, nous dit M. Girard, on transféra le marché aux bestiaux dans le cimetière St-Pierre ce qui n'alla pas sans scandales : les porcs déterraient les corps ensevelis récemment.

Pour les proclamations et les annonces des particuliers la municipalité avait désigné six lieux publics : devant le Palais de la Commune, à la Draperie, à la porte Ferruce, au carrefour de la Pelliperia et de la Sabbateria, à St-Pierre et à la porte Eyguière.

Les Juifs étaient parqués dans un quartier spécial appelé « la Juiverie » sur les bords du Rhône, à proximité des remparts. Cette place formait un quadrilatère de soixante mètres de long environ ; à proximité s'élevait la synagogue adossée à un puits qui tenait lieu de piscine. Le siège de Louis VIII en 1226 endommagea ce quartier et un arrêté municipal assigna aux Juifs, au centre de la ville, un terrain carré de 100 mètres de côté : c'est la place Jérusalem actuelle. Près de la nouvelle synagogue se tenaient deux écoles ou « hazara » : dans l'une se célébraient les mariages ; on appelait cette salle « la lazyna ». Derrière le temple était installé un four pour la cuisson du pain azime.

D'après les statuts de 1243, les Juifs n'étaient pas assimilés aux autres citoyens. Ils étaient consignés pendant la semaine sainte. Leurs habits étaient marqués d'un signe qui permettait de les reconnaître : une roue jaune était dessinée sur le côté

gauche de la poitrine. Ils étaient l'objet de la répugnance publique. L'art. 137 édicte en effet :

Que les Juifs et les femmes publiques n'osent pas toucher avec la main le pain ou les fruits exposés en vente sinon qu'ils soient forcés d'acheter ce qu'ils ont touché :

Cependant les Chrétiens devaient s'abstenir d'injures envers les Juifs et les Templiers conservaient avec eux de bonnes relations.

IV. — Les marchés

Le gros du marché se tenait à la porte Ferruce. Une réglementation s'imposait à cause de l'exigüité du forum et de la densité de la population. L'article 144 des statuts de 1243 prescrit à ce sujet :

« Défense d'encombrer les abords de la porte Ferruce. Que nul n'ait ni banc, ni selle, ni corbeille, ni couffin, ni chevalet, ni étalage, ni planche, ni aucun autre embarras sous peine chaque fois de 2 sous d'amende... Ne sont exceptés que ceux qui tiennent quelque chose à vendre à la main ou sur les bras.. »

A côté de la porte Ferruce s'élevait la Grande Boucherie. On y louait des bancs et des tables.

Le portail St-Agricol avait été concédé aux tripiers et aux marchands de viande cuite.

Les poissonniers avaient un statut spécial. Ils vendaient leurs produits sur un terrain dépendant de la « vigne épiscopale » situé au plan de Lunel actuel : aussi étaient-ils tenus d'acquitter à l'évêque un cens en nature consistant le plus souvent en aloses, poissons de mer remontant le Rhône le long de ses bords.

Les légumes se vendaient rue de l'Herberie.

Le marché aux bestiaux se tenait aux environs des remparts près d'une porte ; il fut par la suite transféré dans le cimetière de St-Pierre.

La vente du blé, des graines, la vente des chandelles et du cuir avait lieu dans des quartiers spécialement désignés, le plus souvent dans le sextier communal ou entre le macellum et le chevet de St-Agricol.

On achetait le cuir rue Curraterie au nom caractéristique.

Il n'y avait pas d'endroit spécialement désigné pour la vente du pain mais chaque quartier avait son four, tel « le four des Bertrands » ou le « four de la terre ».

En général les marchands présentaient leurs produits sur des étalages ou des bancs disposés le long de leur boutique ou de leurs échoppes. La largeur de la rue avec l'encombrement du marché devait être réduite à des proportions minimales car, pour protéger les clients éventuels contre la fougue de vendeurs trop assidus, l'art. 135 des statuts de 1243 interdit aux marchands d'aller au-devant d'eux ou de les retenir par le vêtement.

V. — L'Estel (1)

C'est du côté du Rhône qu'Avignon commença à s'étendre. Le fleuve par un mouvement lent et continu, se déplaçait constamment vers l'Ouest. On appela estel, la partie de son lit que le Rhône venait d'abandonner. Il se peupla bien vite de jardins et se divisa entre les chanoines de Notre-Dame des Doms et les Templiers. Il donna lieu très tôt aussi à des réglementations municipales. Les consuls devaient faire niveler l'Estel du Portail Pertuis au Portail Briançon ; ils devaient y interdire les dépôts de bois ou de matériaux et de détritits de toutes sortes.

Petit à petit la cité s'agrandit à l'extérieur des vieux remparts. Des hôpitaux, des infirmeries, des églises, des couvents s'élevèrent hors de ses murs : ainsi l'hôpital du Pont, l'hôpital Pierre Ren-curel près du Portail Imbert, le couvent des Dominicains à la sortie du Portail Briançon. Les Augustins se fixèrent au Portail Matheron. Près de la Porte Aurose les frères de la Pénitence du Christ fondèrent vers 1270 le couvent et l'hôpital Notre-Dame de Fenouillet qui deviendra plus tard la Chapelle des Pénitents Noirs.

Ces nouveaux édifices donnèrent un nouvel essor à la ville ;

(1) En provençal « estel » signifie flot émergé du fleuve. Duprat — Notes de topographie avignonnaise.

des bourgs se formèrent hors de l'enceinte (1). Les constructions dans la banlieue furent réglementées par les statuts de 1246, notamment pour les fabriques de vernis et de suif. Celles-ci pour ne pas vicier l'atmosphère des faubourgs ne pouvaient s'établir qu'au-delà d'une certaine limite formée par la tour de l'Evêque vers Champ-Fleury, les abattoirs, l'abbaye de St-Ruf, le couvent St-Véran et la chapelle St-Michel.

La fin de la commune. — L'installation de la papauté en Avignon fut un événement extraordinaire. Il est certain que l'état de la ville ne justifiait en rien un tel choix. Des rues tortueuses, étroites, pleines d'ornières, remplies de boue et d'ordures, des palais voisinant avec de chétives masures, une population rendue plus dense encore par la faible longueur de l'enceinte, des remparts aux trois quarts démolis, laissant la ville, uniquement protégée du côté du Rhône, en proie aux incursions des malandrins qui peuplaient la région... tout cela donnait à la cité un caractère peut-être pittoresque, mais qui ne suffisait point à abriter la papauté dont le prestige, quoique atteint, demeurait encore immense.

Pétrarque a tracé de la ville à cette époque, un tableau fort sombre d'Avignon ; il dit (2) : « l'impie Babylone, l'enfer des vivants, la sentine des vices, l'égoût de la terre. On n'y trouve ni foi, ni charité, ni religion, ni crainte de Dieu, ni pudeur, rien de vrai, rien de saint. De toutes les villes que je connais, c'est la plus puante. Quelle honte de la voir devenir tout à coup la capitale du monde où elle ne devrait tenir que le dernier rang... »

En reprenant la pensée de Pétrarque, Renan dira plus tard : « Lorsque le Pape Clément V vint fixer en 1309 sa résidence à Avignon, peu de villes étaient moins préparées à servir de séjour à la cour pontificale ».

(1) Un bourg se forma près des Dominicains (rue Annanelle). En 1283, les Cordeliers achetèrent des maisons pour tracer une rue allant du Portail Imbert au Portail Magnanen. A l'issue du Portail Matheron le coin entre les 2 chemins de St-Véran et de Morières, était occupé par le bourg de Jean Cabassole, gros pâté de maisons desservi par trois ruelles. Plus loin le bourg des Gaudridi, entre le Portail des Infirmières et les Carmes, voisinait avec le bourg de Saint-Lazare. Ainsi, à l'issue de la plupart des portes, s'étaient formées des agglomérations nouvelles.

(2) G. E. Broche. — Sur Pétrarque, page 23.

Avignon
au temps des Papes

PREMIÈRE PARTIE

La Population augmente

Chapitre I

Les différentes populations

Fuyant les désordres et les dissensions intestines de l'Italie, Clément V amena la Papauté à Avignon en 1309. Avec lui se fixa sa Cour. Outre ses parents, frères, neveux, cousins et alliés, sœurs, belles-sœurs et nièces, lesquelles se parent du titre de « dames de la famille du pape », des chevaliers et des écuyers appartenant à des familles nobles vauquaient à son service. En 1320, leur nombre était de 108.

Nous voyons également parmi la Cour du Pape, une multitude de portiers, chambriers, panetiers, maîtres d'écuries, fourriers, géôliers et courriers.

Parmi les membres de la familia pontificale on comptait le gardien de la vaisselle, le gardien des armes, le gardien de la cire, des animaux ; les balayeurs, les porteurs d'eau, les sonneurs de cloches, les blanchisseurs et lavandières, le barbier et le médecin. Ajoutons l'aumônier secret, les chapelains au nombre de 30 qui chantaient mâtines et enfin le maître de théologie.

La police intérieure du palais apostolique, était assurée par une cinquantaine de sergents d'armes. Casernés dans des corps de garde, ils surveillaient également la prison pontificale.

Les Cardinaux à l'imitation du Pape avaient chacun une cour plus restreinte : on l'appelait « familia ». Mais ce qui augmenta la population, ce fut la multitude de personnes plus ou moins reliées à la cour du pape et qu'on appelait les curiaux, ou plus simplement les « curiales », gens de robes, procureurs, avocats, notaires, brodeurs, fourreurs, enlumineurs, relieurs, libraires, orfèvres, boulangers, bouchers.

Le prestige de la papauté demeurait toujours très grand. Les rois, l'empereur, se déplaçaient souvent pour venir saluer le pape ou lui envoyer des ambassades. Les évêques accouraient des plus lointaines provinces... tel cet archevêque de Matrek venu des bords de la Mer Noire à qui Innocent VI dut payer son voyage de retour. (1)

De plus, la justice apostolique était d'une lenteur désespérante : pour soutenir un procès en « cour de Rome », nous dit M. Girard, la ville de Hambourg maintint pendant 17 ans une sorte de légation.

Dès qu'Avignon devint l'axe du monde catholique, les étrangers y affluèrent. Les Italiens vinrent y ouvrir des comptoirs ; ils étaient les banquiers de la papauté. En venant à Avignon, les marchands des divers pays apportaient avec eux leur argent. De multiples monnaies avaient cours dans la ville ; le florin de la chambre apostolique, le florin de la reine, le florin à la corne, le florin du graile, le franc, le douzain d'Orange.

Les marchands italiens étaient nombreux près de la paroisse Notre-Dame. Bientôt le mot « Lombard » devient synonyme de marchand d'argent, et on compta vite dans la ville une rue des Lombards (rue des Marchands actuelle), une confrérie et un hôpital des Lombards ou des Florentins.

Les Allemands s'y rencontraient en grand nombre ; ils avaient fondé une confrérie et une légation hambourgeoise, cependant il paraît peu probable que l'ancienne rue des Allemands (rue de l'Hôpital) leur dut leur nom.

Les Anglais étaient peu nombreux ; on peut citer quelques habitants de Londres, de Lincoln, de Lichfield. Beaucoup de Navarrais, de Grecs, de Catalans, d'Aragonnais, de Levantins, vinrent aussi peupler la ville.

(1) Girard - Avignon au Moyen Age, p. 87.

Cet afflux extraordinaire d'étrangers, joint au grand nombre de prêtres et de clercs, tripla au moins le nombre des habitants, quoique nous en soyons réduits à des conjectures sur le chiffre réel de la population.

D'après M. Mollat, le 27 Avril 1348, Louis Sanctus de Beerin-gen écrit à ses correspondants de Bruges que plus de la moitié de la population d'Avignon a péri de la peste qui ravagea la ville et que plus de sept mille maisons sont closes. Dans le cimetière acheté par le Pape, du 14 Mars au 27 Avril, onze mille cadavres ont trouvé la sépulture. Au total, depuis le 25 janvier la mort a frappé soixante-deux mille habitants.

Cent vingt mille habitants auraient donc habité la ville sous Clément VI. Ce chiffre nous paraît, quant à nous, fortement exagéré. Dans le même périmètre il n'y avait en 1801 que 17.175 habitants, aujourd'hui ce chiffre est de 29.000. Cependant au XIV^e siècle, la densité de la population était très forte et des familles entières s'entassaient dans des logements d'une étroitesse extrême. Le 31 décembre 1335 une maison sise rue Argenterie mesurait trois cannes et un pan, soit 6 m 25 de façade de l'Est à l'Ouest et une canne sept pans trois-quarts, soit 3 m 30 en profondeur du Midi au Nord. (1).

Qu'Avignon aiteu entre 60 et 70.000 habitants, nous paraît plus vraisemblable.

La ville devint ainsi une cité cosmopolite.

Mais seuls les authentiques citoyens d'Avignon jouissaient de certains privilèges : exemption de péages, facilités de circulation, libre échange des marchandises. Pour être citoyen, il fallait d'abord avoir juré la loi communale et être fils ou petit-fils d'Avignonnais. La résidence à l'intérieur de l'enceinte même des remparts était également prescrite. Les étrangers qui désiraient avoir droit de cité devaient, après avoir prêté serment selon les statuts, déclarer leurs biens meubles et apporter dans la ville le tiers de leur fortune mobilière. Ils s'engageaient aussi à obéir aux consuls pour tous les règlements d'utilité publique, à ne pas refuser les charges honoraires auxquelles ils pouvaient être élus, à dénoncer les magistrats concussionnaires, à ne pas former de sociétés secrètes contre le gouvernement et à ne pas partir en guerre sans l'approbation des consuls.

(1) Archives d'Avignon, boîte 86, n° 42.

Les statuts de 1246 exigeaient que chaque année, dans le courant du mois qui suivait l'établissement des nouveaux magistrats, tous les citoyens renouvelassent sur les évangiles la promesse de sauvegarder et de conserver la liberté et la juridiction de la cité.

En général on distinguait les « cives », véritables Avignonnais, des « habitatores » qui étaient simplement des habitants d'Avignon. Ces derniers étaient tenus d'habiter une maison à eux. Pour devenir « cives » ils devaient y être installés définitivement. Le génois Gabriel Calvo qui justifia d'une résidence de 10 années continuelles, fut assimilé à un citoyen. Il fallait aussi acquitter au préalable un droit de réception montant à une obole d'or (9 sous).

La naturalisation relevait des circonstances et de la volonté du gouvernement. Un florentin du nom de Ruffus vivant à Avignon depuis 18 années et qui avait acquitté toutes les charges, fut naturalisé citoyen d'Avignon. Les étudiants de l'Université furent aussi, par mesure de grâce, dotés du droit de cité.

Sur un registre était inscrit le nom de tous les citoyens. En 1377 il en fut dressé une nouvelle liste sur 7 cahiers de papier. Elle comprenait tous ceux qui, après le départ du pape Grégoire XI, étaient restés à Avignon pour y établir leur résidence.

Chapitre II

La crise de logement et ses conséquences

« Propter multitudinem sequentium romanam curiam et parvitatem civitatis predictae... »

(Archives d'Avignon A. A. 1^o folio, 153-155).

La ville était de dimensions trop restreintes pour pouvoir abriter une population si nombreuse et si diverse.

Lorsque la papauté vint s'installer à Avignon, elle dépêcha des fourriers appelés « assignatores domorum ». Ces assignateurs s'entendirent avec la municipalité qui leur fixa les logements disponibles pour la cour romaine. Les logis affectés aux nouveaux venus variaient selon leur rang ; ils étaient achetés aux habitants qui devaient chercher à se loger ailleurs. En général les maisons n'étaient pas très luxueuses : elles étaient basses, mal distribuées, mal éclairées et mal aérées. On ne s'y logeait pas à bon compte. Un petit appartement composé de trois chambres, d'un débarras, d'une cuisine et de lieux d'aisance se payait, par mois, 1 florin. Une simple chambre avec l'usage de la cuisine, 5 sous viennois. Une maison à deux étages avec écurie pour quatre chevaux, une cour, trois chambres, une cuisine, un préau, 3 florins.

On ne peut guère convertir le florin en monnaie actuelle : notons cependant que le correcteur de la Chancellerie à la Curie Pontificale payait 200 florins par an de loyer.

La municipalité fit don au pape Clément V du couvent des Dominicains, qui lui appartenait ; c'était le plus luxueux de la cité et le plus vaste aussi. Son successeur, le pape Jean XXII s'établit dès son élection au palais épiscopal qui était une maison forte.

La dignité cardinalice exigeait un brillant train de maison. Leur « familia » se composait d'une foule de clercs, de laïques,

de savants et d'artistes, de poètes, d'humanistes venus en Avignon chercher gloire et fortune.

Ces cardinaux, Pétrarque les haïssait : « A la place des apôtres qui allaient nu-pieds, écrit-il, on voit à présent des satrapes montés sur des chevaux couverts d'or, rongeannt l'or et bientôt chaussés d'or, si Dieu ne réprime leur luxe insolent. On les prendrait pour des rois de Perse ou des Parthes qu'il faut adorer et qu'on n'oserait aborder les mains vides ». (1)

Sous le nom de « livrées » on leur avait assigné les maisons nobles qui étaient pourvues d'une tour. Beaucoup de ces tours avaient été relevées après le siège d'Avignon par Louis VIII.

En 1316, le cardinal d'Arnould d'Aux reçut 31 maisons ou parties d'habitations. En 1321, la livrée de Bernard de Garves en prit 51. Les occupants durent déguerpir.

Les maisons mises à la disposition des simples officiers, familiers et chevaliers présentaient un intérieur assez uniforme. Le rez-de-chaussée était occupé par les celliers et les écuries, la cour, le puits et les latrines. Au premier étage se trouvaient les appartements des maîtres, la chambre à coucher avec garde-robe, des latrines. (2)

Ces logements étaient souvent agrémentés de cours ou de balcons de bois, quelquefois surmontés de terrasses.

La disposition des maisons marchandes différait de celles des maisons privées : elles avaient au rez-de-chaussée des boutiques ou des ateliers et des étaux qui empiétaient la plupart du temps sur la rue parfois une « loggia »...

Les habitants furent expropriés et rarement indemnisés ;

(1) G. E. Broche — Sur Pétrarque, p. 24.

(2) Le logis de Rostaing de Morières, gentilhomme, comprenait en 1320, dans sa partie inférieure, 2 celliers, une cour, une chambre et un réduit pour le bois ; dans sa partie moyenne, la salle, des chambres et des latrines ; dans sa partie supérieure une chambre, une chapelle, un studio et une terrasse de bois. La location était de 1 florin par mois.

Pour un loyer de 3 florins par mois, Guilhem de Réal, damoiseau, avait une maison assez spacieuse, comprenant dans sa partie inférieure : une cour avec puits, un grand et un petit cellier, une chambre avec garde-robe et latrines contiguës, un réduit pour le légume et le charbon, une arrière-cour avec cuisines et latrines ; dans sa partie supérieure : une chambre avec fourneau, une garde-robe, une grande salle avec latrines, un corridor ; au-dessus deux chambres.

(R. A. Michel — Le procès des Visconti, p. 10).

mais les Avignonnais eurent beau se réduire, beaucoup de curiaux ne trouvèrent pas à se loger. Un grand nombre d'étrangers se blottit dans des abris de fortune, dans les rues, sur les lices des remparts ou les patis des rochers, voire même dans les cimetières. (1). Une crise épouvantable du logement s'ensuivit.

Nous allons étudier successivement :

1° la législation des loyers ;

2° la livrée ;

3° l'agrandissement de la ville.

1° La législation des loyers

Les offres assaillant les propriétaires, ceux-ci abusaient de la situation et les prix montaient sans cesse.

Bientôt surgit une autre difficulté : les curiaux étaient mauvais payeurs. Beaucoup refusaient d'acquitter le loyer convenu. Le Conseil de Ville s'en plaignit au Pape. Il lui signala aussi que les archevêques de Narbonne, de Dublin, de Lyon, d'Embrun et de Tolède, des évêques tels que ceux de Toulouse, d'Albi, de Poitiers, du Bazas, de Zamora, de Lamego, de Cambrai, de Salamanque et de Couserans, des abbés de St-Arnoult de Metz, de St-Pons de Thomières et divers autres prélats de la Cour Pontificale louaient des maisons, et, après les avoir fait marquer de leurs armoiries, refusaient de payer leurs propriétaires.

Pour secourir les propriétaires lésés, le cardinal Bertrand de Bordis, camérier du Pape, séjournant avec Clément V, au Grosseau, près de Malaucène du Diocèse de Vaison, rendit 2 bulles le 11 juillet 1311.

Il manda à tous les mauvais payeurs d'avoir à solder le montant de leur arriéré dans un délai de 3 semaines sous peine d'excommunication et d'avoir à payer leurs loyers conformément au taux établi par les taxateurs.

Il est évident qu'il y avait eu des abus. Pour y mettre fin, on

(1) Archives d'Avignon, boîte 86, n° 42.

avait donc institué antérieurement à 1311 des taxateurs officiels qui déterminaient le prix des loyers qu'auraient à payer les curiaux pour les maisons qu'ils occupaient.

Nous n'avons aucun renseignement sur cette première organisation des taxateurs. Elle était insuffisante puisque dès son arrivée à Avignon, Jean XXII éprouve le besoin de la compléter. Dans ce but, le Pape délègue en 1316 trois cardinaux : Nicolas Alberti, Nicolas de Fréauville et Napoléon Orsini, avec mission de s'aboucher avec 3 députés du Conseil de ville : Rostaing de Morières, gentilhomme, Ferrier Perrissole, jurisconsulte et Paul de Saze, pour établir une législation des loyers mettant fin aux dissensions et aux difficultés qui surgissaient sans cesse entre curiaux et citoyens.

Les 6 commissaires prirent contact au cours de nombreuses conférences, ils échangèrent leur point de vue dans maintes discussions. Finalement naquit en 1316 une réglementation contenant 16 articles (1) et régissant au point de vue loyers les rapports de droit entre Avignonnais et personnel de la Cour Pontificale.

L'ARTICLE I^{er} s'occupe du nombre des assignateurs et de leur mode d'élection : deux seront nommés par le Conseil de ville, un par la Cour Pontificale. Ils devront fixer aux curiaux des locaux en rapport avec leur qualité et leur condition.

ART. II. — Les assignateurs devront également s'assurer que tous ceux qui prétendent être de la suite d'un cardinal ont bien droit à ce titre.

Notons à ce sujet que Jean XXII interdit en 1316 à ses cardinaux de retenir à leurs côtés plus de 10 écuyers ; en même temps il réduit la pompe de leur cortège.

L'ART. III parle des dommages causés aux immeubles et des incendies survenus par la faute des curiaux ou par cas fortuit. Les assignateurs seront compétents et jugeront ces différends sommairement et sans forme de procès.

ART. IV. — A côté des assignateurs, il y aura des taxateurs. Ceux-ci seront au nombre de 5. Deux seront nommés par la ville, deux par la Cour Pontificale et le cinquième qui les présidera

(1) Archives d'Avignon A. A. I. f° 153-155, Bibl. Avignon m. s. 2.834 f° 61. V. pièces justif. p. III.

désigné par la Cour. Ils prêteront serment entre les mains du camérier et de son suppléant.

Dès que les assignations des livrées cardinalices eurent été faites, les taxateurs disparurent et ce furent les assignateurs qui héritèrent de leur dénomination et de leurs fonctions.

ART. V. — Il fixe le mode de paiement du loyer : il a lieu par terme échu. En cas de paiement anticipé, le locataire pourra sous-louer sauf dans le cas où le propriétaire lui aura restitué le loyer au prorata du temps de location restant à courir.

ART. VI. — Les curiaux devront payer intégralement les loyers antérieurement échus.

ART. VII. — Pour les curiaux qui prétendront appartenir à la suite d'un cardinal, leur serment ou la parole du cardinal fera foi.

ART. VIII. — Dans le cas de réquisition pour la livrée d'un cardinal ou pour le logement d'un fonctionnaire de la cour, on assignera au propriétaire un local dans la livrée d'un cardinal du Seigneur Pape, eu égard à l'état de famille et à la condition du propriétaire ainsi expulsé.

Le loyer des locaux occupés nouvellement par lui sera fixé par les taxateurs.

Lorsque la réquisition s'effectuera pour le compte d'un familial ou d'un commensal du cardinal ou du pape, le propriétaire dépossédé aura droit à un local dans sa maison sauf au cas de force majeure où il sera alors pourvu d'un logement selon le mode sus-énoncé.

ART. IX. — Les curiaux ne pourront sous-louer leur logement sans le consentement du propriétaire.

ART. X. — Ils ne pourront habiter qu'une maison à moins que leur condition ou leur situation ne les y autorise.

ART. XI. — Dans le cas d'une offre plus avantageuse d'un tiers au propriétaire, le locataire de l'immeuble pourra en appeler aux taxateurs et leur décision sera obligatoire.

ART. XII. — Après avoir loué sa maison le propriétaire ne pourra donner congé à son locataire, à moins que le besoin ne l'oblige à vendre l'immeuble ou qu'il dote l'une de ses filles. Dans ce cas les taxateurs devront empêcher les fraudes. En outre, cette faculté ne s'appliquera pas aux maisons des livrées

cardinalices. (C'était la servitude de livrée que nous étudierons plus loin.)

ART. XIII. — Les curiaux qui abandonneront leur propriétaire sans solder l'arriéré seront condamnés au quadruple de la somme dûe. La moitié reviendra au propriétaire, le reste à la Chambre apostolique.

ART. XIV. — Quiconque aura par son fait commis des dégâts dans des jardins, vignes, vergers ou champs en devra réparer le dommage et payer en plus 20 sous d'amende.

Si le délinquant ne peut payer, il sera maintenu en prison pendant un temps proportionné à l'importance du délit soit par l'auditeur de la Chambre apostolique s'il est clerc, soit par le maréchal s'il est laïc.

ART. XV. — Il est interdit de construire dans les cimetières... (cette sage précaution ne fut pas toujours respectée : la construction de la livrée du cardinal Després enleva une partie du cimetière St-Pierre).

ART. XVI. — Les constructions élevées hors des remparts ne pourront être réquisitionnées par les curiaux ou par les cardinaux : leurs propriétaires auront droit de location sans passer par la taxation officielle.

Comme on le voit par ces dispositions, les habitants durent désormais se restreindre au minimum indispensable à leur famille et à leur rang. Mais l'afflux des étrangers était tel que la ville ne put les abriter tous. Nombre d'Avignonnais poussés par l'appât du gain, se retirèrent dans des logements étroits et malsains ; aussi l'art. XVI incita-t-il les citadins à construire en leur conférant certains privilèges. Quoi qu'il en soit cette nouvelle législation des loyers fit cesser l'exploitation des curiaux par les habitants et mit fin aux vexations des curiaux envers les citoyens.

L'année 1319 marqua l'application de ces prescriptions.

La Cour apostolique et le Conseil de ville délèguèrent comme « assignatores domorum » Rostaing de Morières, gentilhomme, Gérard Lalo, chapelain du Pape, et Raymond Siffrein, bourgeois.

Petit à petit l'institution des assignatores (on les appelle également taxatores) évolua. En 1342, ils sont trois : un clerc, un chevalier et un bourgeois, mais en 1355-1356, nous n'en trouvons plus que deux.

Dans le courant du XIV^e siècle leur nombre augmente : ils sont en principe au nombre de quatre. Deux sont nommés par la Cour, les 2 autres par la Municipalité. Ils arbitrent les contestations relatives aux logements, fixent le prix des loyers et procurent un gîte à ceux qui en sont démunis, en tenant compte cependant de l'état et de la situation de chacun.

Nous ne pouvons malheureusement nous étendre davantage sur cette institution, les sources étant muettes à ce sujet.

L'institution des assignatores n'était d'ailleurs point parfaite et ne prévint pas tout litige. En 1376, le Conseil de ville leur fait le reproche de retenir par devers eux des logements non utilisés. (1)

De plus, ils avaient laissé les loyers monter à un taux si élevé qu'ils motiveront une bulle du Pape en 1330. Cependant on ne peut guère apprécier la cherté des locations car le pouvoir d'achat du florin à cette époque nous est peu connue. En 1354, l'agent de la municipalité hambourgeoise rend compte qu'il a loué l'ancienne demeure d'un cardinal, rue Sabaterie, en plein quartier du commerce : le prix de 50 florins par an ne paraît pas l'étonner.

Malgré les taxateurs, beaucoup d'Avignonnais n'hésitèrent pas à abuser de la situation créée par la crise des logements.

Le 2 Juillet 1330 une bulle de Jean XXII juge un différend survenu entre un courtisan et un citoyen d'Avignon au sujet du loyer d'une maison... différend qui ne fait que souligner la légèreté avec laquelle opéraient les taxatores.

Il s'agissait en l'occurrence de deux pièces et d'une écurie, dans les Lices, entre le portail Matheron et le portail des Infirmières que le citoyen Imbert Redortier avait loué pour le prix global de 49 florins par an au dénommé Accurse Henrici, hôtelier suivant la Cour romaine. Comme les parties étaient d'accord, les taxateurs sans visiter les lieux, homologuèrent le bail. A l'entrée en jouissance, le preneur s'aperçut que les locaux étaient en mauvais état et il fut obligé d'y faire des réparations. Au bout de quatre ans, trouvant qu'il avait trop payé, Accurse réclama.

(1) « Quod taxatores reservabant hospitia et non nulla alia ; in prejudicium civium et contra morem seu stilum taxatorum antiquum faciebant ». Arch. Avignon. Délibération du Conseil 28 Mars 1376 t. I. f. 72.

Gasbert Duval, archevêque d'Arles et camérier du Pape fut choisi comme arbitre par les parties ; il réduisit le loyer à 30 florins par an, mais en laissant les réparations locatives à la charge du preneur ; il ne faisait aucune réduction pour les loyers déjà payés.

Ce que voyant Accurse en appela au Pape. Celui-ci commit à cet effet un de ses chapelains, auditeur du Palais, qui diminua le loyer au montant de sa valeur plus réelle, soit 14 florins par an. Il décida de plus qu'on tableait sur ce dernier prix pour restituer à l'hôtelier le montant des florins trop perçus, qu'il ne devait pas depuis la location. Le 2 Juillet 1330 le Pape approuva le jugement ainsi rendu ; il décide également dans la même bulle que les curiaux ne devraient plus que le quart de leur loyer lorsque le St-Siège serait vacant ou que les courtisans seraient dans le cas d'absence motivée.

On le voit, le cas échéant les courtisans n'hésitaient pas à faire appel au pape ; bien d'autres litiges également trouvèrent leur solution devant le Souverain Pontife. Une bulle de Clément VI en 1343 rappela les principes et décida que le camérier jugerait désormais sommairement et sans écrit. (1)

La législation de Jean XXII ne mit pas fin à la race des mauvais payeurs.

En 1367 Urbain V était sur le point de partir pour l'Italie. Le 10 avril, les Syndics lui exposent que de nombreux curiaux négligent de payer leur loyer. Il rend alors une bulle ordonnant aux curiaux sous peine d'excommunication, de régler leurs propriétaires (2). On devra néanmoins déduire du loyer le montant des réparations effectuées par les curiaux aux logements.

Dans le cas où des contestations surgiraient, il charge son camérier, l'archevêque d'Auch, de les juger sommairement et sans forme de procès.

Urbain V quitta Avignon le 30 avril 1367. Le 22 mai 1370, de Montefiascone, il rendait une bulle annonçant son prochain retour à Avignon. Il défendait aux curiaux de conclure aucun bail, aucune location de maison à Avignon, sans l'autorisation de son

(1) Bulle du 18 novembre 1343, archives d'Avignon, boîtes 18 no 1, pièces justif. p. VI.

(2) Archives d'Avignon, boîte 18 no 4.

camérier. Il annulait, en outre, toutes les locations faites depuis le 1^{er} février 1370.

Cette bulle destinée à éviter les abus qui se produiraient dans les locations de maisons, fut annulée le 30 août 1371 par son successeur Grégoire XI.

Le 27 octobre 1373, les autorités municipales demandaient à Grégoire XI de renouveler l'exemption du droit de livrée et de taxation en faveur des nouvelles constructions hors de la vieille enceinte, (1).

Trois ans plus tard le St-Père était lui aussi à la veille de quitter Avignon et pour n'y plus revenir.

Dans 2 bulles du 23 août 1376 les foudres de l'excommunication furent de nouveau brandies contre les curiaux tant l'habitude de ne pas payer était ancrée dans les mœurs de ceux-ci, (2).

Mais les conflits n'en disparurent point pour cela : la servitude de livrée fut à la naissance de beaucoup de contestations.

2° La Livrée

Le mot « livrée » trouve son étymologie dans le latin « libratae liberare ». Il désignait les maisons qui, lors de l'arrivée de Clément VI en Avignon, étaient rendues libres et livrées aux cardinaux par voie de réquisition. On a fini par appeler ces maisons des « livrées ».

Elles furent le résultat d'une entente entre les « assignatores domorum » délégués par le Pape et le Conseil de ville.

Le cardinal titulaire n'avait d'autre obligation que de payer au propriétaire le loyer déterminé par les taxateurs. Par contre les livrées cardinalices comportaient certains droits au profit des cardinaux contre le propriétaire.

1° Tout d'abord celui qui voyait ses maisons réquisitionnées

(1) 1373, 27 Octobre. — Item quod supplicetur domino nostro pape pro edificacione burgorum vacuorum sen non edificatorum Avinion., ut edificia extra muros Avin. facta vel fienda non taxetur nec assignentur seu in libratibus ponantur quomodo. (Délibération du Conseil, t. I, p. 33).

(2) Archives d'Avignon, boîte 18, n° 8 et 3.

de la sorte ne pouvait refuser de louer son bien : c'était en somme une location forcée.

2° - D'autre part, ce même propriétaire ne pouvait vendre ses immeubles à un tiers s'il recevait de lui une offre intéressante ; il ne pouvait même pas en doter sa fille. Il s'agissait, on le voit, d'une véritable expropriation, déguisée sous la forme d'une dépossession de l'usage et de la jouissance.

3° - Enfin, la location des différentes maisons composant la livrée était exclusivement réservée aux familiers du cardinal ; dans le cas où elles auraient été louées à d'autres personnes, celles-ci devaient déguerpir dès que le cardinal ou sa famille avait besoin de l'immeuble.

On appelait ces diverses clauses la servitude de livrée à charge du propriétaire.

Le seul avantage pour celui-ci résidait en ce que les cardinaux avaient meilleur crédit que les curiaux et payaient plus facilement leur loyer.

Par ailleurs les livrées avaient un caractère perpétuel nettement établi. A sa mort, en effet, le cardinal laissait ses bâtiments à une œuvre pieuse pour qu'elle puisse subsister ou pour doter des chapellenies qu'il fondait pour la paix de son âme.

A la fin du XIV^e siècle, nous trouvons les palais cardinalices pour la plupart en la possession de couvents ou de chapitres. Lorsque ces derniers désiraient les louer, ils devaient néanmoins faire appel aux taxateurs qui fixaient le montant du loyer.

Ainsi le 27 avril 1374, Guillaume de la Jugie désirant fonder deux chapellenies à St-Agricol légua sa livrée au chapitre de cette église. Après le décès du cardinal, le chapitre eut recours aux taxateurs pour établir le montant du loyer qu'aurait à payer le nouveau titulaire du palais. Le Pape députa alors Jean de Cabrespino, docteur en décret, chanoine de Narbonne, Alodin Falque, prévôt de Vivier, chapelain du Pape. De son côté la ville envoya Philippe Cabassole, gentilhomme et Louis Calvière, jurisconsulte. Après entente, ils fixèrent le prix de la location à 53 florins par an. (1).

Pour éviter toute contestation le cardinal Desprès fit taxer sa

(1) Archives de Vaucluse, Not. Fonds. Roussel, no 45.

livrée avant d'en faire legs au chapitre St-Didier. Les taxateurs furent Arnaud de Molières, professeur de droit, chapelain du Pape, institué par ce dernier, et pour la ville Elzéar du Colombier, licencié en droit, Raymond d'Auron, chevalier co-seigneur de Rognonas, et Pons Gaspard, bourgeois. Ayant taxé chaque pièce le loyer s'éleva à la somme de 180 florins par an.

On le voit, l'institution des livrées cardinalices avec leur servitude et leur caractère perpétuel correspondait en fait à une véritable dépossession du propriétaire.

Quelquefois cependant les cardinaux se rendaient acquéreurs des immeubles mis à leur disposition et les transformaient au gré de leur fantaisie.

Ils ne pouvaient en effet démolir et faire rebâtir leurs livrées puisqu'elles ne leur appartenaient pas.

Cela explique que les livrées n'aient pas tout envahi et rendu la situation inextricable à l'intérieur de la ville.

Y avait-il encore des obligations à la charge du propriétaire ?

Durant la vie du cardinal, le propriétaire était astreint moyennant loyer, à le laisser jouir de ses immeubles.

Deux cas pouvaient alors se présenter : Ou bien le propriétaire décédait avant le cardinal. Quels étaient alors les droits de ses héritiers ? Percevaient-ils toujours le loyer de la part du cardinal. Les archives ne nous fournissent aucun renseignement. Par contre la servitude de livrée étant perpétuelle, les héritiers étaient, sans aucun doute, tenus à la respecter.

Ou bien le cardinal mourait le premier et nous avons vu que le propriétaire ne pouvait reprendre son immeuble puisqu'il devenait propriété de couvents ou de chapitres.

Ces derniers étaient-ils dans l'obligation de continuer à payer le loyer de la livrée au propriétaire encore en vie ?... Les textes sont muets et ne parlent plus du premier propriétaire. Les cardinaux et leurs légataires ont, à la longue, fait œuvre d'appropriation.

Nous ne pouvons malheureusement en être réduits qu'à des hypothèses car les sources ne nous fournissent rien sur toutes ces questions intéressantes.

La situation du propriétaire grevé d'une servitude de livrée peut, à la rigueur se comparer avec celle du vendeur d'immeuble à charge pour le preneur de lui payer une rente viagère.

Le prix de location établi par les taxateurs et que devait payer le cardinal peut s'identifier avec la rente viagère moderne.

Comment s'établissait l'existence de la servitude ?

La plupart du temps les cardinaux faisaient peindre ou graver leurs armoiries sur leurs livrées. Il y avait en outre des registres de livrée sur lesquels on inscrivait le nom de la livrée et celui de son titulaire.

En 1319 les « assignatores domorum » fixèrent aux cardinaux les maisons qui devaient constituer leurs livrées et sur lesquelles ils pouvaient faire graver leurs armoiries. Ces distributions, commencées en 1316, se continuèrent jusqu'en 1332. Certains cardinaux occupant déjà les maisons qu'on leur désigne, le but de ces assignateurs paraît avoir été aussi de déterminer exactement sur les registres les maisons qui seraient grevées de la servitude de livrée. (1)

Lorsqu'une vente avait lieu, on spécifiait dans l'acte qu'on pouvait aliéner l'immeuble et qu'il n'était pas la demeure d'un cardinal. C'était une garantie d'éviction au profit de l'acquéreur.

Il est probable cependant qu'on n'avait pas dû dresser avec beaucoup de soins la liste des livrées; souvent l'on ignorait si telle ou telle maison était frappée ou non de servitude.

En 1344 les écuyers du cardinal d'Autun, obéissant à un ordre de leur maître, expulsèrent de son logement Henri de Bucglant, agent de la ville de Hambourg. Le cardinal soutenait que l'immeuble faisait corps avec sa livrée. Bucglant fit appel à la chambre apostolique qui annula la main-mise du cardinal.

En 1398 un procès surgit entre les Chartreux de Villeneuve et le cardinal de Brancas, au sujet du droit de livrée d'une maison dont il est bon de retracer l'histoire.

Sous le pontificat de Jean XXII cet immeuble appartenait à Milsade, veuve de noble Raymond Bérenguier. Elle le vendit au cardinal Etienne Aubert. Il confrontait la rue, allant de la livrée d'Albane à St-Agricol; au midi il touchait le cancel du Cardinal de la Jugie; au couchant le cloître et le cimetière St-Agricol; au levant un maison particulière reliée, sous la rue, par des caves, à la livrée d'Albane.

L'année 1353 vit Etienne Aubert céder devant le pape Inno-

(1) Pansier : La livrée de St-Martial.

cent VI, sa livrée à son neveu Ardouin Aubert. Celui-ci en 1359, donna aux Chartreux de Villeneuve la maison acquise par son oncle. (1). Une bulle d'Innocent VI le 2 Aout 1362 confirma la donation.

Sous le pontificat d'Innocent VI, à l'apparition dans le pays de compagnies de routiers, les Chartreux se retirèrent momentanément dans cette maison. Le danger écarté, ils la louèrent à Pierre d'Aigrefeuille, évêque d'Uzès, puis au grand maître de Rhodes, le châtelain d'Amposte capitaine général d'Avignon et du Comtat Venaissin. Avec Grégoire XI, ils eurent comme locataire le seigneur de Limol et sous Clément VII, Pierre, comte de Genève, puis Jean Rolland, évêque d'Amiens et Bertrand de Casnac alors simple évêque de Couserans.

En 1398 le cardinal de Brancas, titulaire de la livrée d'Albane, prétendit avoir droit de livrée sur cette maison. Les Chartreux protestèrent et Benoit XIII commit l'évêque d'Apt et Jean de Alzemio, docteur en décrets, pour prendre connaissance de ce différend et le juger sommairement. Le couvent soutenait que, selon le droit et la coutume, toutes les maisons qui n'étaient pas nettement désignées dans « l'assignatio libratarum » devaient être franche de toute servitude (2). Il faisait de plus remarquer que les armoiries du cardinal n'étaient pas gravées sur la maison et que la non-occupation de l'immeuble par les familiers du cardinal, était une présomption défavorable à ce dernier. La sentence fut rendue le 27 Juin; elle donnait tort au cardinal et déclarait la maison franche de tout droit de livrée.

Pour éviter à leurs protégés des contestations dans ce genre, les Papes leur accordaient souvent des exemptions. En 1344, la maison de Gasbert de Septsfontibus, scribe et familier de Clément VI, fut affranchie de toute servitude de livrée; il en fut de même de celle de Michel Rufini son sergent d'armes.

L'an 1376, les Repenties de Notre-Dame des Miracles sollicitèrent de Grégoire XI une exemption du droit de livrée en faveur des maisons qu'elles possèdent. Elles invoquent le loyer trop bas

(1) Arch. de Vaucluse, chapitre St-Agricol, cahier no 22.

(2) « Tam de jure quam... de consuetudine... omnia singula que hospicia... sunt... ab omni et quacumque librata... franca... liberaque... nisi fuissent... atque sint in libris seu registris in et super limitatione seu assignatione libratarum ipsorum... cardinalium ordinatis... descripta et designata. » (Archives de Vaucluse, G. Chapitre St-Agricol, carton 7 V; Pièces justif. p. XII-XVIII).

établi par les taxateurs et qui serait plus élevé si leurs demeures n'étaient pas grevées de servitude.

Extérieurement, comment se présentait la livrée d'un cardinal ?

Elle comprenait plusieurs immeubles susceptibles d'abriter ses multiples commensaux et sa nombreuse domesticité. Le palais cardinalice était le plus souvent divisé en 2 parties : la grande et la petite livrée. On pénétrait dans la première par un portique couvert : au bout, un jardin décoré d'un griffon, source ou puits, et bordé par un cloître ou par un promenoir. Venaient ensuite 2 salles ; la salle de parement, la plus petite, le « tinel » la plus vaste. Dans la livrée de Poitiers le tinel occupait le rez-de-chaussée de la grande tour ; au-dessous s'étendait une cave avec un puits.

Au premier étage se trouvaient les appartements du cardinal ; ils comprenaient outre la chambre, la garde-robe, les lieux d'aisance ainsi qu'une étuve ou salle de bains. Au-dessus du grand tinel se situait la chapelle de mêmes dimensions que lui.

Un arceau ou « logia » donnant accès à des chambres reliait au premier étage la grande livrée de Poitiers à la petite. Dans cette dernière se trouvait la « palapharnerie » ou écuries. A cette époque elles avaient des développements considérables : des rues portaient leur nom comme la rue de la Palapharnerie de Saluces et la rue de la Palapharnerie de Viviers. Actuellement il subsiste encore la rue Palapharnerie.

Au rez-de-chaussée se plaçaient les cuisines et leurs dépendances : four, farinière, cellier.

Tel était le logement du cardinal. La familia était logée dans des maisons voisines et l'ensemble constituait la livrée.

D'ordinaire les cardinaux obstruaient par des « cancels » ou barrières de bois les ruelles y aboutissant ; le palais cardinalice devenait ainsi une sorte de bourg fermé.

Les principales demeures cardinalices dans la ville avaient nom :

La livrée d'Albane, actuellement l'Hôtel de Ville.

La livrée d'Amiens entre le couvent St-Dominique, le Limas et la rue Calade.

La livrée d'Auch derrière le couvent de St-Laurent.

La livrée de Cambrai sur l'emplacement du Musée actuel.

La livrée de Cluny, collège St-Martial.

La livrée de Dax entre la Préfecture et la place du Change.

La livrée de Florence entre les rues St-Jean et Saunerie.

La livrée de Naples, rue de l'Aiguille.

La livrée de Neufchâtel, rue du Chapeau Rouge.

Le Petit Palais au sommet de la place du Palais actuelle.

En dehors des règlementations municipales visant l'ordre public que nous étudierons plus loin et qui s'appliquaient aussi aux constructions des cardinaux, il n'y eut pas de prescriptions spéciales se rapportant aux livrées cardinalices.

Quelques règlements s'appliquèrent par exception au Petit Palais ; ils avaient trait aux fortifications qui furent élevées en 1411 pendant les guerres de Benoit XIII et qui visaient à transformer cette livrée en véritable forteresse.

Grâce à ces prescriptions le Petit Palais devint une maison forte et plus tard les évêques d'Avignon le choisirent tout naturellement pour leur résidence. Contrairement à l'exemple du Petit Palais la plupart des livrées cardinalices furent abandonnées après le départ des Papes. Toutes ces somptueuses demeures se détérioraient rapidement faute d'entretien ; on en fut réduit à les louer à des groupes d'étudiants, puis petit-à-petit on les vendit.

De tous ces palais cardinalices il ne reste, à l'heure actuelle, que quelques vestiges à l'exception du Petit Palais, heureusement fortifié sous Benoit XIII et qui s'est maintenu jusqu'à nos jours.

3° L'agrandissement de la ville

La législation des loyers de Jean XXII en 1316 facilita les constructions hors de la vieille enceinte. Une bulle de Clément VI en 1346 renouvela ces privilèges (1), décrétant que les maisons construites en dehors des remparts seraient exemptes de tout droit de livrée.

(1) Archives d'Avignon, boîte 18 no 9, pièces justif. p. VII.

Dès l'année 1321 on vit s'épanouir des immeubles nouveaux ; à l'intérieur on utilisa jusqu'à la plus petite parcelle de terrain. Les églises furent agrandies et de nouveaux monastères s'élevèrent. Sans parler des Eglises de Notre-Dame des Doms, de Notre-Dame du Mont-Carmel, de St-Augustin, de St-Agricol, on travaillait dès 1366 aux monastères des Dominicains, des Franciscains, à ceux aussi de Ste Claire, de St-Véran, de St Laurent.

Les textes de 1357-1358 nous montrent les portails Brienson, Boquerie, Pontfrait, de l'Evêque, Matheron, Imbert, des Infirmières entourés de maisons neuves formant agglomérations que l'on appelait des bourgs. (1),

Des buts divers présidèrent à leur élévation. Des particuliers spéculant sur la hausse des loyers bâtissaient quelques maisons et les louaient sans mal ; parfois ils n'avaient d'autre but que d'avoir une demeure pour eux et leur famille ; ces patés d'immeubles requrent aussi la dénomination de « bourguet » quelquefois de « courtils ». On les désignait par le nom de leur propriétaire ; en général ils étaient desservis assez mal : une ou deux issues seulement les reliaient au chemin le plus proche. Lorsqu'ils occupaient une superficie un peu plus étendue deux ou trois ruelles les faisaient communiquer entre eux ; ainsi le bourg Bérenguiet rue des Infirmières, le bourg des héritiers de Jean Cabassole, gros patés de maisons et de jardins compris entre la Carreterie, les Augustins et la rue des Allemands.

Quelques bourgs cependant eurent une origine différente. Des marchands exerçant la même profession s'étaient groupés dans les mêmes quartiers ; ainsi sur les bords de la Sorgue, hors du Portail Imbert naquit le bourg des « bugadières », ou des laveuses ; celui des tanneurs entre les portails du Pontfrait et Bocquier près de St-Lazare se forma le bourg des Ortolans ou des jardiniers.

Le bourg évolua et devint le faubourg englobant plusieurs bourguets comme le Faubourg neuf du Portail Matheron au Portail Imbert, c'est-à-dire de la rue des Allemands à la rue du

(1) Dans son ouvrage sur les rues d'Avignon, le Dr Pansier a relevé les mentions suivantes relatives aux bourgs : en deça du pont de Serres, en 1356 le « cortile Albergatorum ». En 1365 le « bourguetus Anthonii Clémentis » près le portail Evêque. En 1367 le bourguet d'Aycard Martin, le bourg des Augustins confrontant le bourg neuf près du couvent de ce nom. Le bourg de Bérenguiet hors le Portail des Infirmières, le bourg de Bérenguiet de Tarascon, le bourg du Castel hors le portail Imbert et 1377 ; le bourg du Collier, hors le portail de Pertus, le bourg de Durand hors le portail Imbert en 1344... etc...

Cheval Blanc. On construisit également du côté du Rhône ; le fleuve s'éloignait insensiblement des vieux murs, déplaçant son lit vers Villeneuve ; le terrain gagné petit à petit fut appelé estel (stellum). L'estel ne nous est pas inconnu ; nous avons vu qu'avant les Papes les Dominicains y avaient fondé un couvent. Au XIV^e siècle un faubourg s'éleva sur l'estel. Il était traversé par deux chemins de direction à peu près parallèle : l'un allait de la porte l'Evêque à la chapelle du Miracle, l'autre du Portail Brienson au port des Périers. L'estel était divisé en deux parties : le stellum superius voisinant avec le port des Périers et la chapelle de Notre-Dame du Miracle, et le stellum inferius compris entre le portail l'Evêque et les Dominicains.

En 1329 l'estel avait fini de se dégager ; les textes en effet nous parlent d'une maison sise rue de l'église St-Dominique où le sénéchal de Provence était l'hôte d'un certain Hugues de Bracchio, fondateur en 1320, de la poissonnerie d'Avignon.

Les bourgs d'Avignon augmentèrent sa superficie dans des proportions considérables ; c'est à cette époque que peut se placer la naissance des quartiers actuels de la Porte de la Ligne, des Infirmières, de la Carreterie, de la rue de l'Hôpital, de la rue des Teinturiers, du Portail Magnanen et de la rue Cocagne ; il en est de même de tout l'espace compris à l'ouest de la rue Joseph-Vernet.

Ainsi la résidence du St-Siège donna à la cité papale un essor des plus vifs : il fut à l'origine d'un développement considérable de sa superficie et de sa population. La ville s'étendait bien en dehors de sa vieille enceinte en ruines. Cette poussée fut si brutale et si rapide qu'elle donna lieu à de multiples contestations avec les agglomérations des alentours quant à la délimitation de leur territoire respectif.

Le 17 mars 1374 une réunion du Conseil municipal eut lieu pour discuter sur les limites de la commune de Sorgues, à 8 kil. au nord d'Avignon. « Le Conseil y délibéra que Monsieur le Viguier enverrait le sous-Viguier pour faire mettre les armes de Notre St-Père à l'endroit des limites du même territoire de cette ville pour leur fixation, et qu'on irait ensuite demander à M. le Camérier qu'il députe un juge pour ouïr les raisons des parties et leur faire droit ».

Le 28 mars 1376 une délibération du Conseil de ville nous apprend qu'on a député Rostaing de Morières et Guillaume Alberti pour poursuivre les droits de la ville au sujet des limites de son territoire contre la communauté de Châteaurenard. On y a aussi

délibéré de prendre du produit des gabelles ; l'argent nécessaire à la poursuite du procès que la ville a également à soutenir contre la communauté de Sorgues.

Comme l'a dit R. A. Michel, la cité pontificale ne tenait plus dans les limites étroites de la cité épiscopale.

DEUXIÈME PARTIE

La Ville se transforme

Chapitre I

Les nouveaux remparts

Jusqu'au milieu du XIV^e siècle Avignon conserva son ancienne enceinte, quoique la ville, nous l'avons vu, étendit son périmètre bien en dehors d'elle. Grâce à la présence des Souverains Pontifes la cité prospérait et le Comtat jouissait à cette époque d'une paix relative.

Benoît XII n'envisagea pas la construction de remparts destinés à protéger la ville. Une bulle du 28 septembre 1336 frappe seulement les habitants d'une taxe spéciale destinée aux travaux publics de la ville et dans lesquels sont incluse les réparations des murs, fossés et tours.

Les anciennes fortifications tombaient en ruines ; ici l'on ouvrait une porte, là on pratiquait des brèches. Il y a controverse au sujet des nouvelles constructions qui auraient pu être élevées par le pape Clément VI. D'après M. Achard, ce pontife aurait étendu et complété le système de défense du palais papal par la construction en 1349 de la partie du mur d'enceinte comprise entre le Rocher et la porte Ferruce appelée depuis Porte du Rhône.

M. Digonnet abonde en ce sens. Clément VI pour prévenir les

risques d'agression venus du côté du Rhône aurait fait élever près du pont St-Bénézet une tour appelée tour de Langlade. Pour ce faire il aurait restauré les 4 arches du Pont St-Bénézet les plus voisines de la ville, les seules qui subsistent encore maintenant. Le pont aurait été terminé par un Châtelet flanqué de deux ailes de remparts, l'une qui se rattachait à l'escarpement du Rocher et l'autre qui se terminait par la tour Langlade.

Désormais pour entrer dans la ville en venant du pont, il fallait passer par la porte du Châtelet qui le fermait et aller à la Porte Ferruce car la porte actuelle du Rhône n'existait pas encore.

R. A. Michel tout en ne niant pas la logique de l'entreprise en doute car, ajoute-t-il, aucun texte ne rappelle ces travaux et l'on cherche vainement aujourd'hui sur cette partie des remparts les armes pontificales à 6 roses coupées d'une bande qui, au dire des anciens mémorialistes, s'y trouvaient sculptées et décoraient aussi les quatre arches du pont St-Bénézet construites à la même époque.

Innocent VI songea à protéger la ville contre les gens d'armes et les malandrins qui pullulaient en Provence, pillant et dévastant la région ; c'est pourquoi, nous dit Baluze (1), « ledit pape Innocent, en son temps, fit fermer et entourer toute la ville d'Avignon de murs et de tours très hautes et très fortes avec fossés au dehors. D'où ladite cité qui auparavant était tout à fait ouverte, devint très fortifiée et très bien disposée pour résister à toute attaque. Le Pape voulut que cette clôture fut d'un contour très étendu, afin que par la suite du temps dans son intérieur, il y eut place pour construire les nouveaux édifices dont la cité serait accrue. A cet effet on enferma dans cette enceinte de remparts beaucoup de jardins et de lieux d'agrément et aussi un hôpital d'une merveilleuse beauté alors nouvellement construit et doté par Bernard de Rascas, docteur ès-lois, citoyen d'Avignon ».

Dès 1355 les textes nous apprennent qu'il est question de fortifier Avignon, cependant il n'y a pas encore, comme on l'a dit, d'ordonnance autorisant les consuls à percevoir une taxe sur le vin pour la construction de leurs murs. Le 9 Janvier 1355 on s'occupe de règlements d'argent ayant trait à l'enceinte et à la

(1) Baluze - Vie des Papes d'Avignon, tome I, p. 342.

consolidation des portes (1). Le 23 Mai le Pape faisait don à la ville de 200 florins pour accélérer les travaux de clôture (2).

Deux ans plus tard Pons Rigoit et Giovanni Cristofori percevaient mille florins pour les fossés et l'enceinte. Le danger extérieur se faisait en effet plus pressant. Baluze nous l'apprend : « ... L'an du Seigneur 1357 au mois de Juillet certain noble Gascon surnommé l'Archiprêtre ayant rassemblé une troupe entra en Provence et y causa maints désastres et ruines, par quoi toute la Cour romaine fut stupéfaite. Le Pape lui ayant donné une somme d'argent que les Provençaux promirent de restituer, obtint que l'Archiprêtre s'en allât en lui accordant le passage par Avignon ; mais en même temps le Pape prit beaucoup de mercenaires à sa solde et fortifia la ville de murs, de portes et de fossés, pour lesquels toute la cléricature qui pour lors était à la Cour, fut forcée de contribuer. Mais au mois de Mars suivant l'Archiprêtre et sa troupe, retourné en Provence malgré l'argent à lui donné mit le siège devant Aix. Le seigneur Pape tant pour la défense que pour l'approvisionnement de la cité d'Avignon, imposa des gabelles et établit que pour chaque boute de vin on paierait un florin. Et afin que les taverniers ne fussent pas trop en perte les mesures furent diminuées à la valeur d'un verre dont huit font le pichier... »

Comme on vient de le voir Innocent VI pour subventionner les travaux établit un impôt sur le sel et sur le vin. Il fallait aller vite car la ville était insuffisamment protégée. (3)

Sans doute est-ce pour cela qu'il est question en 1359 d'une nouvelle gabelle sur les citoyens, les courtisans et le clergé.

On s'occupe alors spécialement des fossés et de la clôture de la ville. (4) Giovanni Spiefami, Antoine de Malabaye, Hugo de Sandon reçoivent 1500 florins pour les murs neufs. (5) Deux portails de bois sont dressés le 6 Août par Nigro de Milan. (6)

(1) ... pro certis clausuris et reparationibus portaliū ville Avinionis faciendis... Archives du Vatican. Introitus et exitus 275 f° 123, transcrites par R. A. Michel. Les remparts d'Avignon, p. 346.

(2) Arch. du Vatican. Introitus et exitus 277, f° 229 V°.

(3) « Dominus noster papa voluit quod dictum opus sive clausura celeriter perficeretur ». Archives d'Avignon, boîte 22, n° 12.

(4) Archives du Vatican. Collectoriae 47, 3^e partie f° 15 et 17.

(5) Ibid. Collectoriae 47 f° 20.

(6) Ibid. Collectoriae 47 f° 11 et 16.

Le 13 Novembre une crue exceptionnelle de la Durance entraîne la nouvelle porte près de l'hôpital de la Ste-Trinité, ce qui amène au début de 1360 une nouvelle taxe sur les clercs de la ville. (1) Le 25 Janvier de la même année Antoine de Malabaye reçoit 500 florins ; il en touche 500 autres le 13 Mai. (2)

La même année également Maître Robert Gilbert perçoit un arriéré de 30 florins. Le 28 Janvier 1361 Innocent VI donne pouvoir à Pierre Sicard, chanoine de Narbonne, administrateur de l'œuvre des remparts, d'exiger les sommes destinées à leur construction (3) ; il commet le 23 Août au soin de la surveiller et de réunir toutes les sommes nécessaires à cet effet Bernard Rascas et Napoléon de Pouteroles.

La fin du pontificat d'Innocent VI ne vit pas encore la ville à l'abri de ses fortifications. Quoiqu'il eut avancé plus de 4.666 florins (4) la ville n'était pas intégralement clôturée.

En 1360 pour se protéger contre des bandes de routiers venus ravager la région, les Avignonnais avaient dû édifier des palissades en bois et utiliser comme seconde ligne de défense les vieux remparts réparés tant bien que mal en 1359 (5).

Des mercenaires en gardaient les portes ; la population elle-même faisait le guet.

Ferdinand de Hérédia, grand prieur de l'Ordre de Malte et gouverneur d'Avignon et du Comtat Venaissin, présidait aux constructions en cours.

Les textes sont muets au sujet des premiers versements d'argent de la part d'Urbain V ; les travaux n'en continuaient pas moins.

D'ailleurs les actes de brigandage et de pillage se perpétuaient. En 1365 Du Guesclin chargé de débarrasser la France

(1) Baluze p. 352, 353.

(2) *Collectoriae* 47 f° 22.

(3) *Dudum te in edificiorum operibus experientia doctum, sollicitudine vigilem et fidelitate preclarum super constructione meniorum seu murorum clausure civitatis nostre Avinionis provisorem et presidentem duximus deputandum.* Archives d'Avignon boîte 22, no 16.

(4) Archives du Vatican, *Collectoriae* 48 fo 129.

(5) *Pro reparatione murorum antiquorum* - Archives du Vatican *Collectoriae* 47, 3^e partie f° 13.

des Grandes Compagnies, en les emmenant en Espagne, campait à Villeneuve.

C'était une menace pour Avignon. Le pape fit venir des renforts de Marseille : pour 80 florins le damoiseau Pierre de Langres lui conduisit 100 arbalétriers. Ce nouveau déploiement de forces fut inutile, car Urbain V s'entendit avec Du Guesclin et préserva le pays du pillage. La légende rapporte (1) que les 100.000 francs réclamés par le chef des Grandes Compagnies furent levés sur les Avignonnais. Du Guesclin irrité contre l'avarice et l'orgueil des gens d'Eglise, les refusa :

- » Mais ja n'en prendrai 1 denier monnoie,
- » De ce que povre gent y aront ordené
- » Se le pape du sien ne le m'a délivré

Et renvoya le prévôt d'Avignon :

- » Prévost, je vous afe
- » Ja n'en arons denier de nostre vie
- » Se ce n'est de l'avoir venant de la clergie,
- » Et volons que tuit cil que la taille ont païée
- » Aient tout lor argent sans perdre une maillie.

En réalité le pape accorda à Du Guesclin le produit de deux décimes à prélever sur le Clergé de France ; c'est ce que nous rapporte Baluze : « L'an quatrième du pontificat du seigneur Pape au mois de Novembre, afin que les Compagnies dont le seigneur Bertrand de Cliquin était capitaine, sortissent de France, le seigneur Pape s'engagea pour beaucoup d'argent au paiement duquel furent consacrées les décimes qui furent levées en France ».

Cependant le 12 septembre 1364 on chargeait Rigal Roger de la construction des murs, du Pont St-Bénézet à l'ancienne demeure du cardinal de Bologne, non loin du couvent des Dominicains (2) ; il recevait deux mille florins (3). L'année suivante Jean Teisseire, marchand, lui en remettait mille autres (4).

(1) Cuvelier - Chronique rimée de Bertrand Du Guesclin.

(2) Hospicio . . . in librate quam nuper dimisit dominus card. Boloniensis que est prope Predicatores. Archives du Vatican, Collectoriae 48, fo 117.

(3) « Die XII dicti mensis septembris soluti et traditi fuerunt de mandato domini nostri pape Rigaldo Rogeti, priori de Benacio, Cartucensis diocesis et familieri domini episcopi Avinionensis ad fieri faciendum muros a ponte Avin. usque ad domum domini cardinalis Bolonensis specialiter deputato. Archives du Vatican, Introitus et exitus 302, fo 42.

(4) Girard - Un marchand avignonnais au XIV^e siècle.

Les dépenses étaient réparties entre tous les habitants ; ceux de la Carreterie fournissaient plus de mille florins la même année. En 1365 les remparts s'étendaient jusqu'à l'Eglise de Champfleuri. (1)

L'an 1366 Bernard de Manse dirige les travaux d'enceinte. De Mai à Octobre on s'occupe d'élever un mur de 6 palmes et un autre garni de pieux, d'archères et de merlons. (2)

Le chantier se prolonge du portail St-Antoine au portail Imbert. A cette époque on termine le paiement des tuiles achetées pour couvrir les portails et les tours de cette partie de l'enceinte.

Les travaux de clôture étaient terminés en 1367 à l'ouest et au sud de la ville. Pour accélérer leur achèvement un héraut procédait à des criées dans les rues de la ville invitant la population à venir travailler aux édifices publics. (3)

Les travaux se poursuivent alors sur tous les points de la ville. On met la dernière main aux trois tours qui se dressent entre la porte St-Antoine et la porte Imbert (4) laquelle est flanquée aussi d'un pinacle.

Au portail du port de Périers, Jaco Laugier élève une tour sur les bords de la Sorgue ; en mars le portail du port est muré. (5) A l'est du Rocher des Doms on ferma le portail des Salins, (6) on recouvre la tour de St-Geniès et on ajoute un nouvel arc au Portail St-Lazare.

En 1369 l'entrepreneur Pierre Hospitalier travaille aux murs qui se situent près de ce dernier portail.

Au Nord, on consolide les piles du pont St-Bénézet. Le portail Eyguière est muré et on lui enlève une tourelle de guet. A la porte Aurose on fait des escaliers sur le mur, depuis le Rocher des Doms jusqu'à la tour St-Michel. Depuis Juin 1368 les travaux

(1) Pro possessionibus sitis ad stellum extra muros novos civitatis Avinionensis juxta ecclesiam Campifloriti. Arch. du Vaucluse, G. 9 f° 46.

(2) Archives du Vatican. Registre Aven. 164 f° 560.

(3) Archives du Vatican. Registre Aven. 164 f° 587.

(4) Ad faciendum tria soleria in tribus turribus. inter portale sancti Anthonii et Imberti. Archives du Vatican, Reg. Aven. 164, f° 603.

(5) Arch. Vatican. Reg. Aven. 164, f° 602.

(6) ... ad claudendum portale de Salinis. Archives Vatican, Reg. Aven. 164, f° 600.

s'effectuaient au Limas, entre la porte de l'Oulle actuelle et le pont St-Bénézet. On y affecte les matériaux provenant de la démolition de l'Eglise Champ-fleuri et de la maison du cardinal de Bologne. (1)

Les tours Langlade, St-Didier et Ste-Dominique furent recouvertes en Décembre 1368 et en septembre 1369 on achevait toutes les tours de l'enceinte.

Grégoire XI paracheva l'œuvre de ses prédécesseurs. Durant la première année de son pontificat, il fit continuer le mur extérieur entre le canal de la Violette et celui de la Sorgue; deux ponts de pierre furent élevés sur ces rivières entre le portail de Toussaint et l'hospice de la Trinité. De même au port des Périers, il fit achever une tour neuve sur le bord du Rhône, renforcer les piles du pont St-Bénézet et réparer le pont de bois. En Septembre et Octobre « Maître Raimon » travaillait aux murs extérieurs entre la porte des Miracles et la porte St-Antoine. Les tours qui flanquent cette porte et son pont-levis sont l'objet de divers travaux : deux fenêtres y sont murées et sur les pierres on sculpte les armes du Pape et de la commune d'Avignon. Le portail d'Eyguière est débouché et l'on continue les murs extérieurs près du portail St-Lazare. (2)

En 1371 nous ne rencontrons guère que de petits travaux d'entretien et de réparations. Il s'agit en l'occurrence d'élargir et d'applanir les lices, d'ensabler, d'empierrer et de réparer chemins et routes ou de recouvrir les tours. (3)

De 1372 à 1375, on complète la défense de la ville par différents travaux ; des bandes de routier, en effet, étaient signalés un peu partout.

Le 3 septembre 1372 se tient dans ce but une réunion du Conseil : « on y propose de faire cesser les incursions des gens de guerre sur le territoire d'Avignon et du Comtat, prenant les biens des habitants, les faisant prisonniers, donnant même la mort à quelques-uns et se faisant compter l'argent pour la rançon des autres. Les moyens proposés ont été de traiter avec les commandants de ces troupes moyennant une somme de 1.300 livres que la ville empruntera ».

(1) Archives du Vatican - Reg. Avenn. 164, fo 602 et 605.

(2) Archives de Vaucluse, g. 118.

(3) Archives de Vaucluse g. 118.

Le moyen était insuffisant... aussi toute une défense de barrières, ponts et murs était établie hors des remparts, au mois d'Août 1372, en un endroit où passaient les routiers allant en Italie, afin de leur interdire l'accès de la ville. (1)

En 1375, nous voyons les ouvriers travailler aux ponts. Ils réparent ceux de bois menant à la ville et dont quelques-uns comme celui du portail Imbert doivent être refaits complètement. (2)

Le 25 Janvier, sur la demande de l'évêque d'Albano on reprend les travaux de la tour du pont St-Bénézet. On en consolide les parois au mois d'Août. De leur côté les fustiers Gérard Bresse, d'Avignon et Nigro de Milan, réparent pour 200 florins d'or, fournis moitié par le collège des cardinaux, moitié par le produit des gabelles, le pont de bois sur le Rhône, (sur l'emplacement du pont suspendu actuel) qui s'en allait en ruines.

Pendant les dernières années du pontificat de Grégoire XI s'effectuent quelques travaux d'entretien et de réparation. Pourtant la porte et la Tour du pont n'étaient pas encore achevées en 1377, puisqu'une bulle du 9 mars commande d'en activer la construction (3).

L'histoire de la construction des remparts d'Avignon se continue sous Clément VII et Benoît XIII. La ville en 1381 achète quantité de pierres à Raimon de Montoux, de Villeneuve pour achever les dernières constructions (4).

Détruits en partie par les Catalans, en 1411, les remparts furent réparés à plusieurs reprises au XV^e siècle, notamment en 1483-1485.

Ils coûtèrent fort cher à la ville. On estime à près de 115.000 florins les sommes dépensées de 1366 à 1373. Des impôts spéciaux étaient levés sur les habitants ; outre une taxe sur le vin, le produit des gabelles permettait également d'avoir des subsides. L'argent recouvré par ces taxes était réparti par « l'administra-

(1) Archives d'Avignon, boîte 22, n° 12.

(2) Scire vos volo quod omnes pontes de fusta ad introitum civitatis indigent magna reparatione plus unus quam alius et quis magis est ille portalis Ymberti qui ex toto est de novo fiendus. Archives du Vatican, collectoriae 265, f° 54.

(3) Archives d'Avignon, boîte 22 n° 2.

(4) Archives d'Avignon, boîte 22 n° 4.

tion de l'œuvre de la clôture ». Sous Urbain V et Grégoire XI, les directeurs de l'œuvre furent Jehan le Regy et Bernard de Manse. Ils touchaient du trésorier des gabelles de la ville les sommes nécessaires aux salaires des ouvriers, des manœuvres et des maîtres d'œuvre. (1) Ils étaient aussi chargés de la défense de la ville et devaient payer les mercenaires en faction aux portes. (2)

L'édification des remparts n'alla pas sans dommage pour les particuliers ; beaucoup de maisons inutiles à la défense de la ville furent rasées. On avait déjà fait un fossé dans le jardin du cardinal de Bologne (3) transformé en lice dès février 1368. En Mars on jetait bas divers murs de son hôtel dont le four notamment disparaissait et l'on murait peu après des portes et des fenêtres.

L'église de Champ-fleuri avait été démolie pareillement ; les fondements en furent enlevés en Mars. Par contre on commença au cours des mois suivants à reconstruire la chapelle que l'on couvrait déjà en Août (4) .

L'évêque de Porto fut dépossédé au début de 1368 et son immeuble fut détruit ; de même pour Eugène Grason, habitant au port de Périers (5). Les textes ne parlent pas d'indemnités ; sans doute leur accorda-t-on un logement à l'intérieur de la nouvelle enceinte , quoique nous en soyons réduits à des hypothèses.

Au début de 1368 la construction du nouveau mur d'enceinte restreignit de plus de moitié la superficie des jardins situés près du Rhône au sud de la porte de l'Oulle. L'archevêque fut dans l'obligation de diminuer les droits de cens qu'il percevait sur ces jardins. Il s'estimait néanmoins en droit de réclamer un dédommagement à la ville (6).

En Mai 1368 une partie du jardin de l'Hôpital de la Ste-Trinité, près du portail St-Lazare, fut occupée pour élargir la place

(1) Archives du Vatican, *Collectoriae* 8, fo 75.

(2) Archives du Vatican, *Collectoriae* 49, fo 247.

(3) Archives du Vatican, *Reg. Aven.* 164, fo 569.

(4) . . . ad infustandum coperturam capelle predictae Campi-Floriti. Archives de Vaucluse G. 118.

(5) Archives de Vaucluse B. 7, fo 44.

(6) Archives de Vaucluse - Archevêché d'Avignon G. 10, fo 164 et fo 166 n° 1.

et la rue en cet endroit. Cependant tout ce qui était utile à la défense municipale fut conservé dans les immeubles rencontrés par le tracé de l'enceinte. On flanqua d'un escalier et d'une tourelle de guet, la maison du cardinal de Bologne en partie détruite ; de même Jean Blanchet consolida la tour originale qui permettait de passer du Limas au jardin des Dominicains.

L'ensemble de la bâtisse était composée de pierres extraites des carrières de Villeneuve, de Rochefort et de Pujaut, à proximité d'Avignon. La première ligne de défense consistait en un fossé large de vingt mètres, profond de quatre et entièrement maçonné. Les eaux de la Sorgue et de la Durance l'alimentaient perpétuellement. En 1373 les fossés servirent de vivier au pape Grégoire XI ; il espérait que les gains réalisés par la pisciculture pourraient servir à les entretenir, mais après le schisme, le service des fossés fut abandonné et à la fin du XV^e siècle, nous les trouvons asséchés et à moitié comblés.

Derrière les fossés, se dressaient les murs des remparts ou courtines. Ils avaient près de 12 mètres de haut y compris les fondations. Leur épaisseur variait : considérable à la base, elle comptait 2 m 50 au niveau des eaux du fossé pour mesurer simplement 2 m. au couronnement des remparts.

La crête était garnie de garde-corps crénelés et de machicoulis par l'ouverture desquels on pouvait jeter des pierres, de l'eau, de l'huile ou de la poix bouillante ; les garde-corps crénelés protégeaient les défenseurs au cours des opérations.

Les courtines étaient flanquées de tours ; si nous en croyons Végèce dans son traité « de l'art Militaire », leur rôle était de premier plan. « Les tours, dit-il, doivent être en saillie sur le parement extérieur des murs de façon que, lorsque l'ennemi approche, il soit pris de flanc par deux tours, l'une à droite, l'autre à gauche. L'intervalle entre deux tours doit être calculé en raison de la portée des traits afin que l'assiégeant puisse être atteint. Les tours doivent être élevées sur un plan circulaire ou polygonal car les béliers détruisent trop facilement les angles des tours carrées. Mais sur les tours rondes, chaque pierre reportant la percussion au centre, la résistance est beaucoup plus grande ».

Malgré les principes de Végèce, des formes diverses, rondes, carrées et polygonales se retrouvent dans les tours des remparts d'Avignon. De plus leur hauteur, leurs dimensions et leur espacement variaient. Ces dissemblances dans la construction avaient dû répondre à des nécessités de défense que nous ne pouvons malheureusement connaître.

Les tours étaient couronnées d'échauguettes destinées, comme le nom l'indique, à faire le guet.

On accédait à l'intérieur de la ville au moyen de sept portes qui avaient nom, en partant du pont St-Bénézet :

La porte du Rhône, ancienne porte Ferruce.

La porte des Perriers.

La porte St-Antoine.

La porte Imbert.

La porte St-Lazare.

La porte Aurose.

La porte Eyguière. (1)

Divers portails, percés entre les portes, permettaient aussi de pénétrer dans la cité.

La fermeture des portes était assurée par deux vantaux de bois. Devant ces vantaux et un peu en retrait du mur de la façade, une herse glissait dans des rainures. C'était en général une épaisse grille de fer ou de bois ; dans ce dernier cas elle était aussi doublée de fer. Des chaînes munies de contrepoids la maintenaient suspendue au-dessus de la porte et elle était actionnée par un treuil.

Le progrès de la balistique à feu vint au début du XV^e siècle révolutionner le mode de défense des remparts. L'artillerie y fut introduite. Dans la première moitié du XV^e siècle 44 bombardes ou couleuvrines protégeaient la ville ; en outre 23 balistes étaient préposées à la défense des sept portes et de cinq tours.

Deux cent pierres à bombarde et une assez grande quantité de poudre complétaient le tout.

(1) Urbium proecipuarum mundi theatrum. Cologne 1572. Digonnet - Les remparts d'Avignon p. 132. A ce sujet les anciens auteurs se sont plu à nous montrer Avignon sous les auspices du chiffre 7 : « Le nombre 7, nous dit la notice de Braun et Hogenberg, qui est le plus parfait de tous les nombres, a rendu Avignon digne d'éloges car les sept principaux ornements y sont représentés sept fois, savoir : sept palais, sept hôpitaux, sept paroisses, sept monastères, sept collèges, sept couvents, sept portes. Les premiers fondateurs de cette ville semblent avoir voulu la mettre dans le plus haut état en observant avec tant de soin le septenaire, le plus excellent de tous les nombres car il est formé de tout pair et de tout impair ».

... Si grande, dit-on, était la force de superstition pour le chiffre sept que Urbain V ne trouvant que six tours à son palais en aurait fait ajouter une septième. Signalons par une coïncidence curieuse, qu'Avignon est composé de sept lettres.

Digonnet p. 132.

Ce nouveau matériel à découvert sur les portes, les tours et les courtines finit par se détériorer. Son efficacité était toute relative car il ne pouvait fournir qu'un feu plongeant, somme toute, assez aléatoire.

Pour remédier à ces défauts, le Conseil de ville prescrivit, en 1415, d'ouvrir dans les murs des ouvertures appelées canonnières, grâce auxquelles l'artillerie aurait désormais un champ d'action plus étendu. Pour en percer douze entre la porte des Perriers et la porte St-Antoine, le nommé Louis Peymenu ne travailla pas moins de 150 jours. Pour les garnir, la ville passa un traité avec un maître-fondeur du nom de Pierre Guishardi. Outre des appointements fort élevés, la municipalité lui procura cent quintaux et demi de métal brut grâce auxquels Guishardi put couler trois grandes bombardes de 16 à 17 quintaux et 3 petites de 10 à 11 quintaux.

Ces bombardes furent gravées aux armes de la ville par Symont de Boys et une inscription y fut également reproduite.

Ainsi furent défendus les remparts de la ville.

La construction des remparts ne s'arrêta pas avec le retour des Papes à Rome.

Quoique retouchée sans cesse au cours des âges, l'enceinte d'alors a survécu jusqu'à notre époque et si les murailles présentes ne sont qu'un pâle reflet de l'époque antérieure, le tracé actuel reste toujours le même qu'au XIV^e siècle.

Cette histoire des remparts d'Avignon au temps des Papes est une image fidèle de l'évolution de la ville au moyen âge. Elle nous montre comment sous un afflux de population sans précédent, la cité déborda de toutes parts le périmètre de sa vieille enceinte et comment elle dut s'entourer de nouveaux murs pour protéger efficacement ses habitants, ses palais et ses faubourgs.

Chapitre II

La construction du Palais des Papes et les nouvelles constructions intérieures

I. — La construction du Palais des Papes

« Le Palais des Papes à Avignon est un
des plus beaux édifices du monde. »

(ENLART. Histoire de l'Art).

En 1315 Jacques Duèze avait agrandi le Palais épiscopal. Dès son avènement Jean XXII y réside. (1) Il annexe au Palais les maisons de la prévôté, de la sacristie, de l'aumônerie et celles du prieur de St-Etienne. Les possessions et les dépendances du Palais épiscopal sont agrandies ; il fallait en effet doter la Papauté d'une demeure digne d'elle.

Les registres des comptes du trésor pontifical nous renseignent sur le montant des sommes consacrées par le Souverain Pontife à embellir sa résidence. Elles sont énormes.

Pour décorer son palais, Jean XXII fait appel de suite à l'architecte provençal Guillaume Cucuron. (2)

Celui-ci le 22 Novembre 1316 touche 100 florins « pro opere palatii Avinionensis » ; le 28, il en reçoit 200 pour les construc-

(1) Le 7 août 1316 le Cardinal Jacques Duèze évêque d'Avignon était élu pape et prenait le nom de Jean XXII.

(2) Archives du Vatican, section d'Avignon publiées par le R.P. Echole, p. 598.
(Personnage né probablement dans une petite commune de Provence).

tions futures à l'intérieur du Palais. Le 17 Janvier 1317, il en perceit également 30.

En définitive, les années 1316-1317 voient Jean XXII verser à son architecte près de 3.000 florins. Cependant le Pape ne vise toujours rien autre qu'embellir et agrandir son Palais ; il n'est pas question encore de nouvelles édifications. Quoique son architecte ait ajouté quelques constructions, notamment une terrasse, il s'agit simplement de travaux d'appropriation et non de Palais apostolique.

Désirant officier dans une chapelle spéciale le Pape fait aménager dans ce but l'église paroissiale de St-Etienne, annexe des bâtiments du palais épiscopal. Une bulle de Décembre 1317 nous renseigne à ce sujet : « Nous avons pensé, dit-il, que pour la nécessité et l'utilité de notre cour, l'église paroissiale de St-Etienne doit être annexée à perpétuité à la maison ou palais de l'évêque. » (1)

Cette annexion augmenta considérablement la superficie du Palais épiscopal. « Il s'est accru d'une grande église, nous dit M. Duhamel, dans laquelle peuvent se réunir les personnages de la cour pontificale pour s'y livrer aux exercices religieux. »

On s'occupe alors de la mettre en harmonie avec le reste de l'édifice et de la décorer avec beaucoup de luxe. Des sommes considérables y sont consacrées. Guillaume de Cucuron fait venir de Lyon, par eau, des carreaux peints pour la chapelle et les appartements du Pape. De Montpellier on lui envoie des couleurs. On fait venir de Toulouse un maître réputé nommé Pierre Dupuy, qui dirigera les travaux de peinture. Le Pape lui offre son voyage ainsi qu'à sa famille et le pourvoit d'objets de literie et de meubles. On lui alloue de plus une mensualité de 16 florins et 2 gros tournois.

Guillaume de Cucuron et Pierre Dupuy travaillent ensemble à la décoration des autres parties du Palais et de la chapelle principale de Notre-Dame des Doms.

A sa mort, Jean XXII laissera à son successeur une résidence princière mais qui n'aura nullement les caractéristiques d'une maison forte. Sa situation géographique est alors la suivante : au Nord, elle touche la métropole de Notre-Dame des Doms ; au Sud et à l'Ouest des jardins et des vergers ; à l'Est elle est bornée

(1) L'église de St-Etienne était située au midi de la Cathédrale.

par l'escalier s'élevant au Rocher et par les bâtiments de la prévôté.

Jean XXII légua à son successeur un trésor que d'aucuns évaluent à 25 millions de florins. C'est ce qui permettra à Benoît XII d'élever les premières murailles du Palais apostolique, après avoir fait démolir une partie des constructions de son prédécesseur. Le but visé par Benoît XII était d'assurer avant tout la défense de la Papauté. C'est pour cela que le nouveau Palais sera érigé extérieurement en une véritable forteresse et que les nouveaux plans dressés par l'architecte français Pierre Poisson de Mirepoix, feront table rase de la prévôté et de la chapelle St-Etienne.

Une bulle de Benoît XII, le 13 juin 1336 nous fixe sur les projets en cours (1) : « Nous avons pensé et nous avons mûrement considéré qu'il importe beaucoup à l'Eglise romaine d'avoir, dans la Cité d'Avignon, où réside depuis longtemps la cour romaine et où nous résidons avec elle, un palais spécial où le Pontife romain puisse habiter quand et aussi longtemps qu'il lui paraîtra nécessaire. Nous avons en outre considéré que Jean XXII, notre prédécesseur d'heureuse mémoire, dépensa pour les réparations et les constructions du palais épiscopal d'Avignon, où il résidait de son vivant et où nous résidons nous-mêmes, et pour l'achat de maisons et autres lieux voisins et contigus à ce palais, de grandes sommes d'argent de son trésor ; que nous-mêmes nous avons fait élever dans le palais et sur divers lieux contigus, par nous achetés au nom de l'Eglise romaine, des édifices somptueux... »

On commença donc par démolir la partie supérieure de la chapelle St-Etienne dans la partie occidentale du palais épiscopal ; on en respecta cependant les fondations, le chœur et les contreforts qui existent encore aujourd'hui. Sur les débris de cette partie occidentale fut édifiée une tour qu'on appellera plus tard « Campana » la plus voisine de la cathédrale. Les fondations de la chapelle St-Etienne servirent à élever une nouvelle chapelle placée sous le vocable de St-Jean.

Ces travaux furent commencés en 1335. Un an et demi plus tard, ils étaient terminés.

Les constructions de Benoît XII englobèrent également la

(1) Duhamel : Les origines du Palais des Papes, p. 212.

partie orientale du rocher et la partie orientale du palais épiscopal comprenant la prévôté et l'aumônerie. Ces dernières furent en partie détruites : quelques arcades seules subsistèrent.

Sur l'emplacement des jardins et des vergers, prit naissance une masse imposante de bâtiments parés d'arcades ainsi que les salles du consistoire. Une tour immense que l'on appellera tour de Trouillas les dominait.

La rapidité avec laquelle ces murs furent élevés s'explique surtout par l'abondante main d'œuvre que les ressources financières laissées par Jean XXII permirent de se procurer aisément. En outre, les chantiers étaient approvisionnés de matière première extraite directement des carrières proches de Villeneuve et des Angles.

Ce ne fut qu'en 1341 que Benoît XII prit possession de sa nouvelle demeure, quoique, dès 1336 le palais dont il a été l'instigateur, ait pris tournure.

Il mourut le 25 Avril 1342 et son œuvre fut synthétisée dans une épitaphe célèbre inscrite sur son tombeau :

« Decessit in Avinionensi palatio quod ipse fabricare jusserat »

Comment se présentait le Palais à cette époque ? Il formait un carré borné au nord par la chapelle pontificale et dominé par les deux grandes tours de la Campane et de Trouillas.

A l'est il touchait les grands corps de bâtiment appelés « la salle brûlée », à l'angle de laquelle s'élevait la tour St Jean. Au sud il partait de la tour St-Jean pour aboutir au Campanile dit de la Cloche d'Argent et à l'ouest il allait du Campanile à la tour Campane.

Ces constructions étaient revêtues de contreforts assez rapprochés espacés de quatre mètres en quatre mètres en moyenne. Ils supportaient de grands arcs ogivaux, isolés de la bâtisse d'où l'on pouvait lancer toutes sortes de projectiles. Les machicoulis étaient dotés d'ouvertures étroites et couronnés de créneaux élevés qui donnaient à ces constructions l'aspect d'un château-fort. Les tours couronnées de tourelles de guet étaient reliées à l'édifice par des chemins de ronde.

Tel fut, dans ses grandes lignes, le palais de Benoît XII. Clément VI lui ajouta une cour immense ; il éleva tous les bâtiments qui forment la façade méridionale et l'enceinte au midi qui contiendra plus tard l'arsenal.

C'est à Innocent VI que l'on doit la grande chapelle supé-

rière et toute la partie sud du Palais jusqu'à la tour St-Laurent.

Urbain V termina l'édifice en mettant sur pied la partie orientale donnant sur des jardins ; il ajouta une septième tour « la tour des Anges » aux six déjà bâties. Pour se procurer l'eau qui manquait il fit creuser dans le roc de la cour principale un puits d'une très grande profondeur.

Extérieurement les diverses constructions successives ont sacrifié la régularité et l'élégance à la sécurité.

« On est frappé, dit Mérimée, de la rusticité de sa construction, de l'irrégularité choquante de toutes ses parties, irrégularité qui n'est motivée ni par la disposition du terrain, ni par des avantages matériels. Ainsi les tours ne sont pas carrées, les fenêtres n'observent aucun alignement, on ne rencontre pas un seul angle droit et la communication d'un corps de logis à un autre n'a lieu qu'au moyen de circuits sans nombre. Les machicoulis des courtines ont ici une forme singulière. Ce ne sont point comme d'ordinaire des arceaux en saillie, ouverts en-dessous et retenus par des consoles rapprochées. Qu'on se représente une immense arcature ogivale, derrière laquelle s'élève un mur en retrait de deux pieds environ, auquel les piliers des arcades servent de contreforts. L'intervalle entre une arcade et la muraille est un machicoulis ; au lieu de pierres ou de traits, on pouvait jeter par là des poutres énormes qui, tombant horizontalement, devaient balayer dix échelles à la fois, ou bien écraser d'un seul coup une rangée de mineurs s'il s'en trouvait d'assez hardis pour essayer de saper le pied des remparts. » (1)

Nous devons renoncer à décrire l'intérieur du Palais, ses immenses salles voûtées, ses galeries interminables, ses escaliers et ses couloirs taillés dans l'épaisseur des murs ; une visite sera plus édifiante encore que la lecture des multiples ouvrages qui l'ont dépeint.

Un grand nombre d'ouvriers travailla au Palais des Papes. Cependant le travail était libre. Les comptes de la construction du Palais ne mentionnent ni main d'œuvre servile, ni corvées, ni corporations. Les salaires se paient au comptant ou à la journée.

(1) Mérimée. Notes d'un voyage dans le Midi de la France, Paris 1835, p. 145.

Un maître d'œuvre ou architecte dirige les travaux. Un guide des services pontificaux de 1409 nous indique ses fonctions : « D'ordinaire un officier appelé maître d'œuvre réside au Palais Apostolique. Il dirige les travaux qui se font au Palais ou ailleurs, là où réside le Souverain Pontife et là où Sa Sainteté l'envoie. Il règle les salaires et convient du prix des matériaux après avoir pris mandat du camérier ou de ses gens à ce spécialement désignés lorsque l'importance et la somptuosité de l'œuvre l'exigent. Il lui est assigné dans le Palais un local pour enfermer le bois des échafaudages et autres engins qui lui sont nécessaires. Il a un traitement porté sur les registres de la Chambre, mais il n'a au Palais ni le logement, ni la nourriture. » (1)

Pour les travaux importants, le maître d'œuvre traite à forfait avec la Chambre Apostolique. Dans ce cas les entrepreneurs et les ouvriers sont sous ses ordres, et il s'entend directement avec les bureaux. Les constructions une fois élevées, deux experts nommés contradictoirement procèdent à un mesurage aux frais de la Chambre et de l'architecte. Ce mesurage sert de base au paiement final.

Dans la plupart des cas cependant les entrepreneurs travaillent en liaison avec la Chambre Apostolique et le rôle de l'architecte se borne à surveiller les travaux.

Ces architectes sont clercs ou laïques, provençaux ou gascons. Pas d'étrangers et, ce qui ne laisse pas d'étonner, aucun Français du Nord.

Les entrepreneurs sont d'Avignon, de Bédarrides, de Pujaut et de Villeneuve. Ils commandent à des ouvriers spécialisés, tailleurs de pierre, ravaleurs, maçons, manœuvres, hommes de peine, terrassiers, ceux qui tracent les fondations ou creusent le rocher. Les travaux les plus pénibles sont confiés à des Sarrazins, maures venus d'Espagne. On rencontre aussi des fustiers ou charpentiers, des couvreurs qui garnissent les toitures de tuiles ou de dalles de pierre. Il y a aussi des vitriers, des faiseurs de vitraux, des serruriers, des chaudronniers-plombiers...

Les peintures seulement sont l'œuvre d'étrangers. Clément VI

(1) *Avisamenta anno 1409 pro regimine officiariorum palatii conscripta* dans Muratori III, 2, 810. Digonnet, *Le Palais des Palais*, p. 102.

emploie Matteo Giovannetti de Viterbe. Précédemment on avait fait appel au frère mineur Pierre Dupuy de Toulouse. Pour les grands travaux de sculptures, on trouve des artistes du dehors comme Jean de Paris, l'auteur du tombeau de Jean XXII à la cathédrale d'Avignon.

Les matériaux provenant des carrières environnantes, on ne trouve pas de marbre ; même les autels des grandes chapelles sont de pierre. Les constructions sont à double parement, en pierre de taille d'appareil moyen. Chaque pierre porte la signature de l'ouvrier qu'on appelle « marque du tâcheron ».

Quelles furent les conséquences de la construction du Palais des Papes, pour les petits propriétaires des alentours ?

L'agrandissement du Palais devait donner lieu à bien des empiètements sur les propriétés environnantes. On procéda à des achats de terrains destinés à augmenter la superficie de l'édifice en cours d'élévation.

Pour cela on dépensa de 1318 à 1322, des sommes considérables. Les acquisitions furent traitées par Gasbert Duval, vicaire général du Pape pour l'évêché d'Avignon : nous possédons les actes d'achat et les quittances relatives à ces diverses opérations.

Le 26 Juin 1318 Gasbert Duval achète à Bertrand Armelli, citoyen d'Avignon, une maison pour le palais épiscopal : le prix est de 120 livres de petits tournois. L'immeuble vendu est borné par la maison de Guillaume Radulphi et l'Aumônerie « cum hospitio Avinionensi ». (1)

Le 27 Juin 1318 Alazia Guesa cède à Gasbert Duval au nom de son fils et moyennant 420 livres de petits tournois et pour l'œuvre de l'évêché « ad opus episcopatus » une maison touchant celle de Robert Bedel et Pierre Daudet.

Le 4 Juillet 1318 Ferrier Peyrissole touche de Gasbert Duval 90 livres de petits tournois pour la vente d'un immeuble sis en la traverse des Raynauds « in traversia Raynaudorum » et à côté du verger de la prévôté d'Avignon « iuxta viridarium prepositurae Avinionensis ».

A la même date Raymond Chambaud reconnaît avoir reçu de Gasbert Duval 110 livres de petits tournois en paiement d'un

(1) Archives de Vaucluse. G. Fonds de l'Archevêché. Copie Aureum vidimus fo 49 - voir pièces justificatives p. XXIV et S.

hôtel confrontant celui des Raynauds de Valréas « cum hospicio Raynoadorum de Valriaco ».

Le même jour aussi Jean de Nantua vend pour 70 livres un hôtel sis dans la traverse des Raynauds en face la maison de Ferrier Peyrissole et le verger de Guillaume du Thor.

Le 10 Juillet le vicaire général achète aux Raynauds leur hôtel pour le prix de 650 livres.

Le 25 Juillet Pierre André et Simon Gipier reçoivent respectivement 25 et 15 livres pour l'achat de leurs maisons situées dans la traverse des Raynauds.

En 1319 les achats continuent :

Le 13 Mars Pierre Anceu cède à Gasbert Duval pour la somme de 62 livres un cens de 30 sous et une poule à la charge de Jean de Nantua. Il s'applique à un hôtel sis dans la paroisse St-Symphorien. Cet hôtel confronte avec la roche du palais épiscopal « cum rupe palatii episcopalis » et avec le verger de Guillaume Pons du Thor.

Le 30 Mai noble dame Brige reçoit de Gasbert Duval 80 livres pour la cession d'un cens de 36 sous à la charge de Ferrier Peyrissole et de Raymond Chambaud. Ce cens grève deux immeubles situés dans la paroisse St-Symphorien et qui ont été annexés au verger du Palais épiscopal. L'un est borné par la roche du Palais « cum rupe dicti palatii » et par la rue des Raynauds, l'autre par la rue de l'hôtel des Raynauds de Valréas.

En 1321 et 1322, achats et ventes se poursuivent.

Le 7 Octobre 1321 Pierre de Thor permet à ses neveux, Guillaume et Hugues de vendre à Gasbert Duval mandataire du pape et pour le prix de 80 livres, un verger situé près de l'évêché. La vente se conclut le 12 Février suivant « pro augmento palatii episcopalis Avinionensis ». Ce verger confronte avec celui du palais et la maison de Ferrier Peyrissole. L'acte se passe dans le palais des papes et dans la maison de Gasbert Duval ; « infra papale palatium, in camera habitationis dicti domini vicarii » (1).

Tous ces actes ont une grande importance : ils mettent en relief la continuité de la politique pontificale, le pape achetant sys-

(1) A noter le changement d'expression survenu pour désigner la résidence du Souverain Pontife.

tématiquement pour reconstituer la pleine propriété à son profit; enfin ils nous renseignent exactement sur la topographie du Palais des Papes et sur les dépenses énormes que s'imposa le Souverain Pontife. Nous pouvons regarder la rue des Raynauds et les immeubles achetés comme situés sur « la déclivité du Rocher » où s'éleva la partie méridionale du Palais actuel. Les sommes qui furent consacrées à leur achat nous prouvent qu'il s'agissait là d'un petit quartier qui allait s'effriter jour par jour pour donner naissance à ce que Froissart a appelé « la plus belle et la plus forte maison du monde et la plus aisée à défendre ».

II. — Les nouvelles constructions intérieures

Les ressources immenses de Jean XXII donnèrent en même temps un élan nouveau à la construction, l'agrandissement et la décoration de la plupart des édifices religieux. Des chapelles latérales s'ajoutèrent à Notre-Dame des Doms; une nef et des bas-côtés changèrent l'aspect de l'église St-Agricol; on agrandit et l'on restaura de même Ste-Madeleine, les Carmes et les Dominicains.

Les largesses allouées à ces églises s'élevèrent, dans le premier registre, de 1318, à 5.320 florins d'or, 12 agneaux d'or, 91 livres, 12 sous 10 deniers de petits tournois, 50 livres 1 sou, 9 deniers viennois. Cet argent s'applique aux édifices construits ou réparés en 1316 et au commencement de 1317. On y compte aussi quelques frais de fonte et de transformation de métaux précieux, en objets d'art.

En 1326, le pape fit bâtir l'église de Notre-Dame du Miracle. (1) L'origine de cette église qui nous est rapportée dans la bulle d'érection vaut d'être contée. (2)

« Il advint qu'un jeune homme à l'occasion d'un crime affreux dont on le disait coupable, fut condamné par jugement de la cour de justice séculière d'Avignon à être brûlé. Conduit par les sergents de cette cour au lieu appelé « l'estel » à côté d'Avignon, siège des exécutions criminelles, il fut fortement attaché à un poteau

(1) Eglise des Récollets actuelle.

(2) Archives de Vaucluse - Série G, St-Agricol no 8 - Pansier - L'œuvre des Repenties.

par le cou, les bras, les jambes et autres parties du corps pour subir la sentence prononcée. Il ne cessait cependant d'invoquer dans ses prières la glorieuse Vierge Marie et se déclarait innocent du crime pour lequel on l'avait condamné. On amoncela autour de lui une grande quantité de bois et on y mit le feu. Activé par le vent, le foyer s'embrasa rapidement et les flammes environnèrent le condamné. Jusqu'à ce qu'il fut entièrement enveloppé par les flammes, celui-ci pria la Vierge. Au bout d'un certain temps alors que l'assistance le croyait carbonisé, il sortit du foyer incandescent, délivré de ses fers et complètement indemne. Il racontait avoir vu au milieu des flammes une belle dame tenant un bel enfant dans ses bras, qui le délivra de ses liens et le préserva des ardeurs du feu. Les sergents de la cour de justice qui cependant étaient nombreux, se ressaisirent du jeune homme et voulurent le précipiter de nouveau dans les flammes : ils ne purent y parvenir. En voyant cela, les sergents et le public comprirent qu'il s'agissait manifestement d'un miracle et il laissèrent le jeune homme monter jusqu'à l'église d'Avignon, fondée en l'honneur de la Mère de Dieu, où ils lui rendirent la liberté ».

Sur le lieu du Miracle, Jean XXII fit élever une église dédiée à la Vierge Marie. Commencée en 1326, l'église était terminée en 1327.

Le 13 Janvier de cette dernière année , le trésor pontifical donnait 560 florins d'or; le 18 Mars le Pape payait 50 florins d'or pour les murs et 67 florins royaux pour la seule toiture. Le 17 Août 1329 le Peintre Pierre Massonnier recevait 7 livres, 3 sols et 6 deniers pour décorer les trois autels de Notre-Dame du Miracle.

Dès le mois de février 1327 Gasbert Duval sur l'ordre du Souverain Pontife rachetait des cens en faveur des chapelains de Notre-Dame du Miracle. Une bulle de Jean XXII le 22 Octobre 1330 annexa ces rachats à l'Eglise. Plus tard on lui condéda le droit d'avoir un cimetière qui fut béni en 1344.

La Chapelle de Notre-Dame du Miracle ne demeura pas la dernière construction ecclésiastique. Subventionnés par le pape et par les donations des fidèles, les ordres mendiants ambitionnèrent d'avoir les églises les plus importantes de la ville. Ainsi Guillaume de Laudun fonda le couvent des Dominicains dans lequel plusieurs papes furent couronnés.

De même les cardinaux favorisèrent la reconstruction des Eglises. Un legs du cardinal Bertrand de Deux, évêque de Sabine, permit la réfection de l'église St-Didier de 1356 à 1359. Cette

église, nous dit M. Girard, est l'exemple le mieux conservé des églises de cette époque caractérisées par une nef unique, des formes peu élancées et une décoration très simple.

Les cardinaux suivirent l'exemple du Souverain Pontife et dans les locaux qu'on leur avait assignés édifièrent des palais grandioses. Le plus souvent, ils achetaient à titre privé les maisons qui leur étaient allouées et après les avoir démolies, ils construisaient sur leur emplacement un palais avec cour et jardin.

Ils transformèrent ainsi leurs livrées en leur donnant un aspect de forteresse. Ce faisant ils continuaient les coutumes qu'ils avaient importées d'Italie. Dans ce pays où la guerre régnait de façon endémique, les grands seigneurs avaient dans leur palais des tours fortifiées.

En arrivant à Avignon les cardinaux italiens se firent octroyer les maisons pourvues de tours ou en élevèrent à celles qui n'en étaient point munies. Ainsi dans tous les palais cardinales, nous voyons une tour soit qu'elle constitue le corps de logis principal, comme dans la livrée de Poitiers, soit qu'elle n'en soit qu'une annexe, comme dans les livrées de Thury, d'Albane et de Saluces. Quelques-unes ont subsisté malgré le temps : ainsi la tour de la livrée de Ceccano à l'intérieur du Lycée, la tour de la livrée de Canillac ou de Murol dans la maison de M. de Bouchony, place du Palais, la tour de l'Hôtel de Ville, ancienne tour de la Livrée d'Albane.

Les nobles d'Avignon firent de même et ajoutèrent des tours à leurs demeures : ainsi procéda Raymond Arnols dans la rue de l'Arc de l'Agneau et les seigneurs de Venterols, dont la tour subsiste encore dans l'immeuble de M. Valabrègue, place de Costebelle.

Les cardinaux imitant le Pape, les prélats copièrent les cardinaux. Pierre de la Jugie, archevêque de Narbonne, éleva sur les Lices un petit palais avec tourelles dont il dota en 1371 le chapitre de Narbonne. Les religieuses de Ste-Praxède s'y installèrent en 1398.

Cette frénésie de bâtisse gagna à son tour les laïques. Le prince d'Orange se fit élever un palais rue du Four de la Terre dans la maison habitée actuellement par M. Vallier-Colombier ; c'est un des plus originaux de l'époque. La Reine Jeanne, comtesse de Provence, habita une demeure somptueuse sur les Lices près du Portail Boquier. C'est là que fut passé l'acte de vente de la ville d'Avignon en l'an 1348.

Gagnés par la contagion et enrichis par les affaires, les bourgeois habitèrent des logements somptueux. Tels étaient les immeubles de Hugues de Bracchio, rue de l'église Ste-Dominique et ceux de Pierre Obreri, un des architectes du palais pontifical dont il subsiste encore des vestiges importants rue de la Masse.

Par contre, ce qui peut sembler paradoxal, le Conseil de ville était logé mesquinement dans l'ancien Palais de la Commune, de construction romane. C'était un vieux logis étroit et sombre. Lorsqu'il délibérait, il était obligé de tenir ses réunions dans une salle qui servait de prison.

A l'inverse, le chef de la police municipale, maréchal de la Cour romaine, avait un confortable bureau dans un immeuble voisin, qui s'appellera plus tard la Vice-Gérance.

Le nombre des hôpitaux s'accrut rapidement. Au début du XIV^e siècle on en comptait huit ; en 1331 ils étaient quatorze et dix-neuf en 1367. Grégoire XI arrêta leur progression et créa des maisons pour les orphelins et les repenties.

L'aumônerie de la Pignotte recevait les Pèlerins sans ressource et leur fournissait gîte et nourriture. Elle était subventionnée par de pieuses donations. Une maison des repenties, nous dit M. Bellessort, accueillait les jeunes femmes lasses de leurs souillures. Elles y prenaient la robe blanche avec la cape de drap noir sans fourrure ni plume, à la manière d'honnêtes femmes veuves.

Chapitre III

Les règlements concernant l'utilité publique des constructions et l'ordre public

Nous diviserons ce chapitre en deux parties :

- I.- L'institution des maîtres des rues.
- II.- La police des rues.

I. — L'institution des maîtres des rues

Elle remonte à la vieille coutume avignonnaise du XIII^e siècle.

Nous avons déjà vu que d'après les statuts de 1246, la voirie était inspectée par 3 officiers : l'un devait être chevalier, le second jurisconsulte et le troisième prud'homme.

Ces officiers survécurent à la ruine de la Commune. Au XIV^e siècle on prit l'habitude de les appeler « les maîtres des rues » sans doute à cause de leurs fonctions.

D'après le registre des délibérations du Conseil de ville des années 1372-1377, les maîtres des rues étaient élus une fois l'an (1) le 23 Juin veille de la St-Jean Baptiste avec tous les autres officiers de la cité. Ils étaient alors au nombre de deux avec un assesseur jurisconsulte.

Les statuts de 1441 maintinrent sans grand changement les dispositions de 1246 les concernant. Ils consacrerent la coutume du 23 Juin et leur nombre et de même conservèrent toutes leurs

(1) Délibération du Conseil, tome 1 fo 42.

attributions : surveillance du passage et du nettoyage des rues, défense de la voie publique contre les empiètements et les usurpations, réglementation des saillies des façades et des installations sur le terrain public.

Cette juridiction subsista jusqu'à la fin de l'Ancien régime.

Elle eut ses archives que nous ne possédons malheureusement qu'à l'état fragmentaire. La série D. D. des Archives municipales d'Avignon n'a conservé que peu de papiers de la maîtrise des rues ainsi qu'un petit nombre de registres entre autres deux « Manuels des Causes ». (1)

M. Joseph Girard, directeur du Musée Calvet d'Avignon a seul essayé de restituer la teneur de ces registres ; nous le remercions aussi pour les renseignements qu'il a bien voulu nous prodiguer.

A) Organisation et fonctionnement de la maîtrise des rues

Les maîtres des rues étaient assistés d'un notaire « notarius et scriba carreriarum » cumulant avec cet emploi la fonction de greffier. Il tenait aussi le Manuel des Causes. Les maîtres des rues étaient également assistés de courriers et de quelques sergents qui notifiaient et faisaient exécuter leurs décisions.

Leurs traitements se bornaient aux sportules prélevées sur les justiciables ; de même ils touchaient la moitié des amendes encourues par ceux qui négligeaient de paver devant leurs maisons.

Leur juridiction était essentiellement répressive. La plupart du temps ils inspectaient la ville. En cours de route ils rappelaient à l'ordre et de vive voix « viva voce » ceux qui avaient enfreint les réglementations municipales ; bonne note était alors prise de leurs observations par leur scribe. Lorsque les oui dire ou une dénonciation portait à leur connaissance un fait délictueux, leurs courriers sur leur ordre, enjoignaient au dé-

(1) Registres des décisions et sentences des maîtres des rues.

linquant de respecter la loi ; le compte rendu de l'agent était enregistré par le notaire (1).

Souvent l'intéressé s'inclinait, mais quelquefois il refusait et un débat s'ouvrait. Maintes fois aussi c'était la réclamation d'un voisin qui donnait lieu à litige ou bien les syndics représentants de l'ordre public, qui provoquaient une instance.

Le tribunal était alors constitué par les maîtres des rues et leur assesseur. Le notaire y faisait fonction de greffier. Les débats se déroulaient en plein air, à l'endroit de la contestation. Par exception, le tribunal pouvait siéger chez le notaire ou sur la place de la Cour Temporelle, voire dans le cimetière St-Pierre.

Les assignations étaient remises par les courriers en mains propres. Les parties devaient comparaître en personne ou par procureur. L'instance n'était entachée d'aucun formalisme... « sans bruit ni forme de procès ». Lorsqu'elle s'exerçait en pleine rue, elle déviait souvent en disputes avec les commères des alentours. (2)

En cas de litige important, les juges de la Cour Temporelle et les syndics de la ville présidaient l'audience et influaient sur le jugement.

Lorsqu'une enquête ou une expertise s'avérait indispensable, les maîtres des rues y procédaient de suite s'ils étaient sur place ; sinon le notaire en réunissait les éléments dans sa boutique en interrogeant témoins et experts, ou descendait sur les lieux.

Le jugement était rendu conformément aux dépositions transcrites. On l'appelait « ordonnance ou sentence » et il était prononcé par l'assesseur. Les maîtres des rues y spécifiaient qu'ils avaient tenu leur tribunal sur le siège où ils étaient assis, banc, marche d'escalier ou autre : c'était le seul point formaliste de cette juridiction. A la fin du XIV^e siècle un plaideur fait appel d'une ordonnance pour vice de forme, la sentence ayant été rendue par l'assesseur debout et non assis « contre la forme du droit ». (3)

(1) Exemple : « In causa Rochelle. Retulit Jo. de Torenlari, cursor, precepisse dicto Rochelle quatinus habeat retrahere tabularium secum de hoc quod transit supra carreriam, infra tres dies, sub poena statuti ». Manuel des Causes.

(2) « Habitis diversis altercationibus ibidem cum vicinis... » M. des Causes.

(3) Supra pedes suos recte stando contra formam juris. (M. des Causes, 24 Mai 1429).

Au point de vue pénal, ils dressaient des contraventions sous forme d'amendes prévues par les statuts ou bien ordonnaient la démolition d'une construction illicite ou la remise des lieux en état. Le perdant avait les dépens à sa charge ; y étaient inclus les émoluments des maîtres des rues, du notaire et des courriers. Jusqu'à complet paiement, ils saisissaient les meubles utilitaires du délinquant... pichets d'étain, tenailles de fer, bassines de laiton, pelisses, selles, ciseaux. Consignés chez un tiers, ils étaient vendus aux enchères passé le délai de paiement.

Un moyen de coercition plus énergique consistait à laisser un sergent « en garnison » chez le récalcitrant jusqu'à exécution complète.

D'autres procédés de contrainte s'imposaient lorsque l'ordonnance visait la destruction des constructions repréhensibles. Un particulier condamné en 1410 à démolir un cancel de bois barrant une traverse, avait laissé les choses en l'état. Un voisin s'en plaignit et demanda l'exécution de la sentence. Le notaire aidé d'un sergent de la Cour temporelle et de portefaix, descendit sur les lieux et sur l'ordre de l'assesseur fit abattre le cancel illicite.

Un peu plus tard, ce fut contre un tondeur de draps que l'ordonnance dût être exécutée manu militari. Condamné à ôter des planches bouchant la vue des voisins, il les avait remplacées par des vases, des tonneaux vides et des sacs pleins de bourre. On dut faire appel à la force armée.

Dans d'autres cas, on apposait des scellés sur la porte du réfractaire pour l'empêcher de rentrer chez lui ; tel ce tavernier qui refusait de faire disparaître ses immondices.

L'appel des sentences rendues se faisait devant les juges de la Cour temporelle. En matière de pavage et de nettoyage cependant, les maîtres des rues statuaient en premier et dernier ressort, attendu qu'il s'agissait là de la malpropreté de la ville et non d'un préjudice causé à autrui.

Les clercs bénéficiaient du privilège de clergie, n'étaient pas soumis à la juridiction des tribunaux ordinaires ; ils échappaient donc aux ordonnances des maîtres des rues. Il en était de même, cela va sans dire, pour les cardinaux. Ils ne pouvaient être déférés que devant l'official de la ville. Il en fut ainsi pour le clerc Etienne de Fraycenet qui, au mépris d'une précédente

interdiction avait fait élever un banc ou taulier sur la voie publique. (1)

B) Attributions des maîtres des rues

I. — L'alignement

Les multiples questions d'alignement étaient de la compétence des maîtres des rues.

Fréquemment les cardinaux, en établissant leurs livrées, empiétaient de manières diverses sur le domaine public. Quoique dénoncés au Conseil par les maîtres des rues, ce dernier n'osait pas faire respecter les règlements d'édilité. Néanmoins les autorités municipales taxèrent ces empiètements de redevances au profit de la ville. (2)

C'est ainsi qu'à partir de 1312 un cens de 7 sous fut payé chaque année à la cité par l'écrivain Guillaume de Fabrègues, pour une construction sur une traverse à côté du monastère St-Lau-rent.

Il n'en était pas toujours ainsi. En 1332, un mur et une cheminée furent élevés dans la rue par le cardinal Raymond de Fargis du titre Sancta Maria Nova. Les syndics ne purent obtenir qu'une attestation du cardinal reconnaissant que les droits et libertés de la ville étaient saufs et qu'après son départ les lieux seraient remis en état.

Les cardinaux d'ailleurs ne se faisaient point faute d'enjoliver leurs livrées de clôtures de pierres ou de cancels faisant saillie sur la voie publique. L'on décida que ces ouvrages seraient détruits en cas de retour des papes à Rome. Grégoire XI regagnant l'Italie, prescrivit que les cancels des livrées cardinalices devaient être supprimés. En 1409, Benoît XIII décida de même.

(1) « Super quodam edificio cujusdam banchi sive tabularii de facto, ut pretenditur, per magistrum Stephanum de Frayceneto, notarium publicum, in carreria publica et in prejudicium d. nostri pape et rei publicae presentis civitatis Avinion, edificato et debite destructo et ad primum statum reposito ». (Archives d'Avignon, boîte 26, no 6).

(2) Voir pièces justificatives p. VIII.

Pour relier leurs diverses maisons, les cardinaux le plus souvent élevaient des ponts ou des arceaux de pierre. D'après M. Girard l'arceau actuel de la Préfecture est un souvenir de celui qui réunissait autrefois la grande et la petite livrée de Poitiers. De même au Palais des Papes le pont Innocent VI faisait communiquer les vieux bâtiments de Benoît XII et ceux plus récents de Clément VI. Aussi les ponts et les arceaux jaillirent-ils d'un peu partout rendant les rues plus sombres et incommodes vu la faible élévation.

Bon nombre de cardinaux trouvaient encore plus simple d'opérer une main mise sur les rues traversant leurs livrées et de les fermer à la circulation.

La complaisance du Conseil de ville visant avant tout à ne pas s'attirer l'hostilité du haut clergé, rendait le plus souvent illusoire l'action des maîtres des rues. Un exemple est caractéristique. En 1386 le camérier du cardinal de St-Martial, Gilles de Ulcheyo, avait doublé d'un mur une maison qu'il habitait dans la livrée du cardinal d'Espagne. Ce mur réduisant la largeur de la voie publique, les syndics ordonnèrent l'arrêt des travaux. Gilles de Ulcheyo fit appel au camérier du pape qui suggéra aux maîtres des rues d'inspecter à nouveau les lieux. Ceux-ci reçurent de maître Gilles, deux chapons gras et dodus à la suite de quoi, sur l'avis des syndics, constatation fut faite que le mur n'empiétant que de 9 pans sur deux mètres de long, c'était sans grand dommage pour l'utilité publique.

Comme il se doit les curiaux imitaient les cardinaux.

En 1360 des familiers du cardinal Desprès avaient bâti une maison qui fermait les ruelles menant à la livrée. Sur le rapport des maîtres des rues, les syndics firent au cardinal de respectueuses remontrances. Celui-ci reconnut bien fondées les réclamations à lui présentées. Il fit don à la ville de ses deux immeubles à condition que ses familiers puissent continuer à les habiter en payant le loyer déterminé par les taxateurs conformément aux usages. (1)

Les maîtres des rues, on le voit, avaient du mal à lutter contre le bon plaisir des cardinaux et de leur « familia ». Par contre ils se montraient plus sévères vis-à-vis des simples particuliers.

Ceux-ci devaient au préalable demander aux maîtres des rues

(1) Pièces justif. p. VIII.

la permission de bâtir « *licencia edificandi* » ; ces derniers examinaient alors les lieux et traçaient l'alignement au moyen d'un fil tendu.

En réalité les propriétaires qui faisaient construire ou rebâtir se gardaient bien de demander l'alignement : chaque fois ils essayaient de gagner un peu sur la voie publique. Aussi en 1408 un particulier se voit-il interdire la continuation des travaux à sa maison sise Plan-du-Saule : le passage devra être immédiatement dégagé et l'alignement respecté. En 1409 c'est un mur pris sur la rue que les maîtres de la rue font démolir. (1) Au début du XV^e siècle encore ils font dégager une ruelle que s'était approprié l'acheteur de l'ancienne livrée d'Auch derrière le monastère St-Laurent.

Ils n'obtenaient pas toujours gain de cause. Ainsi, voulant rendre à la circulation une traverse devant la maison de Raymond Peyrolier, les fustiers travaillant à la clôture leur répondent qu'ils agissent par ordre des juges de la Cour temporelle ; la rue, en effet, avait été interdite pour cause de meurtre.

Les entreprises sur le terrain d'autrui et les questions de mitoyenneté étaient également du ressort des maîtres des rues. Le 21 février 1381 ils enjoignent à André de la Croix Blanche de restaurer le mur mitoyen qui sépare son fonds de celui de Pierre Ortigues.

Le 10 octobre à la demande des Cordeliers, ils font clore portes et passages ouverts dans le jardin de ces religieux par leurs voisins du bourg Martinet. (2) De même le 11 avril 1406 ils font boucher une ouverture établissant une servitude de vue sur une maison du Four de la Terre.

II. — Règlementations des façades

Les maîtres des rues étaient également compétents pour tout ce qui avait trait à la réglementation des façades quoiqu'il n'y eut pas de règles spéciales pour cela. Nous n'avons qu'un

(1) « *Fecerunt extendi filum supra carreriam* ». (M. des Causes 20 Juin 1429).

(2) *Contra vicinos Burgi Martinenqui... Quatinus habeant claudere portas et passagia per eos facta supra vallatum orti Minorum.* (Archives d'Avignon, boîte 26, no 10).

exemple dans lequel apparaît le souci de ne pas dégrader l'aspect de la rue : c'est au sujet d'une muraille s'élevant rue Palapharnerie et qu'un nommé Déodat-Nozerié veut jeter à bas pour en vendre les pierres : Les maîtres des rues s'opposent à cette entreprise disgracieuse pour la symétrie du passage (1).

Le plus souvent, leurs décisions étaient guidées par les principes généraux de ne porter préjudice à personne et de défendre la chose publique. Ils devaient alors régler les saillies des façades. Lorsqu'on avait sollicité d'eux la permission de bâtir sur la rue, ils tenaient compte de sa largeur et se montraient assez conciliants. Ils autorisaient d'autant plus facilement la création d'un appendice qu'il en existait un à la maison voisine et qu'ils cherchaient avant tout à maintenir la bonne harmonie entre voisins (2). Aussi les habitants ne se firent-ils pas faute de hérissier leurs façades des saillies les plus diverses.

Les caves des maisons étaient creusées dans le sous-sol jusqu'au tiers de la rue. Elles étaient ajourées par des trappes dont le défaut d'entretien donnait lieu à de multiples discussions.

Devant la porte s'étalait souvent une banquette de bois ou bien descendait un escalier de pierre. Ils appelaient une licence spéciale. Au début du XV^e siècle on enjoint à Jean Sabatier d'ôter les « degrés » qu'il a placés de lui-même rue de la Triperie antique.

D'autres fois il s'agissait de ne pas créer de précédent. Tel fut le cas de Mathieu Fautet, bachelier en droit, qui avait élevé un escalier devant sa demeure. Les maîtres des rues refusent de l'accepter ; c'est le seul dans la ruelle, soutiennent-ils, et si les voisins en construisaient de semblables, le passage s'en trouverait gêné. (3)

D'une façon générale cependant ils permettaient la pose d'un escalier à condition toutefois qu'il ne diminuât pas la largeur de la rue de plus de quatre pans, soit un mètre environ.

(1) « Quod ipse Deodatus Nozerii non debet deformare invitatum quia satis est deformate ». (Archives d'Avignon, boîte 26, n° 12).

(2) « Pro bono et concordia partium... et ut remaneant tanquam boni vicini ». Manuel des Causes.

(3) « Considerato quod dicta egredaria lapidea sunt facta et constructa in prejudicium dicte carrerie et rei publice, et quod in dicta carreria non sunt hospicia que habent talia et similia illorum et quod si quilibet habentium ibidem hospicia vellet facere similia egredaria, per quod tolleretur et impediretur item publicum per dictam carreriam... » Manuel des Causes.

Les mêmes prescriptions s'appliquaient aux bancs aussi variés que nombreux installés le long des maisons. Chacune avait le sien où l'on se réunissait le soir pour faire la causette. Tout cela réduisait le passage : une rue de 9 pans, soit 2 m. 25 n'était pas chose rare dans l'Avignon du Moyen Age.

De nombreuses demeures étaient surplombées de coursières « ambulatoria » ou de loggias. L'épicier Bertrand Flocard obtint d'entourer sa façade d'un ambulatorium débordant de près d'un mètre sur la rue. Il en était de même des tours d'escalier et des cheminées saillantes que l'on autorisait assez fréquemment.

Souvent au-dessus des portes s'allongeait un auvent. « Toutes les maisons, nous dit un chirographe pontifical, ont des planchers saillants appelés auvents, lesquels se trouvent même multipliés d'un étage à l'autre depuis le premier jusqu'au toit ; ces auvents sont de construction irrégulière car si celui du premier a trois ou quatre pieds de saillie sur la rue, celui du second en a dix et demi et ainsi des autres. » (1)

Le 23 Octobre 1373 une délibération du Conseil donnait compétence exclusive aux maîtres des rues pour juger de la légalité de ces auvents. Ils prescrivirent alors les réglementations suivantes :

On devait les ériger à une hauteur minima de 14 pans, soit 3 m 50 environ. Le nommé Thomas Auripelerius dont l'auvent était situé à 13 pans fut pris à partie devant les maîtres des rues par des voisins indignés ; ils invoquent entre autres motifs qu'en passant avec une torche enflammée on pourrait y mettre le feu (2).

Ne pouvaient déborder que les saillies de moins de 5 pans. Lorsqu'une maison avait été nouvellement construite, les maîtres des rues contrôlaient si on n'avait pas enfreint leurs prescriptions.

Les auvents finirent par devenir si nombreux que le chirographe pontifical précédemment cité s'en plaint. « Ils sont, dit-il, aussi préjudiciables au public qu'à la décoration de la ville ; ils

(1) Bibliothèque d'Avignon. Ms 2.430 f. 40 n. 5.

(2) Vicini asserunt quod solerium dicti Thome est prejudiciale... in hoc quod tollit visum vicinis, secundo quod est nimis bassum, quia homo transiens cum intorticio insensato posset ponere lumen in dicto solerio, quia non habet ultra XIII palmas supra carreriam et ad minus debet habere XIV palmas. » Man. des Causes.

cachent entièrement la beauté des édifices et par l'obscurité qu'ils causent, inspirent la tristesse et la mélancolie. Les particuliers s'en trouvent encore plus gênés ; ceux qui habitent le rez-de-chaussée sont privés de soleil et exposés comme les passants au danger imminent d'être écrasés par les ruines de ces auvents construits de plâtre et de briques qui se détachent aisément, attendu leur peu de solidité ».

Au-dessus, des poutres mal équarries et sculptées de figures grimaçantes soutenaient les toitures. Elles débordaient largement sur les rues rendues d'autant plus sombres encore. Quand il pleuvait les maisons d'en face étaient grevées d'une servitude d'écoulement forcé. De nombreuses plaintes affluèrent aux maîtres des rues ; ces derniers munis de leur fil à plomb contrôlaient l'avancée du toit et prononçaient, si besoin était, le retrait indispensable.

Ils prescrivaient également pour l'écoulement des eaux l'établissement de gouttières, chéneaux, gargouilles en bois, en plomb ou en pierre. D'après les statuts de 1441, ces différents conduits devaient fonctionner parfaitement.

En outre beaucoup de façades étaient décorées d'enseignes multiples aux noms pittoresques : le coq d'argent, le renard qui taille, le cerf-volant, le cheval blanc, la tête de Sarrasin, etc..

Les treilles et les ramées ne devaient point être des objets de gêne pour les cavaliers qui passaient.

Sur les fenêtres, on cultivait souvent des fleurs. (1)

L'esprit religieux des foules se concrétisait sous la forme d'images pieuses sculptées ou peintes sur les façades. Parfois c'était la statue de la Vierge posée sur un petit socle ; d'autre fois St-Christophe dont la vue, paraît-il, préservait de la mort subite. Près de ces effigies, un luminaire soutenu par une petite potence, en fer forgé, brûlait perpétuellement.

(1) Le justier, Simon Malet promet à Louis de Faretz de lui faire « unam archam in fenestra dicte camere ad fines ponendi et plantandi herbas et flores violarum ». (Labande, Avignon au XV^e siècle p. 8, note 6).

III. — Les embarras de la rue

Les embarras de la voirie entraient également dans les attributions des maîtres des rues.

Marchands et artisans, nous dit M. Girard, traitaient volontiers la rue comme une annexe de leurs boutiques et de leurs ateliers. Toutes les installations gênant le va-et-vient étaient interdites : plots et crocs des bouchers, cuves des tripiers, appareils à tisser.

Les maîtres des rues avaient toujours fort à faire : une fois l'on voyait un marchand de soupe installer un foyer place Notre-Dame la Principale et enfumer le voisinage (1), ou bien un sellier laisser à l'abandon son matériel dans la rue ; d'autres fois, c'était un maréchal ferrant qui fixait dans la traverse un instrument apte à maintenir les chevaux pendant l'opération du ferrage. Les maîtres des rues faisaient alors déblayer le passage.

Des principes plus larges régissaient l'installation des éventaires. Dans les rues et places affectées au marché quotidien, se trouvaient à demeure des étaux et des tables : quelques-unes appartenaient à des marchands, d'autres étaient louées par la ville. Tout cela rendait la circulation d'autant plus pénible qu'une table de boucherie, par exemple, comptait en général 9 pans de long sur 5 de profondeur, soit 2 m 25 sur 1 m 25 environ. En 1384 le cordier Jean Teisseire laissa ses biens à la ville : il possédait sur le marché St-Pierre plusieurs tables de boucherie ou de paneterie. Ses comptes de réparation nous montrent qu'il ne s'agissait pas seulement de simples étaux, mais de véritables échoppes construites en chêne, couvertes de tuiles et débordant sur la rue. (2)

Cela suffit à nous faire entrevoir l'embouteillage qui devait en résulter les jours de marché !..

Certaines prescriptions d'ailleurs visaient les marchands de victuailles. Ils devaient vendre leurs produits près des églises

(1) L'assesseur et le notaire des maîtres des rues se sont rendus « supra locum fogueyroni in Principali et inhibuerunt potagerio quod non audeat facere fumicum ibidem et habeat destruere dictum fogueyronum sine ad diem lune proximam ». (Manuel des Causes).

(2) Girard. Un marchand avignonnais au XIV^e siècle p. 22.

St-Pierre et St-Symphorien et près du portail Matheron sous des espèces de loges ressemblant à des galeries couvertes.

L'on permettait aussi aux paysans qui venaient en ville vendre leurs légumes, d'aligner leurs cabas ou d'étaler leurs produits à même le sol. Ils pouvaient également installer des tréteaux ou des tables pliantes sauf aux abords immédiats de la Porte Ferruce exclusivement réservés aux étrangers.

Des règlements avaient été édictées spécialement pour l'établissement des tauliers. Le plus souvent les volets des boutiques étaient formés de deux parties : celle du dessus se relevait pour former un auvent alors que celle du dessous s'abaissait et constituait un étalage : c'était le taulier appelé encore tablier.

On entendait également sous cette dénomination les simples bancs que l'on déposait au-devant des boutiques et sur lesquels on exposait ses marchandises. Ces tauliers, on ne pouvait les déplacer ou même les réparer sans une autorisation spéciale des maîtres des rues. Leur longueur variait ; en général ils étaient de mêmes dimensions que l'échoppe dont ils dépendaient ; il y avait cependant des exceptions. On cite Place de l'Hôtel de Ville, une boutique devant laquelle l'on trouve 6 bancs de revendeurs.

La profondeur était plus délicate à taxer : elle était fonction de la largeur de la rue. Situé dans un passage assez large, un taulier de deux pans ne soulevait aucune difficulté ; par contre dans les ruelles on n'accordait qu'un seul pan !

Selon les circonstances, on dérogeait à ces principes. En 1419 les maîtres des rues donnèrent le permis d'ouvrir au changeur Louis de Grimaudi dont le taulier mesurait 3 pans et demi de profondeur. Il en fut de même pour celui de l'argentier Geoffroi du Port qui comptait 4 pans de profondeur pour 3 de largeur.

Les autres fois l'on se basait sur les dimensions des tauliers voisins.

Lorsqu'ils n'étaient pas de grandeur excessive, ils étaient recouverts par l'auvent qui les abritait les jours de pluie (1). Si ce dernier était trop petit, on le prolongeait par une « couverte » ou petit toit, parfois par une tente.

(1) 23 Janvier 1419 - L'autorisation est donnée à Geoffroy « de Portu » argentier, de faire « unum tabularium fuste ad artem suam et unam envannum de super ». Manuel des Causes.

Pour ne pas donner lieu à contestation les « couvertes » devaient se placer à une hauteur uniforme du sol.

Les tauliers étaient presque toujours en bois plus rarement en maçonnerie. Petit à petit ils évoluèrent vers ce dernier état.

En 1395 les Augustins qui avaient construit deux « tables couvertes » les transformèrent, en 1407, en une petite maison de pierre. (1)

Devant les boutiques où n'existaient pas de tauliers, on trouvait des loges, en l'occurrence « un palier couvert ou une pièce dont la paroi extérieure était complètement ouverte ». (2)

Dans les loges qui s'ouvraient près du Rocher on entassait la provision de bois nécessaire aux édifices pontificaux. En 1387 la livrée de la Vergne possédait une loge mesurant 21 cannes carrées soit 42 mètres environ. (3)

Cependant celles que nous trouvons dans les marchés étaient de proportions plus minimes.

Dès qu'il se trouvait un espace vide, les artisans y construisaient des échoppes de toutes sortes : un jardinier couronna même la place de la Principale d'une cabanne de feuillage que les maîtres des rues durent faire enlever de vive force...

Ces multiples annexes aux maisons et aux boutiques réduisaient la largeur des rues déjà fort encombrées. En 1398 pour ne pas perpétuer un état de fait provisoire, un cardinal voulut interdire la transformation en pierres des tauliers en bois : le Conseil de ville s'y opposa ; il voyait là une mesure attentatoire à l'autonomie de la cité. La conclusion en fut très simple. Ces appendices se multiplièrent à tel point que la circulation, en certains endroits, se trouvait complètement paralysée. La place du Change notamment, était dans ce cas : par la force des choses, on dut la faire débayer.

On rencontrait également quantité de puits creusés à même le passage. Leur création exigeait l'approbation des maîtres des

(1) Archives de Vaucluse, H. Augustins n° 25.

(2) Enlart, Manuel d'Archéologie française, première partie, p. 114.

(3) 23 Octobre 1387 « quamdam logiam... que habet in cadrato viginti unam cannas cadratas vel circa ; sitam Avenione in parrochia sancti Desiderii infra cancellos domini cardinalis de Vernio... ». Archives de Vaucluse, Notaires Fonds Pons no 1175, fo 211.

rues qui ne la donnaient pas sans l'acquittement d'une taxe préalable ; de même ils étaient chargés d'en surveiller les travaux d'aménagement.

Comme si on avait voulu augmenter encore la gêne d'une circulation pourtant difficile, les statuts chargeaient les maîtres des rues de faire tendre des chaînes dans certains quartiers à la tombée de la nuit. Ces prescriptions s'appliquaient surtout en cas de trouble intérieur. Au début du XV^e siècle, les maîtres ordonnent au nommé Piètre, fabricant d'épées, de placer 2 crocs de fer au pilier de sa maison pour y fixer les chaînes de la ville. (1)

Les cavaliers et les charrettes étaient non seulement gênés par les enseignes de toutes sortes qui pendaient le long des façades, mais encore par les différents arceaux qui reliaient les livrées. Seuls les piétons pouvaient passer sous celui de la livrée de Poitiers et sous l'arc de l'église St-Didier.

Des anciens fossés du XIII^e siècle découlaient de multiples embarras. Les riverains avaient multiplié les ponts sur les canaux de la Sorgue et de la Durançole.

En 1408 une contestation surgit au sujet d'une passerelle traversant la Sorgue derrière la rue des Vieilles Etudes.

Un voisin qu'importunait le va-et-vient incessant, prétendait la supprimer. L'affaire vint à débat devant les maîtres des rues qui déboutèrent le demandeur, attendu que cette passerelle était d'une utilité ancienne et reconnue.

Ils interdirent en outre d'élever des constructions sur la Sorgue ou sur la Durançole, d'y établir des latrines ou des industries incommodes et insalubres.

Dans ces canaux se déversaient les égouts de la ville. Les registres parlent d'un litige à ce sujet.

L'année 1415 vit les maîtres de l'hôpital des Lombards boucher le conduit d'un égout qui traversait leur jardin avant d'aller se jeter dans la Durançole. Les eaux inondèrent les rues environnantes jusqu'à l'église des Augustins. La puanteur fut si forte que tout le monde en criait. Les maîtres des rues après enquête reconnurent le tracé de l'égout excellent, et le firent rétablir

(1) « Contra M. Piètre, spaserium saunerie... quatinus habeat ponere duos crocos ferri in suo pilari pro tenendo cathenas ville ». Manuel des Causes.

comme auparavant. Ils prescrivirent aussi le creusement d'un puits dans le lit de la Durançole, en cas de sécheresse du fossé.

Les ruelles du Moyen Age n'étaient pas ombragées. Lorsqu'on voulait faire une plantation, il fallait l'autorisation des maîtres des rues. Pour l'avoir enfreinte le clerc Pierre Vitalis dut arracher les saules qu'il avait plantés devant l'église des Frères mineurs. Près du portail des Miracles, par contre, les saules étaient permis (1).

IV. — Le pavage et le nettoyage des rues

Les principales attributions des maîtres des rues résidaient sans contredit, dans le pavage et le nettoyage de la voie publique.

D'après les statuts de 1246 la ville aurait dû être pavée de petites pierres « de minutis lapidibus » appelées calades. Au temps des Papes cependant, ces prescriptions n'avaient pas été observées.

L'entretien de la rue était dévolu aux habitants qui devaient paver le long de leur maison.

Malgré les admonestations des maîtres des rues (2), les Avignonnais se désintéressaient du bon état de la voirie : chacun comptait sur son voisin. Devant cette indifférence, on faisait alors poser les calades aux frais des habitants. Là ne s'arrêtaient pas les difficultés, car la plupart du temps les Avignonnais refusaient de régler les paveurs. Il fallait user des moyens de contrainte, poser les scellés ou saisir les objets du récalcitrant.

Les rues mal pavées et mal nivelées étaient remplies de boue et d'ordures. En général elles servaient de dépotoir. Chiens crevés, fumiers, amas de terre, pierres, matériaux de construction, tout s'y accumulait. (3) Certaines rues portaient un nom parti-

(1) 1410. Licence à Pierre Renard, laboureur, « quatinus possit plantare salices in piscario antiquo, versus portale de Miraculis ; » 10 Février 1409, Manuel des Causes.

(2) 1409. Ordre à divers habitants de la rue Pelisserie « quatinus habeant reficere callatam eorum unilibet pro parte sua ». Manuel des Causes.

(3) Ordre de nettoyer la rue à certains qui « ponerent fimoracia sua in carreria publica et scobilhas ac canes mortuos et alia cadavera ».

culier et servaient de latrines publiques. Chiens et chats, volailles et pourceaux vagabondaient, aidant au nettoyage. (1)

Les eaux sales étaient jetées par les fenêtres sans aucun égard pour les passants, comme nous le rapporte Pétrarque.

Le plus souvent un petit ruisseau coulait au milieu de la rue ; d'ordinaire la pente en était défectueuse. Les enfants y établissaient des barrages et les particuliers les reliaient à leur maison par des rigoles ; l'écoulement ne se faisait plus.

Les égoûts laissés à l'abandon étaient bouchés par les immondices ; une odeur pestilentielle s'en dégagait. Par infiltration, la nappe souterraine se trouvait contaminée. Tout cela suffit à expliquer pourquoi les épidémies étaient si nombreuses et si meurtrières. Un médecin contemporain, Raymond Chalmel, de Viviers, dans son traité sur la peste, (2) dénonce le mauvais état hygiénique de la ville comme cause principale de ces fléaux. Les rues, dit-il, sont, comme à Paris, couvertes de boue et d'ordures.

Après la peste de 1348 on essaya de compléter le pavage de la cité. Un livre de comptes nous parle de calades refaites sur le commandement de Monsieur Bernard Rascas, commissaire pour la paroisse de St-Symphorien.

De 1375 à 1391, Avignon emploie le revenu de ses gabelles au nettoyage de la ville. Une délibération du Conseil Municipal du 7 août 1375 nous apprend que la taille a été levée en partie pour faire des chaussées vers la Durance.

En 1377 les maîtres des rues font recouvrir les abords du Pont St-Bénézet ; en 1385 ceux de la porte St-Lazare et du portail St-Jacques ; en 1388 ils opèrent dans la rue Carreterie et à la place des Salins ; en 1389 à la Fusterie.

Lorsqu'un Souverain venait rendre visite au St-Père, on pavait, si elles ne l'étaient, les rues qu'il devait suivre ; en outre les citadins devaient rendre propres les abords de leurs maisons. En 1389 on refit pour le roi Charles VI les calades de la rue Carreterie devant la Chapelle de Notre Dame la Belle, la rue des Lices, la Place St-Didier et la porte Eyguière.

(1) La première ordonnance interdisant le vagabondage des oies et des pores est du 15 septembre 1535. Archives d'Avignon - Délibération du Conseil, tome 10, fo 63.

(2) Connue par l'ouvrage de Jacques Dalechamp - De Peste Libri, p. 20.

Avant le pavage, il fallait au préalable nettoyer la rue. Certaines étaient sans doute de véritables cloaques puisque les textes emploient le terme énergique de « purgacio ». En 1390 le curage de la Palapharnerie demande 70 journées d'ouvriers ; de même au port de la Porte Aurose où l'amas des détrit^{us} est tel que les fustiers ne peuvent débarquer leur bois.

Certains quartiers cependant désirant un minimum d'hygiène s'étaient attaché des balayeurs privés (1) pour un prix forfaitaire. La notion de service public n'était pas encore bien connue et c'est un peu pour cela que les rues d'Avignon s'offraient aux étrangers dans un état de saleté aussi repoussant.

Au début du XV^e siècle, on édicta des prescriptions sévères : « Des calades, disaient-elles, seront posées où il en manque et celles qui existent seront réparées ; dans ce but on emploiera de petits cailloux « de minutis lapidibus ». Chacun sera tenu de paver devant la frontière de sa maison ou de son bien. Pour éviter d'autres dépenses, ladite calade devra être réparée aux premiers signes de détérioration ».

Les maîtres des rues étaient requis pour l'exécution. Ils dressaient des contraventions (2) aux délinquants et la moitié de l'amende leur revenait de droit. Parfois ils faisaient procéder au pavage aux frais des intéressés. Aux endroits non bâtis la dépense incombait à la municipalité.

D'autres règlements visèrent la salubrité publique : « On ne pourra désormais souiller les rues de fumier ou d'immondices. On devra immerger dans le Rhône les chiens et les chats morts. Chacun sera tenu de balayer devant sa maison au moins une fois par semaine. Il est formellement interdit à l'avenir de prendre les rues pour latrines ; est également prohibé le jet d'ordures par la fenêtre. » (3)

Ces nouveaux arrêtés restèrent lettre morte. Les rues d'Avignon furent pavées pour une partie minime seulement. Les habitants ne perdirent jamais l'habitude de vider dans les rues leurs eaux ménagères et les détrit^{us} de toutes sortes recommencèrent à s'accumuler. Malgré la nouvelle nomination de deux délégués

(1) Archives de Vaucluse. Notaire Fonds Martin n° 56.

(2) 20 sous tournois.

(3) Art. 71, 73, 120 et 128 des statuts de 1441.

par paroisse, spécialement affectés au curage des rues, (1) Avignon resta mal pavé, mal odorant et malsain.

La compétence des maîtres des rues s'étendait également sur la banlieue avignonnaise ; ils se préoccupaient surtout de défendre le domaine public contre la mainmise des particuliers.

En 1409 ils font cesser les empiètements des riverains sur le chemin de Barbentane le long du Rhône. (2) Ils rendent en même temps un édit aux termes duquel on devra laisser le chemin assez large pour que deux charrettes puissent s'y croiser sans mal.

Par ailleurs, il est question de faire combler des fossés creusés le long des chemins.

Ils veillent également à ce que les voisins de la Durance ne puissent détourner l'eau pour irriguer leurs jardins. La rivière, en effet, servait à actionner les moulins élevés le long de son cours.

Telles étaient les attributions et la juridiction des maîtres des rues. Si nous en jugeons d'après les résultats obtenus, il n'y eut là rien de très efficace pour les questions d'édilité. Cependant elles sont intéressantes à plus d'un titre car c'est grâce à elles qu'on a pu recréer dans les détails, l'aspect et la physionomie si originale des rues d'Avignon au Moyen Age.

II. — La police des rues

Autrefois la police de la voie publique et des mœurs était dévolue aux maîtres des rues. Sous les Papes, elle fut confiée au sous-viguier sous l'autorité du viguier de la cour temporelle.

Il était assisté de 10 agents que l'on appelait « ses compagnons » et de 32 sergents. Ceux-ci étaient nommés par le viguier qui touchait un florin pour chaque nomination. Les agents étaient sous les ordres directs d'un capitaine.

Sous-viguier et compagnons se mettaient à la disposition des juges de la Cour, à l'heure des audiences.

Le reste du temps, ils veillaient avec les sergents à la sécu-

(1) Délibérations du Conseil, 20 août 1419, t. II, fo 8.

(2) 11 Juillet. — Ordre de se retirer à divers qui ont occupé « supra ripam Rodani iter publicum in itinere Barbentane ».

rité publique et au bon ordre de la rue. Ils faisaient respecter de même les arrêts du Conseil Municipal.

Une délibération de celui-ci le 4 Octobre 1372, nous apprend que des « criées publiques seront faites par ordre de M. le Viguiier ordonnant que personne ne puisse porter des armes défendues, gros couteaux ou stylet, à peine de 50 livres d'amende pour ceux qui seront surpris avec telles armes pendant la nuit, de 25 livres si c'est dans le jour, et de confiscation. »

Etait également interdit le port sans autorisation d'une épée, d'une lance, d'un bouclier ou d'une cotte de mailles. Nul ne pouvait sortir sans lanterne sonnée le couvre-feu. La nuit il fallait respecter le repos des habitants et mettre une lumière à sa fenêtre pour éclairer la rue. Les jeux de dés ou de cartes étaient prohibés dans les tavernes et les lupanars.

Viguiers, compagnons et sergents faisaient des rondes dans la ville, inspectaient les lieux mal famés et dénonçaient à la Cour Temporelle les rixes dont ils avaient connaissance. Ils surveillaient tout particulièrement les bouchers, les poissonniers et les filles publiques.

Ces dernières étaient l'objet de règlements spéciaux quant à leur tenue en public :

« Aucune femme de mauvaise vie, nous dit une délibération du 4 Octobre 1372, ne pourra porter par la ville un manteau ou un voile de soie, ni un chapelet d'ambre ni un anneau d'or, à peine de 25 livres d'amende et de confiscation des joyaux. »

On les obligeait par contre à mettre sur elles un insigne distinctif, en l'occurrence deux brassards blancs ou noirs. Des quartiers leur étaient réservés au Bourg Neuf et il leur était défendu d'attirer les passants chez elles en les tirant par l'habit.

Le samedi et le dimanche leurs boutiques devaient être fermées.

La police des rues faisait respecter aussi les règlements élaborés par le viguiier et qui obligeaient les habitants à ne porter que des vêtements en rapport avec leur condition.

Seuls les nobles, chevaliers et barons pouvaient se parer d'habits de drap d'or, d'argent ou de soie. Les autres n'avaient droit qu'à des vêtements de laine et de drap de qualité différente selon leur rang. Le drap des marchands ne pouvait dépasser la somme de 8 florins la canne : les artisans et les gens de métier étaient tarifés à 5 florins, les cultivateurs à 3.

Des règlements minutieux s'appliquaient aux femmes. Les épouses de barons ou de chevaliers d'arme avaient seules droit aux étoffes de soie, aux draps et aux bijoux d'or ou d'argent.

Des amendes assez fortes sanctionnaient ces prescriptions : elles furent cependant sans influence sur les habitudes somptuaires de l'époque.

Les sergents se tenaient dans les différents quartiers de la ville, casqués, le bouclier au bras et l'épée au côté. Ils veillaient tout spécialement à la sécurité publique, arrêtaient les malandrins pris en flagrant délit. Ils exécutaient les mandats d'amener signés par les juges et devaient dénoncer aux notaires enquêteurs tous les faits délictueux dont ils avaient connaissance.

Leurs émoluments étaient tarifés : pour une arrestation ou une saisie, ils touchaient un gros ; pour une garnison d'une journée 4 gros ; 2 gros s'il n'y avait que la demi-journée.

On se méfiait d'eux. Leur moralité était douteuse et leur intelligence peu élevée. Les statuts leur défendaient de garder pour eux les armes prohibées qu'ils confisquaient, de pénétrer chez les particuliers, si ce n'est avec un mandat du juge, de réclamer de l'argent aux coupables arrêtés. Souvent ils emprisonnaient par vengeance personnelle ou pour toucher les amendes, aussi leur interdisait-on d'arrêter personne sans ordre spécial à moins de flagrant délit.

Ils devaient exercer une surveillance serrée sur les étuves ou maisons de bains. Souvent ces étuves servaient de lieux de débauche ou de maisons de rendez-vous. On ordonnait aux tenanciers d'y proscrire les femmes de mauvaise vie et de n'y tolérer n'y entrevue galante, ni adultère, ni acte contraire aux mœurs..... (1)

(1) A ce sujet l'article 199 des statuts de 1441 nous apprend que le dénommé Jénin du Haulme ou de la Servelerie, informe le public qu'il vient d'achever derrière sa maison la construction d'étuves confortables distinctes des étuves des hommes de la Servelerie. Leur entrée se fait devant la maison d'Antoine Carbonel, bedeau de l'Université. Les femmes honnêtes peuvent s'y baigner en toute sécurité, dit-il ; on les servira convenablement et à bon marché.

La maison du Haulme, nous apprennent MM. Girard et Pansier, était située dans la rue du Portail Boquier qui venait déboucher en face du collège St-Martial, à côté des étuves mal famées de la Servelerie. Celles-ci étaient munies de deux entrées, une dans la rue du Portail Boquier pour les gens honnêtes, l'autre sur la Sorgue et les Lices, pour les courtisanes. C'était la maison à deux issues propices aux adultères timorés. (Archives d'Avignon, boîte XI, n° 15).

Chapitre IV

La configuration des rues et des places

Un étranger aurait eu peine à se retrouver dans le dédale des rues d'Avignon. Quoique convergeant vers la place de l'Horloge, rues, ruelles, traverses formaient un fouillis désordonné, un enchevêtrement inextricable, surtout dans la partie la plus ancienne de la ville, près du Palais des Papes et du Rocher.

Différentes causes peuvent expliquer une configuration aussi particulière. Outre les causes historiques (l'on sait que les vieilles cités gallo-romaines avaient été bâties sans plan d'ensemble), (1) la municipalité ne s'était jamais préoccupée de rectifier le tracé de la voirie. De plus les petites rues tortueuses servaient d'abri contre le soleil et le mistral. Elles étaient aussi favorables aux embuscades. Nous avons un exemple de cet état d'esprit :

Dans le courant du XIV^e siècle les chanoines de St-Agricol voulurent élargir leur parvis ; pour cela il leur était indispensable de faire démolir les maisons voisines de leur église. Les habitants de la Petite-Fusterie s'opposèrent à ce projet et portèrent leur réclamation devant le camérier. Parmi les raisons invoquées, les unes tiennent à la situation spéciale qu'aurait eue ce parvis. On aurait pu, en effet, s'en servir comme poste d'écoute et de guet, car il aurait surplombé la rue et n'aurait été séparé des maisons voisines que par le faible espace de deux cannes (4 mètres).

En outre cette nouvelle place serait devenue le lieu de rendez-vous des gamins, écoliers et étudiants préoccupés surtout de faire des farces aux bourgeois du quartier. On disait aussi qu'après les démolitions projetées, les ennemis de Sa Sainteté auraient

(1) Duprat - Note de topographie avignonnaise.

eu beau jeu de s'infiltrer dans la ville, que le mistral y soufflerait bien davantage et que ce changement d'aspect dégraderait la ville. (1) Tous ces préjugés firent conserver le statu quo.

Pour ces raisons diverses, les rues d'Avignon demeurèrent irrégulières, tortueuses et étroites. Dans les carrières ou rues charretières et dans les traverses, la circulation était intense ; moindre dans les ruelles. Ces dernières faisaient plutôt office de couloir entre les maisons.

Parmi les rues les plus importantes, citons la rue de l'Argentier (rue Bancasse actuelle) ; sa largeur était toute relative puisqu'elle mesurait 14 pans, soit 3 m. 50 à son entrée près de la place de l'Horloge et, vers son milieu, un peu plus de 10 pans, soit 2 m. 50 environ. Pour éviter des accidents toujours nombreux dans des rues si étroites, on dut réglementer la circulation. Une criée de 1377 émise par les Juges de la Cour Temporelle, ordonne aux charretiers de mener leurs bêtes par la bride. (2) Mais cette mesure devint plutôt impopulaire car elle allait à l'encontre d'un usage immémorial. On la jugea attentatoire aux libertés de la ville et en conséquence le 15 Décembre 1377 le syndic la fit abolir. En outre, on soutint que les bêtes grimpaient plus facilement les rues lorsqu'elles étaient montées et qu'ensuite c'était un moyen d'éviter de patauger dans les rues boueuses conduisant aux abreuvoirs de la Sorgue.

Les rues empruntaient leur dénomination soit à l'usage, soit à un fait quelconque qui les caractérisait : situation topographique, église, couvent, hôpital, livrée.

Quelquefois c'était une enseigne originale qui donnait son nom à la rue ; nous avons encore actuellement la rue Balance, la rue du Four de la Terre, la rue des Trois-Faucons, la rue des Trois-Colombes. Mais surtout les rues gardaient les noms des principaux marchés qui s'y tenaient ; il nous en reste un souvenir original avec la Place du Change, la rue Corderie, la rue Petite Saunerie, la Grande et la Petite Fusterie.

Avignon ignorait les places dans le sens moderne d'esplanades que nous entendons aujourd'hui. La principale place de la ville, la place du Change, était de dimensions qui nous paraîtraient maintenant trop exigües.

(1) Archives d'Avignon, D.D. Voirie - Carton des maîtres des rues.

(2) 21 Novembre 1377 - Archives d'Avignon, boîte 3, n° 57.

Les autres places appelées plans ou planets prenaient l'aspect de simples carrefours. Là on procédait aux préconisations ou criées : en l'occurrence un héraut lisait à haute voix le texte des ordonnances, règlements et arrêts de justice. Les particuliers employaient également les criées pour porter leurs annonces à la connaissance du public.

Une place spéciale était réservée aux Juifs. Elle donnait sur la paroisse St-Pierre et elle était fermée par les trois cancels. Trois ruelles la desservaient qui se réunissaient au plan de la Synagogue. Une de ces trois rues s'appelait « La Calandre » du nom provençal de la presse à lustrer les étoffes, car beaucoup d'entre ces Juifs étaient drapiers.

Le fameux quartier de la Juiverie nous dit M. Bellessort, était placé sous le pouvoir spécial du viguier. La situation des Juifs dans le Comtat et dans Avignon était meilleure que nulle part au monde. Les Papes étendaient sur eux leur protection aux dépens de leur popularité. En 1348, lorsque la peste s'abattit sur la ville et qu'on les accusa d'avoir empoisonné les fontaines et les fleuves, Clément VI lança deux bulles pour les justifier et pour interdire toute violence à leur égard.

Dans leur ghetto d'Avignon sur la paroisse St-Pierre, les Juifs vivaient tranquilles et faisaient de bonnes affaires. Parmi les nombreux règlements dont ils étaient l'objet, notons l'article qui leur enjoignait de laisser les Chrétiens y circuler librement sans les tirer par l'habit pour les entraîner dans leurs boutiques.

« Les archives d'Avignon, ajoute M. Bellessort, nous permettent de reconstituer les intérieurs des notabilités du ghetto. Ils étaient somptueux : meubles sculptés, tapisserie de toile peinte à personnages, candélabres dorés, grands éventails en paille ou en plume de paon, d'énormes coffres bondés de linge brodé, des houppelandes fourrées, des robes de soie avec cette pièce d'étoffe jaune en forme de roue pleine que les lois forçaient les Juifs de porter. Tout ce luxe exhalait une odeur d'Orient. D'indéfinissables parfums flottaient dans les plis des tentures. Le Chrétien qui frappait un soir à ces demeures mystérieuses pour un prêt ou pour la vente d'un bijou ou pour une consultation, y entrevoyait souvent une admirable fille, les cheveux ceints d'un bandeau de perles, la taille emprisonnée dans une lourde ceinture d'argent, qui ouvrait sur lui des yeux où semblait brûler un peu de la flamme du Cantique des Cantiques ».

En dehors de la Juiverie, les seuls espaces dégagés se trouvaient autour des églises ; on les réservait aux tombes.

L'usage s'était établi de désigner les cimetières du nom des églises près desquelles ils s'ouvraient. Très souvent ils n'étaient pas clôturés.

En 1308 le cimetière St-Pierre était de limites indécises au levant. Les tombes se dressaient tellement dispersées, que dans une rue proche de la place St-Pierre, l'on rencontra deux sépultures isolés. Des réunions publiques, voire même des foires s'y tenaient.

Avant les Papes, le marché aux bestiaux y avait lieu le samedi. Pour éviter de nouvelles profanations, une ordonnance du 7 Mars 1306 le transféra près des Lices de la Porte Evêque. (1)

A l'époque papale, devant le manque de place, on y installa de nouveau les marchands suivant la cour romaine. St-Pierre redevint alors une place publique. Des tavernes, des boutiques, des échoppes s'y élevèrent ; des assemblées s'y réunirent.

Indigné de ces sacrilèges, le chapitre de St-Pierre protesta. Le 27 Novembre 1359 une bulle du Pape Innocent VI enjoignit à un auditeur du Palais de délimiter le cimetière, et de l'entourer d'une clôture.

Le cimetière du Pont-Fract s'ouvrit également à la débauche.

Après les foires et les réunions publiques ils servirent de casernement à la troupe. Lors du siège du Palais des Papes sous Benoit XIII, les rassemblements s'effectuèrent dans St-Pierre. St-Symphorien fut garni de balistes.

Au XV^e siècle on y tint de nouveau des réunions publiques puis on les employa comme salles de théâtre. En 1470 le Jeu de Ste-Barbe fut présenté dans St-Symphorien : ce fut la première sotie jouée en Avignon.

A l'intérieur de la ville subsistaient les vestiges des anciens remparts de la commune ; on les appelait murs antiques ou murs romains.

Les principales portes de l'enceinte avaient été conservées.

En 1359 devant la menace des routiers on les répara et elles servirent de deuxième ligne de défense.

Tous ces vieux murs tombaient en ruines ; cependant, on

(1) Archives de Vaucluse G. Chapitre St-Pierre n° 34.

n'envisageait pas encore leur destruction complète. Les syndics interdisaient de construire sur les Lices.

En 1377 les syndics avaient notifié la destruction d'un escalier de pierre, d'une échoppe de bois adossés aux anciennes fortifications, et d'un pont sur la Sorgue. La Cour temporelle ayant cassé l'arrêt, les syndics en appelèrent au cardinal Jean de Blauzac, évêque de Sabine, vicaire général du Pape. Le 22 Septembre 1377 sur le rapport d'Adhémar d'Aigrefeuille, capitaine général d'Avignon, le cardinal annula l'ordonnance de la Cour temporelle et maintint l'interdiction de bâtir sur les Lices des vieux remparts et sur la Sorgue (1).

Les anciens fossés n'étaient pas encore comblés ; la Sorgue et la Durançole les alimentaient constamment.

Le long de leur cours, on rencontrait des abreuvoirs, des lavoirs, des étuves, des moulins, des tanneries, des teintureries. Ces dernières puisaient l'eau au moyen de grandes roues qui font encore le charme de la rue des Teinturiers.

Quelques ponts de pierre ou de vieilles passerelles de bois reliaient la vieille cité aux bourgs extérieurs. Beaucoup de ces ponts étaient abandonnés et hors d'usage ; on les appelait des ponts fract, c'est-à-dire rompus.

Les nouveaux quartiers du XIV^e siècle tranchaient par leur caractère semi-rural. Si l'on excepte les couvents des Dominicains, des Augustins, des Carmes et des Trinitaires, on trouvait des monuments d'apparence quelconque. Ainsi la chapelle des Ste.-Croix, aujourd'hui des Pénitents Gris sur les bords de la Sorgue, la chapelle de Notre-Dame de Fenouillet, près de la porte Aurose, la chapelle St-Michel.

Au-delà, les bourgs s'espaçaient de plus en plus.

Aucun plan préconçu n'avait présidé à l'agrandissement de la ville. Chacun ayant bâti à son idée, la fantaisie régnait en maître. Des rues comme la Carreterie, la rue du Cheval Blanc, la rue du Portail Magnan, conservaient un aspect rural et sinueux. Les traverses qui les reliaient étaient un modèle d'étroitesse et d'enchevêtrement. La Grande Fusterie, jamais pavée sous les Papes, demeurait impraticable.

(1) Archives d'Avignon - boîte 26, no 10.

Dans les bourgs chaque maison possédait un jardin clôturé d'une haie (1) ou d'un mur de terre. On rencontrait aussi des granges, des maisonnettes bâties en pisé.

Ces bourgs portaient des noms particuliers : il y avait celui du Ferrage dont l'étymologie provençale signifie pâturage, celui des Vignes.

Le rempart d'Innocent VI fermait une grande périphérie de prairies. On avait pensé à un agrandissement ultérieur de la ville et à la culture de terrains en cas de siège.



(1) 26 Avril 1402. Sentence arbitrale au sujet d'une haie (cibissia) qui sépare deux propriétés du bourg de la Roquette ; outre un palier déjà existant, les experts font placer un terme (terminus lapideus) pour délimiter exactement les deux terrains. (Archives de Vaucluse. Notaires. Fonds Martin n° 43).

Chapitre V

Les marchés et l'organisation des métiers

I. — Les marchés et leur réglementation

Le marché central s'ouvrait au carrefour de la Porte Ferruce ; là, se tenait le « macellum » ou boucherie publique. Ce macellum était de dimensions trop exigües ; sous Grégoire XI l'on envisagea son déplacement mais le projet pontifical rencontra l'opposition de la ville jalouse de son autonomie. Repris en 1373, il n'aboutit pas davantage.

Les marchés d'alimentation entouraient la boucherie publique. La charcuterie se vendait devant le macellum. Derrière on aménagea en 1320 une poissonnerie sur l'ancien emplacement du marché aux chandelles.

Avant les Papes, on le sait, la vente du poisson se traitait près du plan de Lunel, près du Portail Briançon. Les tables des poissonniers obstruaient le passage ; aux jours maigres, cavaliers et piétons ne pouvaient circuler. De plus, comme on ne lavait presque jamais les tables et que l'écoulement se faisait mal, l'atmosphère du quartier était devenue irrespirable.

Aussi le gouvernement du Comte de Provence concéda-t-il le 22 Août 1320 au dénommé Hugues de Bracchio l'entreprise d'une nouvelle poissonnerie. Celui-ci acheta tout un pâté d'immeubles, les fit jeter à bas et sur l'emplacement éleva une halle avec arcades. Il fit dresser des tables, daller le sol et aménager des conduits de pierre pour faciliter l'écoulement des eaux vers la Sorgue. Bracchio et ses associés furent gratifiés d'un privilège dit « de la poissonnerie ». Ils avaient seuls le monopole du poisson d'eau douce. Le poisson de mer, par contre, continua à être vendu dans la ville.

On achetait des légumes dans une rue reliant la porte Ferruce à la livrée d'Albane ; on l'appelait rue de l'Herberie. Les habitants louaient leurs bancs et leurs tables aux marchands.

Un second marché, peut-être le plus important se tenait autour de la place St-Pierre. On y trouvait les étalons des mesures de longueur : la canne, l'aune, la dextre (1). Il était caractérisé par l'établissement de loges (2), à l'intérieur desquelles s'abritaient les revendeuses de légumes et les marchands de pain.

Les tables des bouchers et des marchands de salaison avaient envahi la place du Pilon près de l'église St-Pierre. La plupart consistaient en de véritables échoppes couvertes de tuile. La ville en avait loué à la communauté israélite pour y vendre des viandes « qui n'étaient pas de la loi » (3). Tout cela gênait la circulation.

Près de la rue Sabaterie se vendaient les fromages (4) et dans la rue Banasterie, les volailles. Un marché spécial avait été créé aux abords de l'église St-Symphorien : là avaient cours les oignons, les aulx et les raves.

Le samedi seulement l'on pouvait acheter blé, farine et grains, au début de la rue des Marchands.

En 1319, d'après de Maulde, le roi Robert, comte de Provence, manda au clavaire d'Avignon de se procurer une maison convenable pour y installer les poids du blé et de la farine : le clavaire passa outre. (5)

Une sorte de Bourse appelée « le Rodel » (sans doute à cause de sa forme circulaire) et encore « le Diamant » se trouvait Place du Change. Des transactions sur les lingots d'or et les pierres précieuses s'y effectuaient.

On comptait dans la ville 43 changeurs. Le 4 Décembre 1328, 34 de ces changeurs furent poursuivis et condamnés à une

(1) de Maulde : Coutumes et règlements p. 177.

(2) 3 juillet 1359 : « quendam. logiam sive locale quinque palmarum sitam... in platea sancti Petri, ante hospicium Johannis Textoris ». Arch. d'Avignon 86 no 24.

(3) Girard : un marchand avignonnais au XIV^e siècle p. 22.

(4) 22 mars 1354. « prope sabateriam dictam proprie platea sutorum, et est in illa platea ubi casei venduntur... » Arch. d'Avignon boîte 84 no 10.

(5) de Maulde : Coutumes et règlements p. 312.

amende pour emploi de balances fausses et de poids frauduleux. Quelques-uns néanmoins obtinrent une remise de peine « propter paupertatem ». (1)

Près du Rodet, à l'angle de la Place du Change, s'élevait la loge des drapiers où avait lieu le marché aux draps.

Les cuirs s'achetaient tout d'abord autour de Notre-Dame la Principale. A partir de 1371 le marché fut transféré de nouveau et comme avant les Papes tous les mardis rue Carreterie. Des bailes du métier vérifiaient la qualité des peaux puis les marquaient aux armes de la ville. On les installait ensuite sur des tables ou bien on les suspendait aux murs des maisons.

Avant l'ouverture du marché, nulle transaction ne devait avoir lieu, même hors des murs de la ville, dans les auberges ou dans les hôtelleries.

Pour empêcher quelques gros négociants de faire le trust du marché, on ne pouvait acheter plus d'une salmée de cuir avant que la cloche de Notre-Dame n'ait sonné tierce. (2)

Comme l'a dit avec raison M. Girard, Avignon au temps des Papes était un immense marché. Ses rues ressemblaient aux bazars des villes orientales où la foule circule entre deux rangées ininterrompues d'étalages. La disposition des devantures et les tables de maçonnerie ou de charpente qu'on accolait aux murs des maisons pour recevoir les étalages, contribuaient encore à donner aux rues d'Avignon l'aspect d'allées de champs de foire.

II. — L'organisation des métiers

Nous allons étudier successivement :

- 1^o Les règlements de métiers ;
- 2^o Les Corporations.

(1) Mollat - Les changeurs d'Avignon sous Jean XXII dans *Mémoire de l'Académie de Vaucluse* 1905, p. 271.

(2) Archives d'Avignon, boîte XI, n^o 15.

I. — Règlements de métiers

Les métiers étaient règlementés par l'autorité municipale et parfois par la Cour Temporelle. De plus, pour exercer un commerce, certaines formalités étaient nécessaires. Le 4 Octobre 1372 le Conseil édicte que les marchands ne pourront vendre sans avoir au préalable prêté serment et caution en la forme ordinaire, à peine de 50 livres d'amende. La forme du serment variait d'ailleurs selon les professions.

Le plus souvent, les arrêtés concernant les marchés étaient l'objet de criées publiques.

Les changeurs étaient astreints à des règles particulières. Le change des monnaies devait se faire sur des pièces ayant cours actuellement au Diamant. De plus, d'après une délibération du 4 Octobre 1372, personne ne pouvait sortir ou faire sortir de la ville un lingot d'argent ou autre, s'il n'était marqué au coin du St-Père. Il en coûtait 100 livres d'amende. Aucun changeur également ne pouvait avoir des pièces de monnaie fausses sans être taillées ou coupées à peine de la même sanction et de confiscation.

Pour leurs travaux, les orfèvres étaient tenus à l'emploi de matériaux de bon aloi. Les objets fabriqués devaient être marqués aux armes de la ville. Le cas échéant la cour temporelle pouvait nommer un inspecteur assisté de notaires criminels et de sergents pour visiter les ateliers.

De nombreuses prescriptions se référaient au commerce d'alimentation :

Que personne, nous dit la même délibération du 4 Octobre 1372, n'altère le poivre, le gingembre, le safran ou autres épices pour les revendre, à peine de 50 livres d'amende et de confiscation. Semblables défenses s'appliqueront au sujet de la cire et des chandelles, des faux poids et des fausses mesures.

En règle générale, les criées répondaient à un double but : (1) d'abord elles cherchaient à protéger les consommateurs contre la fraude des vendeurs ; en second lieu elles tentaient d'enrayer sur le marché les manœuvres spéculatives visant à la hausse des prix. C'est pour cela qu'on interdisait aux revendeurs de se porter à la rencontre des marchands qui venaient en ville écou-

(1) Archives d'Avignon - registre des Délibérations du Conseil, f. 41

ler leurs produits. On ne pouvait rien commander à l'avance et on faisait en sorte que chacun ait une même quantité de marchandises. Il était alors fixé une heure avant laquelle on ne pouvait acheter au-delà d'une certaine mesure.

A la poissonnerie, ne devait être vendu que le poisson frais ou salé. Avant d'être livré aux poissonniers, les bailes le vérifiaient. Il était formellement interdit de substituer du poisson d'eau douce au poisson de mer et de tenir de l'eau dans les corbeilles pour faire paraître le poisson frais.

La violation de ces règlements entraînait pour le revendeur, l'interdiction d'exercer. (1)

Les bouchers étaient l'objet de règlements spéciaux.

Il leur fallait abattre les bêtes dans la boucherie publique : par ailleurs interdiction leur était notifiée de vendre des viandes foraines. Ceux qui mettaient en vente des produits avariés étaient sévèrement punis.

Sous-viguier et agents de la Cour Temporelle, bailes du métier, accomplissaient de multiples inspections au cours desquelles ils saisissaient et détruisaient les viandes de mauvaise qualité. (2)

Les poids et mesures des marchands devaient se conformer aux étalons de la Cour Temporelle et être poinçonnés aux armes de la ville.

II. — Les corporations

Les criées sont muettes sur le fonctionnement des corporations.

D'après M. Olivier Martin (3), les métiers au Moyen Age se trouvaient répartis en 3 catégories : métiers libres, métiers réglés et métiers jurés.

Dans les métiers libres, les nouveaux venus n'avaient à leur entrée aucune formalité à remplir pour exercer la profession. Il n'existait, nous apprend M. Olivier Martin, que quelques règle-

(1) Archives d'Avignon - boîte II, n° 15.

(2) Archives d'Avignon - boîte II, n° 15.

(3) Cours d'histoire de droit public, doctorat, pages 143-145.

ments de police émanés du Consulat auxquels les gens des métiers devaient se soumettre.

Dans les métiers réglés, si l'accès était libre, on voyait par contre les conditions du travail minutieusement réglementées par l'autorité municipale. Les métiers jurés, enfin, étaient ceux dans lesquels on ne pouvait entrer sans avoir au préalable prêté le serment de respecter les règlements du métier.

Quelle forme de métiers trouve-t-on en Avignon ? Un acte de 1375 cite six groupes d'artisans, drapiers, fustiers, peaussiers, épiciers, corroyeurs et tanneurs constitués en corps de métiers avec, à leur tête, des bailes. (1)

Une délibération du Conseil de Ville en date du 21 Février 1450 consacre la liberté du travail et le droit pour tout artisan d'exercer son industrie sans conditions spéciales. (2)

Ce texte toutefois est susceptible de deux interprétations :

Ou bien le métier auparavant organisé est devenu 80 ans plus tard un métier libre, ce qui n'est pas impossible, ou bien plus simplement, l'accès du métier est libre, ouvert à tous ceux qui voudraient l'exercer sans fraude ; mais il y a des bailes qui en contrôlent l'exercice. On est donc en présence d'un métier réglé.

D'après la réglementation posée par la Cour temporelle où l'autorité municipale, les artisans, dès cette époque, s'efforçaient de s'assurer les avantages du régime corporatif, restreindre l'accès du métier et combattre la concurrence. Deux actes font foi à ce sujet.

Le premier est une ordonnance du Cardinal de Foix il approuve les statuts rédigés par le corps des corroyeurs et mande aux Juges de la Cour temporelle d'assurer leur exécution.

D'après ces statuts, (3) l'artisan qui voulait ouvrir un atelier et tenir boutique devait au préalable subir un examen professionnel.

L'épreuve consistait en la préparation de diverses espèces de

(1) Archives d'Avignon, 1^{er} registre des délibérations du Conseil, folio 67.

(2) *Super arte fustaneorum, conclusio quod quicumque voluerit in presenti civitate Avinionensi facere fustaneos, libere possit illam artem exercere fraude cessante.* (Archives d'Avignon, registre des délibérations du Conseil de 1447-1457 f^o 71).

(3) Archives d'Avignon, série G. G. Hôpitaux, registre 592, f^o 105-107.

cuir et de peaux. Il fallait en outre acquitter un droit de 6 florins : deux revenaient au fisc de la Cour temporelle, (1) deux à l'œuvre du Pont et les deux derniers à la confrérie de St-Michel qui était celle des corroyeurs.

En apparence, cet examen garantissait l'acheteur des fraudes ou malfaçons d'artisans inhabiles et malhonnêtes. En réalité, on cherchait à interdire l'accès de la maîtrise aux ouvriers trop pauvres, pour en payer les droits, et réserver l'exercice du métier à quelques privilégiés. Remarquons en effet que les fils de maîtres pouvaient succéder à leur père sans épreuve ni taxe.

Dans un autre document il est question des statuts des « chandeliers » qui furent rédigés à la suite de circonstances intéressantes et qui nous prouvent que le métier réglé s'appliquait toujours à Avignon.

Des criées émises par les juges de la Cour temporelle à la requête du procureur fiscal, prescrivaient aux bouchers de ne pas vendre plus de 12 florins la charge de suif de mouton et 11 florins et demi celle de suif de bœuf. En 1459 les bouchers déclarèrent ne pouvoir abaisser leur prix de vente au-dessous de 15 et 14 florins. Les chandeliers ne pouvaient s'approvisionner au dehors : le suif, augmenté des frais de transport, des péages et des droits d'entrée leur revenait encore plus cher. Ils se plaignirent d'en être réduits à la misère et menacèrent de quitter la ville.

Sur ces entrefaites le procureur fiscal poursuivit devant les juges de la Cour temporelle des bouchers et des chandeliers qui avaient passé un marché de suif à 13 florins. Ils furent condamnés pour avoir violé la taxe de la Cour temporelle. Le Cardinal de Foix leur accorda cependant une remise de peine ; il proclama le libre échange entre eux pourvu que le prix de la livre de chandelles ne dépassât point 18 deniers.

C'est alors que les chandeliers dictèrent leurs conditions :

Le monopole du métier serait réservé aux maîtres tenant boutique ouverte. Les candidats à la maîtrise devraient au préalable subir un examen professionnel dont seraient dispensés les fils de patron. Ils voulaient aussi que l'on défendit le travail libre et limiter la fabrication privée aux besoins personnels de celui qui s'y livrerait.

(1) Le Procureur fiscal.

La corporation se préoccupait également de la concurrence que ses membres pouvaient se faire entre eux. Les statuts prévoyaient le cas où l'un des maîtres avait passé un marché avantageux : il était tenu, dans ce cas, d'en informer les bailes du métier qui en feraient profiter tous les autres.

Un autre article donnait tout pouvoir aux bailes pour s'assurer de la bonne qualité des matières premières et des objets fabriqués. Cette mesure avait moins pour effet de protéger les consommateurs que d'empêcher les perfectionnements condamnés sous le titre d'innovation.

Quoi qu'il en soit les chandeliers obtinrent les privilèges demandés : leurs statuts approuvés par le légat furent criés par les soins de la Cour Temporelle.... (1)

Nous n'avons que peu de renseignements sur l'organisation du travail elle-même et sur la situation des ouvriers. Tout au plus peut-on citer dans le texte de 1372 (2) et dans celui de 1458 (3) un article interdisant à tout serviteur de quitter son maître sans son autorisation. Mais il s'agit là de domestiques attachés à la personne plutôt que d'ouvriers d'une industrie.

Nous avons heureusement dans le fond du Notaire Pons (4) un acte curieux conclu en 1452 entre maîtres chaudronniers et leurs ouvriers ou compagnons. Cet acte a dû être rédigé par 3 délégués de chaque partie sans doute à la suite d'une grève générale et d'un abandon en masse des ateliers.

La disposition principale dénote un esprit de protectionnisme étroit : elle interdit en effet aux patrons, d'employer des ouvriers non affiliés à la corporation, et aux compagnons, d'habiter ou de travailler avec l'un de ces irréguliers.

Par contre, il est prévu que lorsqu'un compagnon du métier viendra à Avignon et ne pourra y trouver du travail, maîtres et compagnons devront lui donner un mouton ou sa valeur pour lui permettre de continuer sa route.

Notons également l'article 3 d'après lequel lorsqu'un maître

(1) Archives d'Avignon. Notaires. Registre 5. Etendues de M^r Antoine Bonaudi f^o 81-85.

(2) Archives d'Avignon. 1^{er} registre des Délibérations du Conseil, f^o 2, art. II.

(3) Archives d'Avignon. Boite II, n^o 15, art. 98.

(4) Archives de Vaucluse - Fond du Notaire Pons registre 19, f^o 18 - 19.

voudra « louer » un compagnon et qu'il y aura désaccord, les parties devront recourir à l'arbitrage obligatoire d'un autre maître et d'un autre compagnon ainsi investis d'une sorte de juridiction prud'hommale.

L'accord de 1452 est l'un des plus intéressants : c'est en effet le seul texte de ce genre pour l'époque qui nous occupe, fort pauvre en documents sociaux.

Conclusion

La venue des Papes est le fait générateur d'une profonde transformation de la ville.

Transformation extérieure, car si Avignon avait ignoré la papauté, elle ne se distinguerait en rien de bien d'autres petites villes. Les vestiges de sa première enceinte sont insignifiants. Peut-être la ville non entourée de ses remparts médiévaux aurait-elle pris plus d'extension ? Rien n'est certain à ce sujet... Mais de toutes façons, il ne faut rien regretter. Avec le Palais des Papes, ils demeurent les principaux ornements de la cité.

Aucun principe juridique bien établi n'a présidé à leur construction. On ignorait la notion d'expropriation pour cause d'utilité publique. Si les propriétaires dépossédés par la construction des remparts ne touchaient aucune indemnité, ce n'est pas parce qu'ils étaient censés acquérir une protection plus grande, protection, en effet, qui aurait pu exiger d'eux une contre-partie ; cela venait surtout du fait que le Saint-Père était aux yeux du Peuple, le représentant de Dieu sur la terre, et que sa volonté outre son pouvoir législatif, tenait lieu de règlement.

Transformation intérieure avec la crise de logement. La législation des loyers qui en est le corollaire, peut se placer sous le signe de la collaboration de la Cour Temporelle et de l'autorité municipale. Il faut le souligner, car c'est un exemple rare. En face de la Cour, le Conseil gardait jalousement ses prérogatives. Notons en passant que dans la nomination des assignateurs la ville a voix prépondérante.

Au point de vue juridique, ce qui caractérise la législation des loyers, c'est la négation du droit de propriété. Le plus souvent, le propriétaire n'a qu'un logement dans la livrée du cardinal qui l'a dépossédé. Son droit de propriété est pratiquement réduit à rien, puisqu'il ne peut pas reprendre l'immeuble ou le donner en dot. Il devra se contenter de la redevance établie par les taxateurs.

La non-indemnisation pour expropriation nous paraîtrait maintenant une énormité ; cependant à cette époque l'arrivée

du Pape était considérée comme une grande faveur pour les habitants et justifiait bien des sacrifices.

Le prestige de la papauté était tel qu'il rejaillissait indirectement sur les curiaux.

Peut-être est-ce pour cela que nous assistons à la faillite de l'institution des taxatores en ce qui concerne les loyers. L'exemple des curiaux mauvais payeurs fut suivi par les habitants et rendit les taxateurs inopérants.

Au demeurant, la législation des loyers préluda à l'agrandissement de la ville ; c'était ce que cherchait l'article 16. Il est paradoxal de remarquer que pour atteindre ce but, on attribua aux nouveaux constructeurs des faveurs concernant l'exemption de la taxation. C'est qu'en effet devant la multitude des installations provisoires sur les lices des remparts et sur les pâtis des rochers, une extension d'Avignon répondait à une nécessité publique.

Mais la ville s'étendit dans la campagne sans aucune symétrie. Ici, apparaît le principal souci de la municipalité : favoriser une circulation en proie à de multiples empêchements.

De ces constructions irrégulières apparaîtra l'institution non formaliste des maîtres des rues.

L'on peut et il est curieux de faire un rapprochement entre ceux-ci et les taxateurs. Là encore, l'exemple des cardinaux ne respectant pas les règlements d'édilité, fut repris par les habitants. Comme l'on craignait la puissance du haut clergé, l'institution était d'ores et déjà vouée à l'échec.

De plus la jalousie existant entre la ville et le gouvernement pontifical rendait illusoire tout règlement d'utilité publique. Les quelques louables efforts du Clergé pour assainir la ville se heurteront à l'intransigeance de la municipalité jalouse de son autonomie.

De tout cela, la ville souffrait.

Quoi qu'il en soit, ne nous plaignons pas du peu de réussite des maîtres des rues. Grâce à eux nous sont parvenus quelques vestiges originaux du temps passé.

Il subsiste encore à l'intérieur de la ville des rues pittoresques : arceaux innombrables, ponts reliant des maisons, façades sculptées, toits à l'avancé... tout vient nous rappeler le séjour pontifical.

Il n'est pas jusqu'aux noms même des rues : .. Campane, Carreterie, Fusterie, du Four de la Terre, Argenterie, Saunerie, Petite Calade, etc... qui n'aient gardé un parfum du Moyen Age.

Dans l'ensemble, le tracé de la ville a changé avec le temps ; Avignon est devenue plus claire et plus saine, mais elle a gardé la marque indélébile du passage des Papes.

Le voyageur qui vient par la route de Nîmes, est surpris par le caractère médiéval de la Cité : le vieil Avignon surgit devant lui, hérissé de clochers, (1) couronné par son Palais, ceint de ses remparts.

Le temps et surtout les hommes, a dit M. Girard, ont accumulé les ruines, mais l'œuvre des Papes était si grandiose qu'elle nous semble à peine effleurée. Leur souvenir plane encore sur la ville.

(1) La ville sonnante.

Pièces justificatives

1309, 20 Février. — Délibération du Conseil de ville concernant les constructions faites dans l'intérieur des remparts par les cardinaux et les curiaux.

Notum sit omnibus quod anno domini millesimo CCCVIII, et die XX februarii, existente domino civitatis, Avinionis illustrissimo domino Roberto, dei gratia Iherusalem et Sicilie rege ac Provincie et Forcalquerii comite, fuit congregatum consilium civitatis Avinionis, seu consiliarii ejusdem consilii, vel major pars ejusdem quorum nomina inferius describuntur supra palacium regium Avinionis ad sonum campane et voce preconia more solito et consueto, existentibus ibidem scilicet in predicto consilio viris nobilibus et discretis dominis Bertrando de Massilia, milite, domino de Oliulis, vicario Avinionis, et Durando Giraudi, juris civilis professore, ac Petro Berengarii, iudicibus civitatis predictæ; et fuit propositum in dicto consilio inter cetera quod cum edificia plura et clausure plurime fiant cotidie et facte fuerunt per dominos cardinales et alios cortesanos et cives in carreriis publicis, transversis, et aliis locis comunibus, et patuis et etiam in liciis, propter que dampnum et scandala eminent et eminerè possent in futurum civitati predictæ et civibus Avinionis et comorantibus in eadem, quod illa edificia et clausure, quecumque sint, et qualiacumque sint, et quocumque nomine senceantur, sint in terra, subtus terram, vel desuper carreriam, removeantur et destruantur omnino que reperirentur facte seu facta in communi seu patuis, liciis, in carreriis et viis publicis subtus terram vel desuper scilicet mox dum curia romana recesserit a civitate predicta, omni mora postposita, et difficultate et exceptione qualibet remota, ad voluntatem et requisitionem dominorum syndicorum hujus civitatis, qui tunc erunt, et quod interim nullum prejudicium universitati predictæ generetur, seu etiam oriatur.

Qui quidem domini consiliarii in dicto concilio existentes, omnes insimul, nemine discrepante, quorum nomina inferius describuntur, voluerunt consulerunt, dixerunt et ordinaverunt, presentibus dictis dominis officialibus et conscientibus propter bonum, honorem, utilitatem et statum dicte civitatis et civium ejusdem, quod omnia edificia de novo facta seu facienda in carreriis et viis publicis et privatis, et in patuis, et liceis civitatis predictæ, et clausure amoveantur et destruantur, sint supra terram vel subtus, dum tamen dominis cardinalibus placeat et camarlenguo domini pape; clausure vero facte per dictos dominos cardinales coram eorum hospiciis remaneant, dum tamen non sint in carreriis rectis et publicis quamdiu Curia Romana inhibi fuerit et cardinales fuerint in eadem; et cum protestatione tamen premissa per eundem consilium et semper salva quod si dicta edificia remaneant et clausure predictæ, nec

fuerint amote, quamdiu Romana Curia fuerit et steterit in civitate Avinionis predicta, quod ideo nullum prejudicium sit, nec generatur communi seu universitati predictae propter longam moram seu stanciam predictorum sed immediate post recessum ipsius Curie Romane amoveantur et destruantur omnino et reducantur ad statum pristinum seu in quo erant antequam facta seu facte essent ; et quod nulla persona propterea interim nullum jus, nullamque actionem, prosessionem seu prescriptionem sibi acquirere possit, seu attribuire quoquomodo.

Nomina vero dictorum dominorum consiliariorum in dicto consilio existentium sunt hec : videlicet discreti et sapientes viri domini Guillelmus de Reali, legum doctor ; Bertrandus Faraudi, Bertrandus Radulphi, Guillelmus de Aquis, Petrus Ruffi, jurisperiti ; Giraudus Guifredi, Petrus Berengarii, burgenses ; Bernardus Rascacii, jurisperitus ; Paulus de Sado, Petrus Baralli, Raymundus Fedas, Poncius Porcelli, Jacobus Masani, burgenses ; Petrus de Sors, Petrus Guillelmi de Moreriis, Guillelmus de Bulbone, Raymundus Lombardi, Petrus Rancurelli, Vayranus Vayrani, milites ; Raymundus Faraudi, Rostagnus Cavalierii, Ferranus Sperandei, jurisperiti ; Guillelmus de Spina, B. de Portubus, Petrus Retranni, P. Martini, G. Vaquerii, Bertrandus Arnaldi, Franciscus Aloymi, burgenses ; G. de Castronovo, G. Ramundi de Malhana, milites, utriusque juris professores... Acta fuerunt hec in predicto palacio...

(Arch. de la ville d'Avignon, boîte 26, n° 5).

1311, 11 Juillet. — Bulle du camerier, le cardinal Bertrand de Bords, enjoignant à tous les curiaux d'avoir à payer leurs loyers dans un délai de trois semaines sous peine d'excommunication.

Bertrandus, miseratione divina titulo sanctorum Johannis et Pauli presbiter cardinalis, domini pape camerarius, venerabilibus viris magistris Nicolao de Trajecto, electo Argolien et Poncio de Alayraco, preposito ecclesie Arelatensis, ipsius domini pape cappelanis salutem in domino. Pro parte communitatis Avinionis fuit expositum coram nobis quod venerabiles patres, Narbonensis, Dublinensis, Lugdunensis, Ebredunensis et Toletanensis archiepiscopi, et Tholosanensis, Albiensis, Pictaviensis, Vasatensis, Zamorensis, Lametensis, Cameracensis, Salamantinensis et Coseranensis episcopi ; et religiosi viri Sancti Arnulfi Meten., ac Sancti Poncii de Thomeriis abbates ; et nonnulli alii prelati curiam romanam sequentes, de pensione sive salario domorum quas in civitate Avinionensi, postquam Romana Curia resedit ibidem, habitasse et eas recepisse et occupasse ac suis signis tam pro se quam familiis et sequelis suis, signasse, noscuntur, dominis domorum ipsarum satisfacere denegant minus juste ; quare discretioni vestre, qua fungimur auctoritate committimus et mandamus, quatenus ad civitatem Avinionensem et alia loca ubi prefati archiepiscopi et episcopi ac prelati morantur, que dicte civitati Avinionensi sunt propinqua, vos personaliter conferentes, eosdem archiepiscopos et episcopos ac prelatos nunc in civitate et locis predictis commorantes, ex parte nostra pro prima, secunda et

tercia monitione peremptorie monere curetis, quod inibi infra trium septimanarum spacium post monicionem hujusmodi, de pensione vel salario domorum predictarum pro tempore quo inhabitarint et receperint et occuparunt easdem, et quas pro se et suis familiaribus et sequelis recipi facerant, dominis earum, juxta taxationem per taxatores ad hoc deputatos factam, integre satisfaciant seu satisfieri faciant, cum effectu ; alioquin in eos et quemlibet eorum ex nunc prout ex tunc, excommunicacionis sententiam promulgamus ; diem autem hujusmodi monicionis et formam et quic quid inde feceritis nobis per litteras vestras aut instrumentum publicum harum seriem continens studeatis fideliter intimare. Datum in prioratu Grauscelli, prope Mallausan., Vasionensis diocesis, die undecima mensis julii anno domini millesimo CCC^o undecimo indictione nona...

Bertrandus... (ut supra)... Pro parte communitatis Avinionensis fuit expositum coram nobis quod nonnulli prelati et alie persone, tam ecclesiastice quam seculares, Curiam Romanam sequentes, de pensione sive salario domorum quas in civitate Avin., postquam Romana Curia resedit ibidem, habitasse et occupasse et signasse noscuntur, tam pro se quam pro famulis et sequelis suis, dominis domorum ipsarum satisfacere denegant minus juste ; quare discretioni vestre, qua fungimur auctoritate, committimus et mandamus, quatenus ad civitatem Avinionensem vos vel alter vestrum personaliter accedentes in majori ecclesie Avinionensi et locis aliis de quibus viditis expedire, prelatos et personas easdem et eorum singulos generaliter ex parte nostra pro primo secundo et tercio peremptorie monicionis edito monere curetis ut nisi infra certum peremptorie terminum competentem ad hoc per vos statuendum eisdem, de pensione vel salario domorum predictarum pro tempore quo inhabitarunt easdem, et quas pro se et suis familiaribus et sequelis recipi fecerant, dominis earum juxta taxationem per taxatores ad hoc deputatos factam integre satisfaciant seu satisfieri faciant cum effectu, alioquin in eorum quemlibet, ex nunc prout ex tunc, in hiis scriptis excommunicacionis sententiam promulgamus ; diem autem hujusmodi monicionis et formam, et quicquid inde feceritis, nobis per vestras litteras... studeatis fideliter intimare. Datum in prioratu de Grauscello prope Malausan. Vasionensis diocesis, die xi mensis julii anno domini M^oCCC^oXI^o...

(A. de la ville, boîte 18, pièce 16. — Ces bulles avaient été lues à la messe dans l'église de Malaucène ; Pons d'Alayrac, chappelain du Pape, les signifia aux intéressés le 24 Juillet « Ibidem »).

1316. — Ordonnances faites par les commissaires du pape et de la ville sur la location des maisons destinées à loger les curiaux.

Sequitur commissio facta per dominum Johannem papam tribus cardinalibus et tribus civibus Avinionis super componendis quibusdam capitulis pro bono statu Curie Romane et civium civitatis Avin.

In nomine domini nostri Ihesu Christi Amen ; Ad perpetuam rei memoriam.

Dudum sanctissimus in christo pater, dominus Johannes, divina providentia sacrosancte romane ac universalis ecclesie summus pontifex, attendens quod hactenus frequenter curiales et ceteri curiam romanam sequentes ex parte una, ac cives et incole Avinionis ex altera super infrascriptis capitulis frequentius dissidebant; voluit et mandavit, quod super eis per reverendos patres dominos cardinales, videlicet dominum Nicholaum (1), episcopum Ostiensem, et dominum Nicholaum (2), tituli sancti Eusebii presbiterum cardinalem, et dominum Neapolionem (3), sancti Adryani diaconum cardinalem, ad hoc specialiter per dictum dominum nostrum summum pontificem deputatos, necnon per ambasiatores et nuncios cives Avin., videlicet Rostagnum de Mories, militem; et Ferrarium Perissole, jurisperitum; et Paulum de Sado; cives Avin., ad hoc per universitatem eandem ordinatos specialiter et electos, aliqua bona ordinatio fieret inviolabiliter in posterum observanda; et post multos tractatus et collationes pro prelibatis pluribus vicibus habitos in premissis, tandem infrascripta capitula communi concordia et consensu fuerunt provide ordinata: quaequidem per prelibatum D. N. summum pontificem et per dictos ambasiatores et nuncios, suo et dicte universitatis nomine, confirmata, approbata et acceptata fuerunt, et de dictis capitulis copiam receperunt.

I. — In primis namque ordinatum extitit et statutum quod tres certe persone eligantur, quarum una per curiam D. N. summi pontificis, et due per curiam et consilium Avin. statuatur, qui secundum qualitatem et condicionem personarum sequencium curiam, hospicia et loca debita assignent eisdem.

II. — Item quod si aliqua de dictis personis dicat se de familia commensali continua alicujus cardinalis, non credatur ei nisi facta fide, vel verbo habito cardinalis; nullusque familiaris reputetur, nisi constet sicut superius est expressum; nec de cetero in assignandis hospiciis, vel civibus de suis hospiciis, removendis, se aliquis intromictat nisi duntaxat tres assignatores predicti.

III. — Item cum ratione incendiorum, dirupcionum et perforationum hospiciorum contingentium propter culpam et negligentiam habitantium, sive sint curiales vel non curiales vel quicumque alii, plura damna contingisse dicantur, fiat dampna pacis super predictis justicia absque strepitu iudicii et figura summari et de plano, vocatis qui fuerunt evocandi.

IV. — Item in personis ordinandis super taxationem hospiciorum servetur modus infrascriptus: videlicet quod duo ponantur taxatores pro parte curie, et duo pro villa, et unus superior pro curia; taxatores omnes tamen jurent in presencia camerarii D. N. summi pontificis, vel alterius quem ad hoc idem D.

(1) Nicolaus Alberti (1303-1321).

(2) Nicolas de Freauville (1305-1323).

(3) Napoléon Orsini (1288-1342).

N. duxerit deputandum, ipsam taxationem legaliter facere, odio, favore, precio-que sublatiis.

V. — Item quod fiat quolibet mense solutio pensionis debite hospiciorum etiam tempore vacationis integraliter si curialis tenet hospicium occupatum, vel claves libere domino domus restituere contradicat. Et si fiat solutio per mensem antequam intret hospicium si contingat illum qui sic solverit recedere ante finem mensis, possit substituere quem voluerit usque ad finem mensis, duntaxat nisi hospes salarium solutum pro rata temporis redere sit paratus.

VI. — Item quod pro preterito tempore de salario hospiciorum dominis eorum plena satisfactio fiat.

VII. — Item quod super facto curialium servetur forma premissa et taxatio et si dicantur se esse comensales continuos cardinalium, ut supra stetur eorum sacramento vel verbo cardinalis.

VIII. — Item si aliquem dominum hospicii per cardinales vel familiares D. N. pape suo in totum oporteat privare hospicio, provideatur ei de hospicio competenti secundum statum et condicionem et familiam suam de librata cardinalis vel D. N. pape. Et fiat taxatio de illo hospicio quod assignabitur sibi per dominum cardinalem vel familiares predictos sicut de aliis hospiciis libratarum; que assignatio fiat antequam prenominatum suum hospicium dimictat; et hoc intelligatur de hospiciis assignatis persone cardinalium specialiter; si vero familiaris vel commensalis ejusdem fuerit, vel etiam D. N. pape, dominus domus in illa mansionem retineat competentem si commode fieri possit. Et si ibidem competentem mansionem habere non possit, propter excellentiam predictorum, provideatur eidem alibi competenter ut supra.

IX. — Item quod curiales hospicia sibi concessa seu locata non locent seu concedant aliis sine licentia domini domus, et quod etiam tunc selarium cedant dicto domino domus nisi secundum modum supra quarto capitulo expressatum.

X. — Item quod curiales non habeant duo hospicia nisi status et persone condicio aliud duxerit suadendum.

XI. — Item quod si aliquis dominus domus sive hospicii, domum suam sive partem ejusdem exposuit locandam, seu cum aliquo convenerit de locando, dominus domus ex tunc a locando resilire non possit. Et conductor ad taxatores pro taxando possit habere recursum. Et juxta ordinationem taxatorum locator hospicium dimictere teneatur.

XII. — Item postquam de selario sive pensione domus ordinatum fuerit, dominus domus nullam molestiam sive inquietationem faciat conductori, nec ipsum impediat in domo conducta quamdiu conductor cum honore debite pensionis inhabitare voluerit, nec alicui alio locare vel tradere possit, nisi per locacionem hujusmodi infrascripti casus contingant forsitan locatori, videlicet si alienandi dictum hospicium locatori articulus necessitatis incumbat, vel assignandi ipsum in dotem pro maritaggio filiarum; quibus post dictam locacionem

contingentibus casibus, absque fraude, alienationem vel assignationem in dotem facere liceat locatori ; proviso tamen ne quid fraudis super hoc ab aliquibus commictatur de qua per dictos taxatores inquiri volumus diligenter, ita tamen quod etiam in certis (1) casibus domus cardinalium et familiarium suorum comensalium sint excepte nec comprehendantur aliquatenus sub eisdem.

XIII. — Voluit etiam idem D. N. summus Pontifex, quod si curiales civium ipsorum tenentes hospicia recedant, eisdem de salario minime satisfacto, quod in quadruplum debiti selarii teneantur, medietate ejusdem quadrupli locatori, reliqua medietate camere D. N. summi pontificis applicanda.

XIV. — Item quod in ortis, viridariis, vineis et aliis prediis, nullum dampnum inferant, presertim temporibus quibus nocumentum in fructibus recipere evidentur ; et quod si quodam dampnum dederit, dampnum emendet, et xx solidos denariorum parvorum currentis monete pro pena solvere teneatur. Si vero solvere nequiverit, tanto tempore, si clericus fuerit per auditorem camere domini nostri summi pontificis, si laycus per marescallum, in carcerem teneatur, quoad congrue reputetur punitus.

XV. — Item quod nullus deinceps in cimiteriis et aliis locis religiosis in sepulturam fidelium deputatis ecclesiarum civitatis Avinionis, que non decent tumultibus occupari aut alias prophanari, thuguria seu domunculas faciat, aut facta tenere vel alias inibi quomodolibet inhabitare presumat : quodque thuguria seu domuncule jam in cimiteriis vel locis constructa predictis, funditus dirui et abiunde penitus debeant amoveri.

XVI. — Et quia, propter multitudinem sequentium romanam curiam et parvitatem civitatis predictae, ipsa civitas non est capax ut cives vellent ad ipsam curiam recipiendam dictique cives qui propria hospicia satis habilia dimiserunt in artis hospiciis comorantur, et propterea ut sue soluti provideatur, et curiales etiam senciant incrementa, disponant construere extra menia civitatis ejusdem, voluit dominus noster quod constructa de novo hospicia et etiam construenda extra menia supradicta non auferantur per curiales civibus memoratis, et quod etiam si predicti cives illa locare vellent, nulla fiat taxatio super illis.

(Bibl. d'Avignon, ms 2834, fo 61, et arch. de la ville, AA I, fo 153-155).

1343, 18 Novembre. — Bulle de Clément VI décrétant qu'on ne pourra appeler qu'au camérier des décisions des « taxatores domorum ».

Clemens episcopus servus servorum dei ad perpetuam rei memoriam. Devotionis et fidei probata sinceritas et reverentia filialis quas dilecti filii consilium

(1) Autre version : dictis.

et commune civitatis Avinionis, in qua cum Curia Romana residemus, ad Sedem Apostolicam et pie memorie predecessores nostro romanos pontifices, qui hactenus in civitate ipsa cum dicta Curia resederunt, gessisse et ad nos gerere specialiter dinoscuntur, non indigne merentur et ipsorum petitionibus presertim contentibus equitatem favorabiliter annuamus; sane dictorum consilii et communis petitio nuper nobis exhibita continebat quod nonnulli curiales, seu curiam romanam sequentes, et domos dicte civitatis civium habitantes, a taxationibus pensionum domorum earumdem per taxatores tam per nos quam per ipsos consilium et commune deputatos, in concordia factis, et a preceptis super solutionibus pensionum ipsarum civibus dicte civitatis Avin. quorum sunt hospicia sic taxata faciendis ipsis curialibus, fiunt pro tempore frequenter appellationes, et appellationes huiusmodi in palatio apostolico prosequuntur ut ipsos cives vexent laboribus et expensis et per vexationes huiusmodi eos desistere ab ipsarum pensionum petitione compellantur: quare prefati consilium et commune nobis humiliter supplicaverunt ut paci et tranquillitati eorum in premissis providere de benignitate apostolica dignaremur:

Nos itaque, qui cives et civitatem predictos plenitudine dilectionis paterne prosequimur, volentes talibus vexacionibus obviare, ac inter curiales et cives predictos in premissis su(b) movere quamlibet materiam iurgiorum, huiusmodi supplicationibus inclinati, apostolica auctoritate tenore presencium statuimus, quod appellat sive sint curiales sive cives, a taxationibus hospicionum dicte civitatis que dicti curiales inhabitant per dictos taxatores presentes et posteros factis in concordia et faciendis inantea, necnon a preceptis super ipsarum pensionum solutionibus factis hactenus et que fient in posterum, de cetero super appellationibus huiusmodi nullatenus audiantur, sed ipsi ad taxatores ipsos si partes consenciant, alioquin ad camerarium apostolice sedis qui est et erit pro tempore, remittantur, qui summarie et sine scriptis tales controversias terminent et decident. Nulli ergo...

Datum Avinioni XIII kalendas decembris, pontificatus nostri anno secundo.

(Arch. de la ville, boîte 18, pièce I; et bibl. d'Avignon, ms. 2834, f^o 61 v^o).

1346, 5 Février. — Bulle de Clément VI décrétant que les maisons construites en dehors des remparts seront exemptes de tout droit de livrée.

Clemens, episcopus... Pastoralis officii... Cum itaque, sicut petitio pro parte dilectorum filiorum consilii et communis civitatis Avinion. nobis nuper exhibita continebat, in eadem civitate, in qua cum Romana Curia residemus ad presens, tanta fuit multitudo gentium tam civium quam curialium inibi existentium ac continue confluentium ad eandem, quod ipse gentes in eadem civitate non possunt commodè receptari, propter quod tam cives quam curiales extra muros dicte civitatis pro commoditate civium, curialium et aliorum confluentium predictorum, varia et diversa edificia gravibus et sumptuosis operibus construxe-

runt, ac majora forsitan construi facient in futurum ; nos dictorum consilii et communis votis in hac parte quantum cum deo possumus anuentes, ipsorum consilii et communis supplicationibus inclinati, omnia et singula edificia per cives et curiales eosdem extra muros predictos in posterum construenda ab omni librata, occupatione, servitute ac molestia, faciendis vel inferendis, cujuscumque persone cujusvis status et conditionis existat, et specialiter venerabilium fratrum nostrorum sancte Romane Ecclesie cardinalium, ac aliorum prelatorum, et marescalli prefate Curie, ac serviencium, familiarium, et sequacium eorumdem, ac eciam omnium aliorum officialium nostrorum, necnon taxatorum et assignatione ac subjectione quacumque, auctoritate apostolica tenere presencium eximimus totaliter ac eciam liberamus, ita quod cives et curiales predicti pro voluntatis arbitrio libere et absque contradictione possint uti eisdem officiis locando, habitando, vendendo, obligando, ac contrahendo et alias ordinando prout videbitur expedire. Non obstantibus... Datum Avinione, nonas februarii, pontif. nostri anno quarto.

(Arch. de la ville, boîte 18, pièce 9).

1360, 10 Février. — Le Cardinal de Préneste Pierre Duprat remet entre les mains des syndics d'Avignon deux maisons construites par ses familiers sur le domaine public, réserve faite pour eux du privilège de continuer à les habiter en payant la taxe selon le droit des livrées.

.... Anno a nativitate M^oCCC^oLX^o et die decima mensis februarii... noverint universi... quod constituti in presentia R. domini Petri, divina miseratione episcopi Penestrini, et sacrosancte ecclesie romane cardinalis, dominus Johannes Dauroni, miles, et Raymundus Milonis burgensis, sindici universitatis civium Avinionis, et nomine sindicario ejusdem, eidem domino cardinali exposuerunt quod hactenus de carreria Miralharie per quamdam viam publicam habebatur ingressus ad libratam et infra libratam ipsius domini cardinalis; post que in ingressu dicte vie publice facta extitit quedam domus per nonnullos familiares ipsius domini cardinalis et nomine ipsius, per quam domum ad ipsam libratam de presenti non potest haberi ingressus, ymo totaliter transitus dicte vie publice tollitur, et usus ipsius publicus totaliter est sublatus. Quequidem domus in dicta via publica edificata confrontatur ab una parte cum quodam hospicio domini Johannis de Marambaco, alias de Capella, canonici et precentoris ecclesie sancti Petri, et ab alia parte cum hospicio Johannis Guillelmi, et ab alia parte cum dicta carreria Miralharie. Item similiter exposuerunt... quod per quamdam aliam viam publicam que erat suptus plateam Militum, et supra macellum Avinionis, similiter habebatur ingressus ad prefatam libratam ipsius domini cardinalis, sed postmodum per nonnullos familiares ipsius domini cardinalis, et nomine ipsius, dicta carreria seu via publica extitit occupata, ibique quoddam hospicium fuit edificatum propter quod transitus ipsius carriere tollitur et usus ipsius publicus totaliter est sublatus. Quodquidem hospicium in introitu ipsius vie publice edificatum confrontatur ab una parte cum hospicio Johannis Gondoyni, et Petri Damiani, in quibus

habitat Girardus Guidalochii, campsor, de Florentia, et societas Albertorum, et ab alia parte cum hospitio Gochii speciatoris. Quapropter prefate paternitati ejusdem domini cardinalis humiliter supplicaverunt et eundem requisiverunt quatenus eidem placeat dicta hospicia in dictis carreriis et viis publicis, ut pretactum est, edificata, predictis sindicis nomine quo supra facere expediri sive restitui, et de loqueriis eorum eisdem perpetuo facere responderi cum ipse vie publice et usus earumdem ad utilitatem publicam ipsius universitatis debeant pertinere. Et dictus dominus cardinalis, attendens quod justa petentibus non est denegandus assensus, et quod dicte carriere et vie publice licet de consciencia sua clause fuerint, tamen non fuit nec est sua intentio quod hospicia sive domus ibidem edificata de consciencia ipsius domini cardinalis in prejudicium universitatis predictae occupata fuerint nec etiam edificata; quare ex nunc idem dominus cardinalis domos et hospicia supradicta eisdem sindicis nomine universitatis predictae... voluit et concessit restitui libere atque tradi, et eisdem... de salario et loquerio ipsorum hospiciorum et domorum abinde inantea responderi, adjecto quod domos et hospicia que in presenti per ipsum dominum cardinalem seu familiares ipsius tenentur, idem dominus cardinalis et sui familiares juxta taxationem facta seu faciendam juxta modum libratarum dominorum cardinalium, possint et valeant retinere, et in ea parte tantum que nunc per familiares ipsius domini cardinalis tenetur et habitatur satisfaciendo de salario et loquerio eorumdem sindicis memoratis...

... Actum fuit hoc Avinione in camera ipsius domini cardinalis testibus presentibus... et me Petro Gay de Curthodone... notario.

(Arch. de la ville, boîte 76, pièce 55).

1367, 10 Avril. — Bulle d'Urbain V ordonnant aux curiaux, sous peine d'excommunication, de payer le loyer des maisons qu'ils occupent avant de quitter Avignon.

Urbanus, episcopus... sane dilectorum filiorum communis et civium civitatis Avinionensis ad nos et Romanam Ecclesiam nullo medio pertinentis conquestione percepimus quod olim nonnulli, tam ecclesiarum quam monasteriorum prelati, alique clerici et ecclesiastice persone religiose et seculares, quam laici Romanam Curiam sequentes, domus seu hospicia in civitate predicta sub annuis pensionibus conduxerunt, et licet domos seu hospicia hujusmodi inhabitaverint, prout adhuc ipsorum aliqui inhabitant, quidam tamen ex hujusmodi conductoribus pensiones pro domibus seu hospiciis ipsis debitas dominis domorum seu hospiciorum ipsorum solvere recusaverunt hactenus indebite et recusant. Quare pro parte ipsorum communis et civium fuit nobis humiliter supplicatum ut providere ipsis super hoc paterna diligencia curaremus.

Nos igitur, qui universis Christi fidelibus, et presertim romane ecclesie mediate subjectis sumus in exhibitione justicie debitores, super premissis volentes dictorum communis et civium indemnitatibus providere hujusmodi supplicationibus inclinati, omnes et singulos Romanam Curiam sequentes, cujuscum-

que status, ordinis vel conditionis existant, eciam si pontificali vel quavis alia perfulgeant dignitate, presentium tenore monemus, eisque sub excommunicationis pena, quam ipsorum quemlibet qui secus egerit incurrere volumus, eo ipso mandamus quatinus antequam de dicta civitate recedant predictam Curiam secuturi, vel se ad partes alias translaturi, dominis domorum seu hospiciorum predictorum de huiusmodi pensionibus, deductis tamen necessariis expensis pro reparationibus domorum seu hospiciorum ipsorum factis, satisfaciant, ut tenentur, vel alias convenient cum eisdem. Quod si inter eosdem dominos et conductores, seu ipsorum aliquos, super quantitibus huiusmodi pensionum seu expensarum pro dictis reparacionibus factarum controversiam seu controversias contigerit forsitan suboriri, volumus et tenore presentium ordinamus, quod venerabilis frater Arnaldus, archiepiscopus Auxitanensis, camerarius noster, etiam post recessum nostrum de Avinione, per se vel alium seu alios, summarie, simpliciter et de plano, sine strepitu et figura iudicii, super premissis audiat causas, et appellatione remota, debito fine decidat, faciens quod decreverit per censuram ecclesiasticam firmiter observari. Non obstante... Nulli ergo...

Datum Avinione, III id. aprilis, pontificatus nostri anno quinto.

(Arch. de la ville d'Avignon, boîte 18, pièce 4).

1370, 22 Mai. — Bulle d'Urbain V décrétant que les curiaux ne pourront conclure aucun bail, aucune location de maison dans Avignon sans l'autorisation de son camérier.

— Urbanus... Cum ad civitatem Avinionem, cum nostra curia de proximo accedere, et in ipsa cum eadem curia residere, deo propicio, disponamus, volentes scandalis que nonnunquam occasione habitationis curiam ipsam sequentium accidere consueverunt, quantum possumus, obviare; tenore presentium, sub excommunicationis pena, quam omnes et singulos contrarium attemptantes incurrere volumus ipso facto, districtius inhibemus, ne quis, cujuscumque preeminentie, dignitatis, status aut condicionis existat, eciam si pontificali vel alia qualibet prefulgeat dignitate, hospicium, domum, aut locum aliquem ad usum et habitationem suam et familie sue, in ipsa civitate Avinionen., recipere, conducere vel signare, nec recepta, conducta vel signata, a kalen. februarii proxime citra, tenere, habitare, nec ea conducere vel locare, nec concessionem vel locaciones ex eis a dictis kalen. februarii citra factas, ratas, aut gratas, tenere, sine licentia speciali camerarii nostri qui erit pro tempore, quoquomodo presumant. Decernentes ex nunc irritum et inane quicquid in contrarium attemptatum est hactenus vel contingerit in posterum attemptari. Ut autem nostra inhibicio et decretum ad noticiam omnium deducantur, presentes nostras litteras in audientia publica litterarum nostrarum legi, et majoris ecclesie Avin. hostiis seu liminaribus affigi faciemus; que inhinitionem et decretum ipsa suo quasi sonoro preconio et patulo iudicio publicabunt, ut nullus quod ad eum non pervenerit vel ignoranter eandem aliquam passit excusationem pretendere vel ignorantiam allegare...

Datum apud Montemfasconem XI kalen. junii, pontificatus nostri anno octavo.

A la demande des Syndics, le 30 août 1371, Grégoire XI fait annuler cette bulle par Pierre, archevêque de Bourges, son camérier.

(Arch. de la ville, boîte 76, pièce 60).

1376, 23 Août. — Bulle de Grégoire XI ordonnant au cardinal Jean de Blandiac, son vicaire, de faire enlever, après son départ d'Avignon, les cancels des palais cardinalices.

Gregorius, episcopus servus servorum dei, venerabili fratri Johanni, episcopo Sabinensi, in civitate nostra Avinion, et nonnullis aliis locis nostris nostro et pro romana ecclesia in temporalibus vicario generali, salutem et apostolicam benedictionem.

Cum de civitate nostra Avinion., in qua cum romana ecclesia residemus, ad partes Italie accedere proponamus infra breve, et sicut a fide dignis accepimus, pro securitate et bono statu dicte civitatis sit ut cancelli libratarum venerabilibus fratribus nostre sancte romane ecclesie cardinalibus dudum assignatarum tollantur, fraternitatem tuam hortamur attentius quatinus hujusmodi cancellos, quamprimum a dicta civitate recesserimus, auctoritate nostra tolli facias et etiam amoveri; contradictores...

Datum Avinione X kal. septembris, pontificatus nostri anno sexto.

(Arch. de la ville, boîte 77, pièce 70).

1376, 23 Août. — Bulle de Grégoire XI contre les curiaux qui ne payent pas leurs loyers.

Gregorius... Cum itaque de civitate nostra Avinion., in qua cum Curia Romana residemus, ad partes Ytalie accedere proponamus infra breve; et sicut exhibita nobis pro parte dilectorum filiorum communis dicte civitatis, quamplures, sive sive curiales et alii dictam curiam sequentes, qui loqueria seu mercedes hospiciorum dicte civitatis que inhabitaverant, seu inhabitant, non solverunt; nos super hoc de oportuno remedio providere volentes, ipsorum comuni (sic) in hac parte supplicationibus inclinati, auctoritate apostolica, tenore presentium districtius inhibemus, ne quis cujuscumque status, gradus, ordinis vel conditionis existat, etiam si pontificali vel vel alia qualibet ecclesiastica vel mundana prefulgeat dignitate, de dicta civitate recedat, nisi prius dominis hujusmodi hospiciorum de loqueriis seu mercedibus satisfecerit, vel concordaverit cum eisdem.

Et si quis contra inhibitionem hujusmodi venerit sive fecerit excommunicationis sententiam incurrat ipso facto, a qua ab alio quam a romano pontifice ab-

solvi nequeat, nisi duntaxat in mortis articulo constitutus. Non obstantibus... Ut autem nostra inhibitiō hujusmodi ad communem omnium noticiam deducatur, cartas sive membranas inhibitionem ipsam continentes in audientia publica legi et majoris ecclesie Avin. appendi vel affigi hostiis seu super liminaribus faciemus, que premissa suo quasi sonoro preconio et patulo indicio publicabunt ita quod nullus in hoc possit ignoranciam allegare cum non sit verisimile remanere incognitum vel occultum quod tam patenter omnibus publicatur.

Nulli ergo... Datum Avinione, X kal. septembris, pontificatus nostri anno sexto.

(Arch. de la ville, boîte 18, pièces n^{os} 8 et 13).

1398, 27 Juin. — Procédure sur le différend qui était entre les Chartreux de Villeneuve et le Cardinal de Brancas au sujet de la servitude de livrée d'une maison.

1363, 19 Juin. — Bulle d'Urbain V déclarant cette maison libre de tout droit de livrée.

Sanctissimus in Christo pater, Benedictus pape XIII, quamdam comissionem nobis Johanni de Alzemio decretorum doctori, et Johanni, episcopo Aptensi, presentari fecit sub hiis verbis :

Causam qua inter se movere intendunt R. Nicolaus, Albanensis episcopus cardinalis, ex una ; et P., prior conventus domus Vallisbenedictionis, alias de Villanova, ordinis Catursiensis, parte ex altera ; supra quodam hospicio Avinionis sito, et confrontato : ab una parte, cum cameris beneficiatorum ecclesie sancti Agricole ; et ab alia, cum carreria publica que est ante cancellum dni cardinalis Penestrini ; et ad alia, cum carreria publica qua itur de sancto Agricola ad libratam supradicti cardinalis Alban., de quo hospicio est discensio inter dictas partes an sit de librata cardinalis Albanen., vel non, committere dignemur rev. dnis Johanni de Alzemio, sedis apostolice notario, episcopo Aptensi... procedant summarie etc., ut petitur, et justitiam faciant.

Cujus quidem commissionis vigore, nos Johannes, notarius, et Johannes episcopus, ad magistri Seguini Ortici, prioris et conventus Cartusien. procuratoris instantiam et requisitionem, magistrum Albertum de Mediolano, cardinalis Albanen. procuratorem... citari mandavimus et fecimus ad certum terminum competentem.

In quo quidem termino comparentibus in judicio coram nobis magistris Seguino et Alberto, procuratoribus predictis... prefatus magister Albertus quemdam in scriptis libellum obtulit sub his verbis :

Coram vobis... proponit Albertus de Mediolano, procurator cardinalis Albanensis, nomine et vice ejus librate site inter ecclesiam sancti Laurentii et eccle-

siam sancti Agricolæ, contra priorem et conventum Cartusien. de Villanova ; et dicit, quod licet quoddam hospicium situm in ipsa librata, confrontatum ab una parte cum camera beneficiatorum ecclesie sancti Agricolæ, et ab alia parte cum carreria publica que est ante cancellum cardinalis Penestrini, et ab alia cum carreria qua itur a sancto Agricola ad libratam dicti cardinalis Alban. fuit et sit de librata, et sub jugo, dominio et subjectione ipsius librate et dominorum cardinalium pro tempore ipsius librate ; prefati religiosi impediunt, molescant et perturbant, ac faciunt quominus prefatus cardinalis Alban. non potuerit et possit iuribus dicte librate in ipso hospicio pacifice uti, assequi et habere. Quare petiit dictus procurator per diffinitivam sententiam pronunciari et declarari prefatum hospicium fuisse et esse subjectum ipsi prefate librate, et domino, juri et jurisdictioni ipsius cardinalis Alban. et ejus successorum...

Supradictus vero magister Seguini ex adverso libellum partis sue dedit .. tenor talis est :

... Ponit igitur in primis probareque intendit quod hospicium supra confrontatum cum camera beneficiatorum ecclesie S. Agricolæ a parte una, cum carreria publica que est ante cancellum rev. Guidonis, episcopi Penestrini cardinalis (1), vulgariter cardinalis Pictaviensis nuncupati ; ab alia, et cum alia carreria qua itur de dicta ecclesia sancti Agricolæ ad libratam dñi Nicholai, episcopi Albanensis, cardinalis moderni (2), ex parte altera ; fuit esseque consuevit XXXX et XL annis citra, hodieque est fundatum et situatum, et quod ita fuit est verum et notorium.

Item quod per jamdicta tempora, et ab ipsis temporibus, predictum hospicium, fuit, esseque consuevit semper, hodieque etiam est francum, liberum et immune ab omni et quocumque jugo et servitute cujuscumque librate dominorum cardinalium qui sunt et erant pro tempore hactenus in librata quam nunc prefatus dnus Nicolaus, cardinalis episcopus Albanensis tenet, et etiam aliorum quorumcumque ; et quod hujusmodi hospicium numquam fuit aliquo modo in aliquibus libris seu registris librarum dñorum cardinalium pro tempore existentium olim de mandato felicitis recordationis pape Johannis XXII in hac civitate ordinarum ascriptum seu descriptum, neque alicui librate, in et de librata alicujus supradictorum cardinalium et potissime ipsius dñi Nicholai cardinalis, et quod ipsum hospicium ut tale et pro tali fuit et est habitum.

... Item quod idem hospicium a dictis temporibus semper per dominos et proprietarios ipsius hospicii, qui fuerunt et erant pro tempore familiares ipsorum dominorum et proprietariorum, seu inquilines aut conductores quibus ipsi domini et proprietarii hujusmodi hospicium locabant, ac pro ipsis tenere consueverunt...

(1) Le cardinal Gui de Malesec.

(2) Le cardinal Nicolas de Brancas

Item taliter et non alias hodieque etiam tenetur...

Item quod omnes familiares predictorum cardinalium, qui in dicta librata pro tempore moram traxerunt, et specialiter prelibatus cardinalis Albanensis, omiserunt et abstinerunt hujusmodi hospicium tenere in eoque morari...

Item quod a XXV annis circa et ultra, per spatiumque XXV annorum dni priores et conventus Cartusien., antedictum hospicium tanquam suum proprium tenuerunt... absque eo quod hujusmodi hospicium fuerit aut sit de et in aliqua librata...

Item... verum est, tam de jure quam etiam ex constitutione et statutis apostolicis, ac etiam de consuetudine et observantia in predicta civitate observatis, quod omnes et singule domus in ipsius civitate et curia existentes, fuerunt, erant et sunt semper et continue ab omni et quacumque librata atque omni et quocumque jugo et servitute librate predictorum cardinalium france et libere, nisi fuissent atque sint in libris seu registris in et super limitatione seu assignatione libratarum ipsorum cardinalium ordinatis descripte et designate, etiam esto et quamvis in ipsis domibus familiares ipsorum cardinalium habitassent...

Item... quod dictum hospicium nunquam in ipsis libris seu registris fuit designatum tanquam de librata...

(Les juges assignent alors jour pour les plaidoiries) :

In quoquidem termino... magister Guillelmus Grenerii, procurator conventus Cartusiens., declarationes exhibuit quorum tenor sequitur.

In primis ponit et probare intendit quod domus de qua agitur fuit libera ab omni servitute librate... Et ad hoc ostendendum ponit quod tempore dni pape Johannes XXII, fuerunt ordinate de ejus mandato et concensu civium Avin. certe librate pro cardinalibus, et in quaque librata certe domus servituti librate submissee seu supposite tam pro dnis cardinalibus quam pro eorum familia, fuerunt que dicte domus in certis registris posite, que registra sunt adhuc hodie tam penes dnum camerarium pape quam penes illos de villa.

Item quod licet quod dicta librata dni Albanensis tunc fuit ordinata, et certe domus servituti dicte librate que tunc vocabatur librata de cardinali de Columpna, fuerunt submissee et in registris supradictis designate, tamen domus de qua agitur remansit libera nec in registris reperitur scripta.

Item post ordinationem hujusmodi de libratibus sic factam, fuerunt ejecti dicti proprietarii ex domibus servituti librate submissis, fuerunt que dicte domus tradite incontinenti ipsis cardinalibus et precipue domus librate supradicte.

Item quod tempore dicti Johannis XXII, et ante, proprietaria dicte domus erat quedam honesta domina Milsada, relicta nobilis Berengarii Raymundi, militis, que una cum suis liberis in dicta domo habitabat tanquam in domo sua propria et paterna.

Item licet quod proprietarii domorum dicte librate fuerint ejecti de dictis domibus, tamen dicta Milsada in dicta domo semper remansit et inhabitavit usque ad tempus dni Benedicti XII, in quibus dictam domum alienavit ; habitavitque tanquam in domo libera et que servituti dicte librate non erat submissa.

Item ad ostendendum quod dicta domus sit libera... probare intendit dictus procurator quod, de consuetudine Curie Romane diuturne observata, fuit et est, quod quilibet cardinalis statim post assignacionem alicujus librate de novo sibi factam, in omnibus domibus que sunt de librata sua, super portas dictarum domuum, vel saltem in parietibus, ab extra, arma sua faciunt depingi ad notandum quod dicte domus sunt de librata ipsius cardinalis. Quod si inter domus librate, vel juxta, sit aliqua domus que non sit de librata, sive sit intra cancellos, sive extra juxta domos alicujus librate dni cardinalis, tunc consuevit abstinere a faciendo depingi arma sua in tali domo que non est de librata sua, ad denotandum quod talis domus est libera omni servitute librate, et ita fuit semper usum et ita hodie tenetur.

Item dicti dni cardinales qui pro tempore fuerunt in dicta librata et precipue dnus cardinalis Albanen. qui nunc est, sciens dictam domum fore liberam a servitute dicte librate se abstinuit a faciendo depingi arma sua in dicta domo.

Item dicti prior et conventus... ipsam domum quandoque per se ipsos habitaverunt, et post eam locaverunt personis que non erant de familia dominorum cardinalium qui pro tempore habitabant in dicta librata, non contradicentibus dictis cardinalibus, et precipue dno cardinali Albanensi.

Item ponit quod tempore Inocentii VI, quando societas gentium armorum erant in patria, isti prior et conventus Cartusien., seu fratres qui in dicto conventu erant pro tempore illo, se et bona sua retraxerunt in dicta domo nulla licencia a dno cardinali, qui pro tempore in dicta librata habitabat, petita.

Item postquam dicti fratres reversi sunt ad monasterium, et de tempore dni Urbani V, prior dictam domum tanquam liberam a servitute librate cujuscunque locavit certo precio bone memorie Petro tunc episcopo Uticensi (1), habitante in dicta librata domino Helia, episcopo Ostiensi cardinali (2). Dictus Uticensis episcopus non erat familiaris cardinalis Ostiensis, sed erat familiaris pape et frater bone memorie dni Guillelmi, titulo sancte Marie in Transtiberim presbiteri cardinalis (3), qui cardinalis manebat tunc in librata quam tenet nunc rev. pater dnus Auxitanus (4), et si dicta domus de librata alicujus exis-

(1) Pierre d'Aigrefeuille.

(2) Elias de S. Eredio (1363-1367)

(3) Guillaume I d'Aigrefeuille (1350-1369)

(4) Jean Flandrin (1390-1415)

teret, quod idem procurator negat, potius deberet esse de librata cardinalis Auxitanensis quam cardinalis Alban.

Item subsequenter, de tempore dicti Urbani V, post recessum dni episcopi Uticensis, dicti prior et conventus dictam domum tanquam liberam a servitute librate locaverunt nobili et potenti viro magistro Rodi, qui pro illo tempore erat castellanus Amposte et capitaneus hujus ville seu comitatus Venaissini (1).

Item nunquam fuit auditum quod dictus magister Rodi tempore illo esset familiaris alicujus dni cardinalis, et precipue cardinalis qui pro tempore in dicta librata habitabat.

Item de tempore Gregorii pape XI, dicti prior et conventus predictam domum ut liberam locaverunt nobili et potenti viro dno de Limolio ut persone que non erat de familia alicujus cardinalis.

Subsequenter de tempore dni Clementis VII, locaverunt dicti prior et conventus dictam domum illustri et potenti viro dno Comiti Gebenensi quondam (2), et post egressum ejus dno Johanni Rollando, episcopo Ambianensi (3), et post dno Cardinali Convenarum, tunc episcopo Conseranem (4), et demum illustri et potenti viro magistro Rodi, tanquam liberam et immunem a servitute librate.

Item in casum et eventum quod per partem adversam daretur quod bone memorie archiepiscopus Auxitanensis (5), frater cardinalis Magalonensis, habitaverit in domo de qua agitur, probat et probare intendit dictus procurator, quod dicta domus erat propria dictorum dnorum cardinalis Magalonensis et archiepiscopi Auxitanensis seu communis sibi et dno pape Innocentio VI, et quod dicti dni erant veri proprietarii seu directi domini dicte domus, quodque dictus dnus Auxitanensis habitabat in dicta domo tanquam in domo libera, communi fratribus suis et sibi, non autem tanquam in domo que esset aliquatenus de librata.

Item in casu quo probaretur per partem adversam, quod de domo cardinalis Albanensis fuerunt, pro tempore proterito, aliqui ingressus subterranei de cava, scilicet dicti dni cardinalis ad cavam domus de qua agitur, vel etiam aliqui ingressus per cameram magistri Guillelmi Domenici qua etiam protenditur in domo dicti cardinalis ad domum de quo agitur, vel alii ingressus quicumque, po-

(1) Fernand d'Hérédia, chevalier de Rhodes, grand prieur de Castille.

(2) Pierre, comte de Genève, frère de Célment VIII.

(3) Jean Rolland, créé évêque d'Amiens 3 janvier 1376, † 17 déc. 1383.

(4) Bertrand de Cosnac.

(5) Arnaud Aubert, archevêque d'Auch, frère du cardinal Ardoïn Aubert.

nit dictus procurator quod tales ingressus facti fuerunt de tempore quo habitabat in dicta librata dictus cardinalis Magalonensis, et tempore quo jam ipse et fratres sui erant domini dicte domus et non ante vel post.

Item quod quando est aliquis cardinalis qui habet domum propriam sive communem cum aliquo fratre suo juxta domum librate sue, etiam si dicta domus non sit de librata ejusdem cardinalis, consuevit facere fieri aditus in tali domo ut in illa possit habitare vel adire fratrem suum et e contra.

Item ponit quod statim postquam dnus Magalonensis dictam libratam dimisit, quod omnes tales ingressus subterranei vel alii fuerunt clausi...

Item .. dnus papa Urbanus V declaravit dictam domum fuisse et esse liberam ab omni servitute, voluitque quod per habitationem seu mansionem factam vel fiendam per quemcumque familiarem cujuscumque cardinalis, dicta domus non supponeretur alicui servitium librate sicut per bullam dicti pape clarius probatur cujus tenor sequitur :

Urbanus... Arnaldo archiepiscopo Auxitanensi, et dilectis filiis priori et conventui monasterii Vallisbenedictionis Cartusien.... Exhibita nobis vestra petitio continebat quod vos quoddam hospicium situm in parrochia, S. Agricole, cui coherent ab oriente hospicia heredum Petri Alexandri ac heredum Henrici de Turre et hospicium quod fuit Petri Porcheti, et quedam transversia, et ab occidente claustrum ac cimiterium ecclesie prelibate, et a meridie via publica qua de magno macello ad ecclesiam ipsam itur et a septentrione viam publicam qua de domo quam nunc inhabitat R.F.N. Helias, episcopus Ostiensis itur ad ecclesiam antedictam ; nuper ven. fratri nostro episcopo Uticensi usque ad beneplacitum nostrum duntaxat per eum tenendum et habitandum pro certo precio locavistis ; unde nobis humiliter supplicastis, ut cum idem hospicium sit liberum ab omni librata cujuscumque cardinalis, et dictus episcopus sit de nostro hospicio ac dilecti filii nostri Guillelmi, titulo sancte Marie in Transtiberim presbiteri cardinalis, frater, dignaremur vobis de oportuna providere cautela quod propter habitationem dicti episcopi in hospicio supradicto vobis non fiat prejudicium in posterum quin ipsum episcopum vel alium quemcumque, si forsitan post eum dictum hospicium quandocumque vobis placuerit licentiare de dicto hospicio, illud ad manus vestras reducere, et tenere aut alteri locare, seu ad inhabitandum concedere libere et absque servitute alicujus librate valeatis. Nos igitur, vestre petitioni annuentes, locacionem hujusmodi factam ad vestrum beneplacitum, ut prefertur, ratam et gratam habentes, ordinamus quod idem episcopus, vel alius quicumque, ratione nostre familiaritatis, sive cardinalis ejusdem fraternitatis, societatis, seu etiam familiaritatis, seu alio quocumque titulo vel colore, dictum hospicium contra vestrum beneplacitum nequeat retinere, ipsoque episcopo hospicium dictum quomodolibet dimictente, nullus noster vel apostolice sedis, aut dicti Guillelmi cardinalis familiaris, seu de librata cujuscumque cardinalis, episcopus aut alius quicumque cortesanus vel civis Avin. aut quivis alius, cujuscumque status vel condicionis, eciam si sancte romane ecclesie cardinalis existat, per se, vel alium, seu alios, illud quocumque colore vel titulo absque vestra spontanea licencia et expressa locacione et con-

cessione habitare presumat. Nulli ergo... Datum Avinioni, XIII kalen. julii, pontificatus nostri anno primo.

Petit igitur dictus procurator per vos dominos iudices diffinitivam sententiam...

(Tenor sententie) : Christi nomine invocato, pre oculis habentes solum deum, de peritorum consilio per hanc nostram diffinitivam sententiam declaramus predictam domum esse liberam et immunem ab omni servitute librate...

Pronunciata hec sententia in sancto Agricola, hora vesperorum... anno 1398, die jovis XXVII junii.

(Arch. de Vaucl., chap. saint Agricola, G. 12, carton VII.

Délibération capitulaire pour agrandir l'église de Notre-Dame-des-Doms.

3 mars 1315.

In nomine Domini Jhesu Christi. Amen. Anno incarnationis ejusdem millesimo tricentesimo quinto decimo, die tertia mensis Martii. Noverint universi et singuli quod reverendus in Christo pater dominus Jacobus, Dei gratia, Avinionensis electus et venerabiles ac religiosi viri domini Alazardus, sacrista, Guillelmus Garunculi decanus administrator, Raimundus de Bulbone, eleemosinarius, Petrus Riccavi, infirmarius, Guillelmus Marini, operarius, Gausbertus de Ruppe precentor, Bertrandus Raynoardi, Jacobus Hugonis, Raimundus Amici, Guillelmus Lance, Johannes Catalani, Petrus Ricavi, Raimundus de Codolis, canonici Avinionensis ecclesiæ, de expressa ipsius domini electi licentia et idem dominus electus unacum eis capitulum seu strictum consilium facientes in loco infrascripto, voluerunt, concesserunt et ordinaverunt, prospecta utilitate ipsius ecclesiæ et eminente necessitate ejusdem considerata, unanimiter et expresse quod ecclesia predicta « per edificium et renovationem » ipsius vel alias eo validiori et meliori modo et forma, quibus fieri poterit, augmentetur et protendatur videlicet : a parte sacristie quantum protenditur crota una in qua sacrista cameram facere consuevit et, ex alio latere, a parte ecclesiæ sancti Stephani quantum protenditur sacrarium et ultra usque ad primam portam domus preposituræ. Qui quidem dominus Alazardus sacrista predictus ibidem, de voluntate et assensu predictorum domini electi et capituli, pro augmento hujusmodi concessit, dedit in perpetuum et libere assignavit dictam cameram quæ quidem est in introitu sacristiæ et ultra hoc, vestibulum et sacrarium ad dictam sacristiam pertinentia supradicta, volentes ipsi dominus electus, sacrista et capitulum suprascriptum omnia premissa et singula valere et habere solidam semper et validam roboris firmitatem ac tenere, servare effectualiter complere, et nullatenus contraire inviolabiliter et solemniter promittentes et de his requirentes per me notarium sibi fieri publicum instrumentum.

Acta sunt haec Avinioni in hospicio Domini Guillermi de Reali, militis, in camera inferiori, subtus aulam ipsius hospitii in qua dictum capitulum fuerat ad premissa specialiter congregatum, presentibus testibus dominis Armando de Vernone, officario Avinionensis, Arnaldo de Capdenaco, iudice episcopatus et vice officario Avignonensi, Ludovico de Petragossa etiam vice officario, ad haec vocatis et rogatis. Et me Bernardo de Leverone, clerico, auctoritate prefati domini electi publico notario civitatis et episcopatus Avinionensis predicti qui haec sumpsit, scripsi et redegei, signoque meo signavi.

(Original : Arch. de Vaucluse. G. Fonds de l'archevêché d'Avignon. Aureum vidimus, f° 49).

Bulle du pape Jean XXII pour l'agrandissement du palais épiscopal.

13 décembre 1316.

Johannes episcopus servus servorum Dei, ad perpetuam rei memoriam. Ad mensae episcopalis ecclesiae Avinionensis augmentum sollicitis studiis intendentes, illa paterna benivolentia promovemus, per quae status ejus gratis commodis augeatur. Volentes itaque ut « Domus seu Palatium episcopale » ipsius ecclesiae, prout decens et congruum fore dinoscitur, ampliatur, eleemosinariae ac prepositurae novae ipsius ecclesiae Avinionensis hospitii dictae domui seu palatio episcopali contigua, videlicet hospitium dictae eleemosinariae cum hospitali, viridario, domibus et pertinentiis suis, prout protenditur : a prima porta dicti palatii usque ad domum Alfanti Serralherii et inde, usque ad domum et viridarium Guillelmi Pontii de Toro, et dictum hospitium prepositurae cum viridario, casali, domibus et pertinentiis suis, prout protenditur, a choro ecclesiae Sancti Stephani usque ad caput Gradarii, et inde, per rectam lineam descendendo, usque ad portam de Trulhatio, via libera, prout est, remanente, eidem mensae per dilectum Jacobum, electum Avinionensem et successores suos episcopos Avinionenses qui pro tempore fuerint, perpetuo habenda, tenenda et etiam possidenda auctoritate apostolica, de speciali gratia, in perpetuum concedimus, annectimus et unimus. Eidem electo nichilominus nanciscendi, apprehendendi et retinendi, auctoritate propria, per se vel per alium seu alios, corporalem possessionem hospitiorum hospitalis, viridariorum ac jurium et pertinentiarum predictarum, assensu cujuslibet minime requisito, plenam potestatem et liberam tribuentes.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostrae concessionis, annexionis, unionis et donationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem Omnipotentis Dei et Beatorum Petri et Pauli Apostolorum ejus se noverit incursum.

Datum Avinioni, Idus decembris, Pontificatus nostri anno primo.

(Original en double, scellé d'une bulle de plomb sur lacs de

soie rouge et jaune. Arch. de Vaucluse, Fonds de l'Archevêché.
« Bull. », f° 13 et 14) — Copie : « Aureum vidimus », f° 26-28.

Bulle de Jean XXII, pour l'annexion de l'église Saint-Etienne
sous Avignon au palais épiscopal.

Décembre 1317.

Johannes, episcopus servus servorum Dei. Dilectis filiis universis parrochianis ecclesiae Sancti Stephani Avinionensis, salutem et apostolicam benedictionem. Devotionis vestrae sinceritas promeretur ut illa vobis favore benevolo concedamus per quae vestrae salutis commoda procurentur. Cum itaque parrochiam ecclesiam Sancti Stephani Avinionensis, in qua vos ecclesiasticam sepulturam habetis, ex necessaria et utili causa domui seu palatio episcopali ecclesiae Avinionensis dudum autoritate apostolica in perpetuum duximus annectendam (vobis libero ipsius ecclesiae cimiterio reservato), nos considerantes attentius quod vestrae salutis, quam paterno zelamus affectu, non expedit commodis sine parrochiali ecclesia in qua divina audire possitis officia et ecclesiastica recipere sacramenta quomodolibet remanere, vestris supplicationibus inclinati, vobis capellam ecclesiae Sanctae Mariae Magdalenae ipsius loci de Avinione, per dilectos filios abbatem et conventum monasterii Sancti Andree, Avinionensis diocesis, qui olim jus in ea patronatus habebant, eidem ecclesiae et episcopatu Avinionensi concessam, vobis et successoribus vestris ad divina hujusmodi officia audienda et recipienda ecclesiastica sacramenta autoritate praedicta perpetuo deputamus, vobis nihilominus concedentes ut in eadem ecclesia Sanctae Mariae Magdalenae eadem officia divina audire et ecclesiastica sacramenta recipere valeatis. Nulli ergo omnino hominum hanc cartam nostrae deputationis et concessionis infringere, etc...

Datum Avenione, Idibus decembris, Pontificatus nostri anno secundo.

(Origine : Nougulier. • Hist. chronolog. des Evêques d'Avignon • p. 104).

1318-1322

Achats d'immeubles et de terrains faits par les vicaires généraux du pape Jean XXII et en son nom pour l'agrandissement du palais épiscopal.

26 Juin 1318.

Notum sit et noverint universi quod, anno a Nativitate Domini millesimo trecentesimo decimo octavo, viginti (sic) sexto die junii, indictione prima, pontificatus sanctissimi Patris et Domini nostri Domini Johannis, digna Dei provi-

dentia papae XXII, anno secundo, Bertrannus Armelli, civitatis Avinionensis, omni dolo, vi, fraude cessantibus, ut dixit, recognovit se habuisse a venerabili et discreto viro Domino Gasberto de Valle, Meldensi canonico vicarioque in temporalibus et spiritualibus episcopatus Avinionensis, auctoritate apostolica deputato, presente ibidem, et contenta et singula in hoc instrumento pro se et episcopatu Avinionensi recipiente, videlicet sex vigentilibras Turonensium parvorum, pro pretio cujusdam hospitii venditi per dictum Bertrandum dicto domino vicario, nomine et ad opus episcopatus Avinionensis, quod hospitium situm est, ut dixit, Avinione et confrontatur, ex una parte, cum hospitio Guillelmi Radulphi et ex alia cum hospitio Eleemosinae Avinionensis et si qui alii sint confines ; de qua pecuniae summa predicta dictus Bertrandus soltavit et quitavit dictum dominum vicarium et bona sua, nomine episcopatus Avinionensis et bona etiam dicti episcopatus fecit idem Bertrandus dicto domino vicario nomine quo supra de non petendo aliquid ab eodem dicto domino vicario, ratione summae pecuniae superius expressatae et renunciavit dictus dominus Bertrandus super premissis exceptioni non habitae pecuniae predictae non sibi numeratae, non traditae, non receptae et spei numerationis futurae, errori calculi, omni traditioni libelli, copiae instrumenti et omni alii juris rationi et facto quibus contra premissa venire posset et se in posterum deffendere vel tueri.

Acta fuerunt haec Avinioni, infra clausuram Palatii Domini nostri papae, testibus presentibus ad haec vocatis domino Ludovico de Petragrossa jurisperito, Francisco Adreh, Petro Ortolani, Avinionensis dyocesis.

Et ego Geraldus de Concoreto clericus Caturcensis dyocesis, publicus auctoritate apostolica tabellio, premissis omnibus et singulis una cum dictis testibus presentialiter interfui et haec scripsi et recepi signoque meo solito signavi requisitus.

(Original : Arch. de Vaucluse. G. Fonds de l'archevêché, Cartul, t. I, fo 8. — Copie « Aureum vidimus », fo 49).

27 juin 1318

Noverint universi quod anno a Nativitate Domini millesimo trecentesimo decimo octavo, die vigesimo septimo junii, indictione prima, Pontificatus sanctissimi Patris et domini nostri domini Johannis digna Dei providenter clementia papae XXII, anno secundo, Alazia Guesa nomine tutoris Antonini Martini filii sui, quondam filii Stephani Martini deffuncti et Petrus Martini frater dicti Antonini per se recognoverunt se habuisse a venerabili et discreto viro domino Gasberto de Valle, vicario Episcopatus Avinionensis in spiritualibus et temporalibus, auctoritate apostolica deputato, absente, domino Ludovico de Petragrossa juris perito presente ibidem pro dicto absente et me notario infrascripto stipulante et recipiente contenta et singula in hoc instrumento pro dicto absente, ratione mei publici officii, videlicet quadringentas et viginti libras Turonensium parvorum pro pretio cujusdam domus per ipsam Alaziam, nomine quo supra et per dictum Petrum, venditam domino vicario predicto, nomine et ad

opus Episcopatus predicti Avinionensis ; quae domus sita est Avinione et confrontatur ex una parte cum hospitio magistri Roberti Bedelli et ex alia cum hospitio magistri Daudati Petri, notarii et si qui alii sint confines. De qua pecuniae summa predicta, dicta mater et filiussoltaverunt et quitaverunt dictum dominum vicarium et ejus bona necnon et bona dicti episcopatus et fecerunt dicta mater et filius pactum de non petendo aliquid in posterum a dicto domino vicario, etc.

Acta fuerunt haec Avinioni in hospitio in quo latere fovet dictus dominus Ludovicus.

(Original : Ibid. Copie « Aureum vidimus », fo 49).

4 Juillet 1318.

Notum sit quod anno a Nativitate Domini millesimo trecentesimo decimo octavo, die quarta mensis Julii indictione, etc . . . dominus Ferarius Peyrusola, juris peritus civitatis Avinionensis, recognovit se habuisse a venerabili et discreto viro Gasberto de Valle, archidiacono Caturcensis vicarioque Episcopatus Avinionensis in spiritualibus et temporalibus, auctoritate apostolica deputato, absente, me notario publico infrascripto stipulante et recipiente contenta et singula in hoc instrumento, pro dicto domino absente, ratione mei publici officii videlicet nonagenta libras Turonensium parvorum, pro pretio cujusdam hospitii per dictum Ferrarium venditi dicto domino vicario, siti Avinione, in traversia Raynaudorum, juxta hospitium Raymundi Chambardi ex una parte et juxta viridarium prepositurae Avinionensis et si qui alii sint confines...

Acta fuerunt haec Avinioni, in operatorio dicti domini Ferrari, etc...

(Original : Ibid. - « Aureum vidimus », fo 50).

4 Juillet 1318.

Notum sit quod anno a Nativitate Domini millesimo trigentesimo octavo decimo, die quarta mensis Julii, indictione prima, pontificatus... Raymundus Chambaut, civis Avinionensis, non vi vel dolo inductus, ut dixit, recognovit se habuisse a venerabili et discreto viro domino Gasberto de Valle archidiacono Caturcensi, vicarioque generali episcopatus Avinionensis in spiritualibus et temporalibus, auctoritate apostolica deputato, absente, me notario publico infrascripto stipulante et recipiente contenta et singula in hoc instrumento pro dicto absente, ratione mei publici officii, videlicet centum et decem libras Turonensium parvorum, pro pretio cujusdam hospitii venditi per dictum Raymundum, dicto domino vicario, nomine et ad opus dicti episcopatus, quod hospitium situm Avinioni et confrontatur, ex una parte, cum hospitio Raynoardi de Valriaco et ex alia, cum hospitio domini Ferrarii Peyrusole et si qui alii sint confines. De qua pecuniae summa predicta, idem solvavit et quitavit dictum dominum vicarium et ejus bona, necnon et bona dicti episcopatus.

Acta fuerunt haec, Avinioni, in domo, in qua moratur idem Raymondus. Testibus, etc...

(Original : Archiv. de Vaucluse. G. Fonds de l'archevêché d'Avignon. Cartul, t. I, f° 8. - Copie. « Aureum vidimus », f° 50).

4 Juillet 1318.

Notum sit quod anno a Nativitate Domini millesimo tricentesimo decimo octavo, die quarta mensis julii, indictione prima, pontificatus, etc... Johannes de Nantuaco, scriptor Avinionensis, recognovit se habuisse a venerabili viro domino Gasberto de Valle, vicario episcopatus Avinionensis in spiritualibus et temporalibus, auctoritate apostolica deputato, absente, me notario publico infrascripto stipulante contenta et singula in hoc instrumento pro dicto absente, ratione mei publici officii, videlicet septuaginta libras Turonensium parvorum pro pretio cujusdam hospitii venditi per ipsum dicto domino vicario, nomine et ad opus dicti episcopatus, quod hospitium situm est Avinioni, in traversia Raynoardorum, juxta hospitium domini Ferrarii Peyrusole ex una parte et juxta viridarium Guillelmi de Thoro et si qui alii sint confines. De qua pecunia, etc...

Acta fuerunt haec Avinioni, in operatorio dicti domini Ferrarii. Testibus, etc...

(Original : Ibid. - Copie : « Aureum vidimus », f° 50)

10 Juillet 1318

Notum sit quod, anno a Nativitate Domini millesimo tricentesimo octavo decimo, decima die mensis julii, indictione prima pontificatus, ... etc. Imbertus Raynoardi, domicellus de Avinione, recognovit se habuisse a venerabili et discreto viro domino Gasberto de Valle, vicario generali episcopatus Avinionensis in spiritualibus et temporalibus, auctoritate apostolica deputato, ibidem presente et contenta in hoc instrumento pro se et Avinionensi ecclesia recipienti, videlicet sexcentas et quinquaginta libras Turonensium parvorum, pro pretio cujusdam hospitii per dictum Imbertum venditi dicto domino vicario, nomine et ad opus dicti episcopatus, quod hospitium situm est Avinioni, in carreria Raynoardorum juxta carreriam publicam dicti loci et juxta hospitium heredum Guigonis Raynoardi quondam domicelli, et si qui sint alii confines. De qua peccuniae summa...

Acta fuerunt haec Avinioni, in domo thesaurariae dicti domini papae. Testibus presentibus ad haec vocatis dominus Ademaro Amelii, thesaurario dicti domini papae, Ludovico de Petragrossa, jurisperito, etc...

(Original : Ibid - Copie : « Aureum vidimus ». f° 51).

25 Juillet 1318

Notum sit quod, anno Domini millesimo tricentesimo octavo decimo, die XXV mensis julii, indictione prima, pontificatus, ... Petrus Andree de Avinione recognovit se habuisse a venerabili et discreto viro domino Gasterbo de Valle, archidiacono Caturcensi, vicarioque generali episcopatus Avinionensis in spiritualibus et temporalibus, auctoritate apostolica deputato, presente ibidem et contenta in hoc instrumento pro se et Avinionensi ecclesia recipiente et stipulante, videlicet viginti et quinque libras Turonensium parvorum pro pretio cujusdam hospitii situm est Avinioni, in carreria Raynoardorum, juxta hospitium Symonis Gyperii ex una parte et juxta carreriam dicti loci et si qui sint alii confines. De qua peccuniae summa...

Acta fuerunt haec Avinioni, in domo thesaurariae domini nostri papae. Testibus vocatis dominus Ademaro Amelii thesaurarii dicti domini nostri papae, Guilhelmo Granols, etc...

(Original : Ibid. - Copie : • Aureum vidimus •. fo 51).

25 Juillet 1318.

Notum sit quod anno domini millesimo trecentesimo octavo decimo, indictione prima, pontificatus, etc. Symon Gyperii habitator Avinionensis recognovit se habuisse ... videlicet quindecim libras Turonensium parvorum pro pretio cujusdam hospitii dicto domino vicario venditi per dictum Symonem, nomine et ad opus dicti episcopatus Avinionensis, quod hospitium situm est Avinioni, in carreria Raynoardorum, juxta carreriam publicam dicti loci ex una parte et justa hospitium de Nalaura Guesa, ex alia parte. Et si qui sint alii confines. De qua peccuniae summa...

Acta fuerunt haec Avinioni, in domo thesaurariae domini nostri papae. Testibus dominus. Ademaro Amelii thesaurarius dicti domini papae.

(Original : Ibid. - Copie : « Aureum vidimus » fo 51).

13 Mars 1319

In nomine Domini. Amen. Anno ejusdem millesimo tricentesimo decimo nono, die tricesima mensis Maii, indictione secunda pontificatus..., etc... Noverint universi presens instrumentum inspecturi quod in mei notarii et testium subscriptorum presentia constitutus personaliter Petrus Ancelli, piperarius de Avinione pro se et suis successoribus universis, bona fide et sine dolo, omni fraude remota, vendidit titulo purae, perpetuae et perfectae ac irrevocabilis venditionis, tradidit et concessit venerabili viro domino Gasberto de Valle, archidiacono Caturcensi domini nostri papae predicti thesaurario et episcopatus Avinionensis in spiritualibus et temporalibus vicario generali, presenti et recipienti,

vice et nomine ecclesiae et episcopatus Avinionensis scilicet episcopi qui est pro tempore, triginta solidos Turonensium parvorum et unam gallinam censualem cum directo dominio quos et quam serviebat et servire tenebatur Johannes de Nantuaco, scriptor, annuatim, pro quodam hospitio, sito in parrochia sancti Symphoriani Avinionensis, quod hospitium confrontatur ex una parte « ad Ruppem Palatii Episcopalis » et ex alia parte cum viridario Guillelmi Pontii de Thoro...

.....

Acta fuerunt haec, Avinioni, in domo veteris sacristiae episcopalis anno, die, mense, indictione et pontificatu predictis. Presentibus venerabilibus viris dominus Ademaro Amelii, succentore ecclesiae Albiensis, Petro Riccavi, Avinionensis sacrista, etc...

(Original: « Aureum vidimus », fo 82 ro).

30 Mai 1319.

In nomine Domini. Amen. Anno ejusdem millesimo tricentesimo decimo nono, tricesima die mensis Maii, indictione secunda, pontificatus, etc... Noverint universi presentes pariter et futuri quod in mei notarii et testium subscriptorum presentia personaliter constituta nobilis domina Nonas Brige, filia quondam domini Augerii Brige, militis de Avinione, pro se et suis successoribus omnibus, bona fide et sine dolo, omni fraude remota, vendidit et titulo pure, perpetuae ac irrevocabilis venditionis tradidit et concessit venerabili viro domino Guasberto de Valle, archidiacono Caturcensi, domini nostri papae predicti thesaurario et episcopatus Avinionensis in spiritualibus et temporalibus vicario generali, presenti et recipienti, vice et nomine ecclesiae et episcopatus Avinionensis, scilicet triginta sex solidos parvorum Turonensium censuales cum directo dominio, quos sibi serviebant et servire tenebantur annuatim Ferrarius Peyrussole et Raymundus Chabaudi, cives Avinionenses, pro duobus hospitibus sitis in civitate Avinionensi, in parrochia Sancti Symphoriani; quae hospitia « unita sunt viridario Palatii Episcopalis Avinionensis ».

.....

Acta fuerunt haec Avinioni, in sacristia veteris episcopalis, anno, die, mense prout indictione et, predictis, Presentibus, etc...

(Original parchemin, Archiv. de Vaucluse, G. Fonds de l'archevêché d'Avignon. « Diversorum Avinionis », 1188, fo 77).

12 Février 1322.

In nomine Domini. Amen. Anno a Nativitate, millesimo tricentesimo vice-

simo secundo, indictione quinta, die duodecima mensis Februarii, Pontificatus, etc...

Noverint, etc., quod Guillelmus et Hugo de Thoro, fratres, domicelli de Avinione, etc., vendiderunt..., domino Gasberto de Valle... « pro augmento Palatii Episcopalis », videlicet quoddam viridarium cum omnibus introitibus et exitibus suis ac aliis juribus et pertinentiis universis « quod dixerunt esse contiguum Palatio supradicto » et confrontari ex una parte cum hospitio ipsorum fratrum vendentium, ex alia parte cum viridario dicti Palatii quod fuit Pontii Bona quondam, ex alia parte cum hospitiiis quae fuerunt domini Ferrarii Peyrussole quondam et ex alia parte cum dicto Palatio... pro pretio octuaginta libras Turonensium parvorum.

Acta sunt haec Avinioni, « infra Papale Palatium », in camera habitationis dicti domini vicarii. Testibus, etc...

(Original parchemin : Archiv. de Vaucluse. Archevêché d'Avignon. « Diversorum Avinionis », 1188, fo 80).

Statuts de la Corporation des Fabricants de Chandelles

(Archives municipales d'Avignon, Notaires de la ville, reg. 5.
Etendues de M^r Antoine Bonaudi, fol. 81-85.)

Preconisationes curie

1^o. — Et primo, quod omnes candelerii debeant et teneantur abinde inantea de uno bono et sufficienti ceupo operari tantum in eadem candela et absque mixtione ceupi porcorum, triperiorum et pasticeriorum, necnon de bono et sufficienti cotone, et hoc, sub pena XXV librarum, et accusator habebit terciam partem.

2^o. — Item, quod nulla persona cujuscumque conditionis existat, audeat seu presumat vendere libram candelarum ceupi ultra decem et octo denarios currentes aliquo tempore anni, sub pena pro vice et qualibet persona XXV librarum et admissionis candelarum et habebit denunciants quartam partem.

3^o. — Item, quod nulla persona cujuscumque status aut conditionis existat, audeat seu presumat abinde inantea, per se vel alium, seu alios, emere seu emi facere aut alias titulo permutationis seu alia quavis ratione acquirere ceupum, nisi sit candeleriu faciens et tenens candelas publice ad vendendum continue Avinioni in sua appotheca, et hoc, sub pena XXV librarum, et habebit denunciants quartam partem.

4^o. — Item, quod nullus macellarius aut quevis alia persona extranea vel privata audeat seu presumat per se vel alium seu alios, vendere seu cambiare aut aliter contrahere ceupum alicui persone nisi candelariis facientibus et tenentibus publice in Avinioni in eorum appothecis candelas ad vendendum, et hoc, sub pena XX librarum et habebit denunciants quartam partem.

5^o. — Item, quod nulla persona cujuscumque status aut conditionis existat, abinde inantea audeat seu presumat per se vel alium extrahi facere ceupum extra presentem civitatem Avinionensem, et hoc, sub pena XXV librarum, et habebit denunciants quartam partem.

6^o. — Item, quod nullus candelerius audeat seu presumat abinde inantea emere per se vel alium vel alios grayssiam coctam ab aliquo pasticerion vel

triperio, vel porcaterio, aut alia quacumque persona, et hoc, sub pena XXV librarum, et habebit denuncians quartam partem.

7º. — Item, quod nullus macellarius aut alia quevis persona extranea vel privita, cujuscumque condicionis existat, audeat seu presumat abinde inantea vendere cargam ceupi mutonis ultra summam duodecim florenorum currentium, et cargam ceupi bovis ultra summam undecim florenorum cum dimidio; nec aliquis candelerius aut alia quevis persona emere ultra dictam summam sit ausa, sub eadem pena XXV librarum, et habebit denuncians quartam partem.

8º. — Item, quod candelerii predicti teneantur et debeant ceupum dictorum macelleriorum Avinionis recipere quocumque tempore, tam in estivo quam in hieme, eodem precio, videlicet pro carga ceupi mutonis duodecim florenorum et bovis undecim florenorum cum dimidio, et hoc, sub pena XXV librarum, et habebit denuncians quartam partem.

9º. — Item, quod nulla persona audeat seu presumat emere aliquam schahutam ceupi mutonis neque bovis ultra duos tabulas macelli, et hoc, sub pena XXV librarum, et habebit denuncians quartam partem.

**Sequuntur additiones per Johannem Ingelnini,
alias belabocha, conbajulum artis candelerie date, etc...**

10º. — Et primo, sint contenti ipsi bajuli moderni nominibus predictis exonerare ipsos macellarios juxta primas ordinationes de ceupo eorum proprio fraude cessante, non obstante quod ipsi macellarii fregerunt ipsas ordinationes, quia sunt aliqui macellarii qui hoc anno dederunt cargam ceupi pro novem et pro decem florenis, aliqui alii qui nolunt dare ipsam cargam ceupi minori precio tresdecim florenorum vel tresdecim florenorum cum dimidio, prout fecerunt anno lapso. Et ideo, ipsi macellarii venerunt et fregerunt ipsas ordinationes et non ipsi candelerii.

Quare ipsi baiuli, nominibus predictis, protestantur quod petitiones ipsorum candeleriorum tam supra quam infrascripte et etiam prime publicate per dictam curiam observentur et observari decretentur si eisdem dominis officiariis videatur fore observandas, alias non ut sequitur.

11º. — Item, quod nulla persona cujuscumque status aut conditionis existat tenens apothecam artis candelerie publice vel alias per se vel aliam interpositam personam sit ausa dare vel dari facere libram candelarum ad menutum vendendarum minori precio decem et octo denariorum et ad grossum utpote quarteyronum quintalis ipsarum candelarum minori precio decem et septem grossorum eciam vendendarum alicui revenditori nec alicui alteri juxta dictas primas ordinationes per dictam curiam diu est publicatas, et etiam juxta statutum municipale super hoc aditum; et hoc, sub pena centum solidorum turo-

nensium et confiscacionis ipsarum candelarum ceupi in qualibet vice pro quemlibet contrafacientem incurrenda et applicanda fisco presentis curie per medietatem et per aliam medietatem confratrie artis ipsorum candeleriorum, dum tamen denunciatio veniat ex parte artis ipsorum candeleriorum seu alicujus ipsorum, et si veniret ex parte non existentis de arte, quod tunc habeat ille denunciatus quartam partem et confratria predicta aliam quartam partem.

12º. — Item, quod nulla persona cujuscunque status vel condicionis existat non tenens apothecam apertam non audeat neque presumat facere neque fieri facere candelas ceupi, nisi tantum pro usu suo, et quod tales persone sic candelas facientes eisdem personis inhibeat prout per presentes ordinationes inhibeat sub penis predictis et confiscacionis hujusmodi ceupi et candelarum, ne a cetero illas candelas aliquis alius quam candelarius publice apothecam apertam tenens faciat seu fieri faciat pro usu suo duntaxat, et habeat denunciatus ut in precedenti declaratur.

13º. — Item, quod omnes candelarii debeant et teneantur et ipsorum quilibet teneatur capere suam ratam ceupi macellariorum predictae civitatis Avinionensis, absque aliquali recusatione tam de presenti ceupo quam futuro juxta deliberationem et cognitionem dictorum bajulorum artis candelaria tam presentium quam futurorum et precium ejusdem nemeratim expedire eidem macellario presentis civitatis Avinionensis vel cum eodem macellario amicabilem convenire ita quod ab eisdem bajulis candelarie ipsi macellarii nichil petere possint, sub dicta pena centum solidorum et habeat denunciatus ut in precedenti declaratur.

14º. — Item, quod quilibet candelarius et candelaria ceupi tenentes publice vel alias apothecam candelarie teneantur et debeant incontinenti quod emerint ceupum a mercatore forensi infra presentem civitatem Avinionensem, denunciare et revelare ipsam emptionem ipsius ceupi ipsis baiulis candeleriorum presentibus vel futuris ad fines quod ipsi bajuli possint ipsum tale ceupum dividere cuicumque candelario tenenti apothecam candelarie in dicta civitate Avinionensi ceupo indidenti ad eo quod quilibet candelarius sit provisor secundum suas facultates et etiam ad fines tenendi provisoriam suam apothecam et ipsam civitatem de candelis in quacumque parte civitatis maneat, sub dicta pena centum solidorum, et habeat denunciatus ut in precedenti declaratur.

15º. — Item, quod ipsi bajuli artis candelarie tam presentes quam futuri teneantur et debeant et sint astricti quolibet mense legaliter visitare omnes apothecas ipsius artiscandelarie et omne opus candelarum videre juste et stricte judicare super sufficientiam ipsarum candelarum et eandem sufficientiam aut insufficientiam alteri ex quatuor notariis criminalibus, qui cum ipsis bajulis personaliter intersit, intimare seu referre, sub dicta pena centum solidorum, et habeat denunciatus ut in precedenti declaratur.

16º. — Item quod nulla persona cujuscunque status aut condicionis existat audeat seu presumat a cetero levare apothecam artis candelarie, nisi sit exa-

minata et approbata per bajulos artis candelarie tam presentes quam futuros, et quando talis persona fuerit sufficiens repperta et abilis in ipsa arte candelarie, quod tunc talis persona possit et valeat per semetipsam levare, habere et tenere apothecam appertam de arte candelarie, et non cum quacumque alia persona que non sit de arte ipsa dicte candelarie. Et hob, sub pena XXV librarum, et habebit denunciants dum tamen denunciatio veniat ex parte candeleriorum seu alterius ipsorum, et si veniret ex parte alterius qui non esset de arte candelarie, et quod tunc habeat ille denunciants quartam partem et confratria dicte artis candelarie etiam habeat aliam quartam partem.

17º. — Item, quod si contingeret in futurum quod aliquis filius magistri artis candelarie de presenti civitate seu filius alicujus ex magistris artis candelarie qui nunc sunt vel esse poterunt in futurum de extra civitatem qui addiscerit ipsam artem candelarie in eadem civitate vel alibi, quod talis filius possit et valeat tenere apothecam in loco sui patris de ipsa arte candelarie non servata forma ordinacionis precedentis, sub dicta pena centum solidorum, et habebit denunciants ut in precedenti declaratur.

18º. — Item, quod si aliquis magister vel filius magistri ipsius artis candelarie conjugatus decederet sine herede, quod eo casu adveniente relicta talis magistri defuncti possit et valeat manutenere ipsam apothecam dicte artis candelarie et facere operari de ipsa arte candelarie in ipsa apotheca vel alibi, donec et quousque fuerit talis relicta maritata cum alico homine qui non sit de ipsa arte candelarie, quia, eo casu sic adveniente, talis relicta que convolaret ad secundas nuptias cum non artista ipsius artis candelarie, quod tunc talis relicta non possit neque veleat tenere ulterius ipsam apothecam nec sit ausa a tunc cetero facere operari de ipsa arte in predicta civitate Avinionensi, sub dicta pena centum solidorum et habebit denunciants ut in precedenti declaratur.

19º. — Item, quod cum ut supra fuerit prohibitum quod nullus candelerius sit ausus emere nec emi facere cargam ceupi mutonis ultra summam duodecim florenorum et cargam ceupi bovis ultra summan undecim florenorum cum dimidio, quare dicti candelerii non sunt ausi emere ceupum forense dum apportatur in presenti civitate Avinionensi pro vendendo per mercantorem forensem ultra dictas summas, quare in quantum concernit ceupum forense cui non potest bono modo imponi precium, quod dicti candelerii possint emere dictum ceupum forense absque incurrendo penas suprascriptas pretio quo poterint convenire seu concordare cum mercatore forense, quia propter hoc non vendent dicti candelerii libram dictarum candelarum ultra decem et octo denarios, restante dicta preconisatione sine prohibitione in ejus robore et firmitate quoad ceupum macellariorum presentis civitatis Avinionis, sub dicta pena centum solidorum et habebit denunciants ut in precedenti declaratur.

Et hic est finis dictorum capitulorum.

Documentation

ACHARD. — De la Municipalité et de la République d'Avignon aux XII^e et XIII^e siècles. (Paris, Lainé et Havard 1864).

Notice historique sur les anciens Remparts d'Avignon. (Avignon, Clément Saint-Just 1872).

ANTONELLE. — La Cour des Papes au milieu du XIV^e siècle. (Paris, Charles Béchét 1864).

BALUZE. — Vie des Papes d'Avignon. (Paris, Muguet 1693).

BELLESSERT. — L'Avignon des Papes. (Revue des Deux-Mondes 1928).

G. E. BROCHE. — Sur Pétrarque. Ses imprécations contre Avignon. (Avignon, Rullière 1913).

BRUGUIER-ROURE. — Les constructeurs de ponts au Moyen Age. (Paris, Dumoulin 1875).

CAMAU. — La vie et les mœurs au XIV^e siècle. (Paris, Champion 1930).

COLOMBES. — Le Palais des Papes d'Avignon. (Paris, Champion 1921).

COURTET. — Notice historique et archéologique sur Avignon. (Avignon, Seguin 1872).

DELÉCLUZE. — Du Guesclin et les Grandes Compagnies. Avignon.

DIGONNET. — Les remparts d'Avignon. (Avignon, Seguin 1895).

DUHAMEL. — Les origines du Palais des Papes. (Tours, Bousrez 1882).

DUPRAT. — Les monnaies d'Avignon.

Notes de topographie Avignonnaise. (Paris, Rollin 1910).

EHRLE. — Histoire des Papes d'Avignon. (Rome 1890).

ENLART. — Histoire de l'Art.

Manuel d'Archéologie Française. (Paris, Picard 1920).

- FAUDON. — Essai sur les institutions judiciaires, politiques et municipales d'Avignon et du Comté Venaissin sous les Papes. (Nîmes, Impr. Clavel-Ballivet et C^{ie} 1867).
- FORTIA D'ORBAN. — Introduction à l'Histoire de la ville d'Avignon. (Paris, Courcier et Truchy 1805).
Histoire du Pont sur le Rhône en Avignon.
- GIRARD. — Avignon ville du Moyen Age.
Un marchand avignonnais au XIV^e siècle.
Les maîtres des rues d'Avignon au XV^e siècle. (Avignon, Seguin 1922, Paris, Champion 1910).
- GIRARD ET PANSIER. — La Cour Temporelle d'Avignon au XIV^e siècle. (Paris, Champion 1909).
- GROSJEAN. — Précis historique sur la ville d'Avignon. (Avignon, Chaillot 1841).
- JOUDON. — Avignon, son histoire, ses papes. (Avignon, Fiocher 1855).
- LABANDE. — Avignon au XIII^e siècle. (Paris, Picard 1908).
Du Guesclin et les Etats Pontificaux en France. (Avignon, Seguin 1904).
Le Palais des Papes d'Avignon.
- LEFORT. — Etude historique et critique relative à la construction des premiers ponts sur le Rhône. (Le Mans, Monnoyer 1878)
- OLIVIER MARTIN. — Cours d'Histoire du Droit Public. Doctorat 1935-1936.
- DE MAULDE. — Coutumes et règlements de la République d'Avignon au XIII^e siècle. (Paris, Larose 1879).
- MÉRIMÉE. — Notes d'un voyage dans le Midi de la France. (Paris, Fournier 1835).
- R. A. MICHEL. — Avignon au temps des premiers papes. La défense d'Avignon sous Urbain V et Grégoire XI. (Nogent-le-Rotrou, Daupéley 1915).
Mélanges d'Archéologie et d'Histoire (Paris, Colin 1920).
La construction des remparts d'Avignon au XIV^e siècle. (Congrès archéologique de France 1888.)
- MOLLAT. — Les Papes d'Avignon.
Les changeurs d'Avignon sous Jean XXII. (Paris, Gabalda et Cie 1912).

MUNTZ. — Le Palais des Papes d'Avignon.

La France artistique et monumentale (Paris, libr. illustrée).

PANSIER. — Les Palais Cardinalices d'Avignon.

Les rues d'Avignon au Moyen Age.

L'œuvre des Repenties. (Avignon, Roumanille 1926).

DE SADE. — Mémoires. (Amsterdam, Arskée et Mercus, 1764).

J. THOMAS. — Epître à un magistrat avec des notes historiques sur Avignon. (Avignon, Bourges fils 1807).

VÉGÈCE. — De l'Art Militaire. (Paris, Wecheli 1535).

VIOLET-LE-DUC. — Le Palais des Papes et les remparts d'Avignon. (Paris, Gide et Baudry).

Sources

Archives municipales d'Avignon.

Archives départementales de Vaucluse.

Table des Matières

Introduction

	Pages
I) Administration d'Avignon avant les Papes	9
II) Administration d'Avignon sous les Papes	12

Aperçu d'Avignon avant les Papes

CHAPITRE UNIQUE. — La ville aux XII ^e et XIII ^e siècles	19
(Etendue et aménagement intérieur)	
I. — Le pont	20
II. — Les anciens remparts de la commune	22
III. — Les rues et les places	27
IV. — Les marchés	30
V. — L'estel	31
La fin de la commune	32

Avignon au temps des Papes

1^{re} Partie. — La population augmente

CHAPITRE I. — Les différentes populations	35
Les véritables Avignonnais	37
CHAPITRE II. — La crise de logement et ses conséquences	39
Maisons mises à la disposition de la Cour	
Romaine	40
1o) La législation des loyers	41
2o) Théorie générale de la Livrée	47
3o) L'agrandissement de la ville	53

2^{me} Partie. — La ville se transforme

CHAPITRE I. — Les nouveaux remparts	57
Remparts d'Innocent VI	58
Remparts d'Urbain V	60
Remparts de Grégoire XI	63
Remparts de Clément VII et Benoit XIII	64
Dommages résultant de la construction des remparts pour les particuliers	65
Description des remparts	66
Moyens de défense	67
 CHAPITRE II. — La construction du Palais des Papes et les nouvelles constructions intérieures	 69
I) Constructions de Jean XXII	70
Constructions de Benoit XII	71
Constructions de Clément VI	72
Constructions d'Innocent VI	72
La main d'œuvre	73
Conséquences de la construction pour les particuliers	75
II) Les nouvelles constructions intérieures	77
 CHAPITRE III. — Les règlements concernant l'utilité publi- que des constructions et l'ordre public	 81
I) L'Institution des maîtres des rues	81
A) Organisation et fonctionnement de la mai- trise des rues	82
B) Attributions des maîtres des rues	85
1) Alignement	85
2) Règlementation des façades	87
3) Les embarras de la rue	91
4) Le pavage et le nettoyage des rues	95
II) La police des rues	98

CHAPITRE IV. — La configuration des rues et des places	101
Les rues	101
Les places	103
Les cimetières	104
Les vieux murs et les fossés	105
CHAPITRE V. — Les marchés et l'organisation des métiers	107
I) Les marchés et leur réglementation	107
II) L'organisation des métiers	109
1 ^o) Les règlements des métiers	110
2 ^o) Les corporations	111
CONCLUSION	117

Vu :
Montpellier, le 8 Juillet 1938

Le Président de la Thèse,
Pierre TISSET

Vu :
Montpellier, le 9 Juillet 1938

Le Doyen,
Gaston MORIN

Vu et permis d'imprimer :
Montpellier le 9 Juillet 1938.

Le Recteur,
H. PARISELLE.

